

# Pharmacie virtuelle, une percée risquée

La vente de médicaments sur Internet et dans les supermarchés se développe en Europe. Ce marché non contrôlé peut comporter des risques. En France, le monopole des pharmaciens n'est pas remis en cause P. 3-4



Jaubert/SIPA

## Editorial

### Une santé pas si Net Par François Ernenwein

Dans une économie ouverte, les espaces de commerce s'étendent à l'infini. Peu d'aspects de l'activité humaine échappent encore à cette marchandisation du monde. Avec l'expansion d'Internet, tout s'achète et tout se vend sur écran. Y compris des médicaments!

Ce phénomène, d'ampleur variable selon les pays, gagne nettement du terrain. Qui n'a pas été saisi de propositions trouvées sur sa messagerie vantant telle ou telle gélule, ses vertus et ses prix cassés?

Ce mouvement a pour lui quelques solides ar-

guments: des coûts réduits par une concurrence renforcée (surtout quand les assurances médicales sont peu développées ou régressent), un accès plus facile là où le maillage du territoire par les officines est mal assuré, une liberté de choix et une confidentialité accrues pour l'utilisateur.

La maîtrise des dépenses de santé est par ailleurs devenue partout un objectif prioritaire. Or la multiplication des offres des laboratoires (plus fines, plus variées, plus complètes) et des demandes des patients (liées notamment à la recherche de confort et au vieillissement de la population) n'annoncent pas une baisse de la consommation de médicaments. Pourquoi, alors, refuserait-on de casser les monopoles qui font grimper les prix?

Cette nouvelle libéralisation du marché de la santé n'est pourtant pas acquise, surtout en

France. Pour de très bonnes raisons, les pouvoirs publics résistent à cette évolution, surtout pour les médicaments délivrés sur ordonnance.

Car ces pratiques de libre accès comportent aussi des effets pervers dont un réel encouragement à l'automédication. Privé du colloque singulier avec son médecin ou avec son pharmacien, le patient peut devenir un pur consommateur de santé, sans disposer toujours de la bonne évaluation de ses besoins. En la matière, sommes-nous sûrs d'être toujours bons juges de ce qui nous est nécessaire? Faire ses courses de médicaments dans le désordre des offres, c'est aussi s'exposer plus facilement aux effets de conditionnements défectueux, voire à la franche arnaque de la contrefaçon.

Aujourd'hui, sur la Toile, les aventures thérapeutiques restent encore une entreprise à risques.

**Les habitants de Beyrouth-sud prêts  
à reconstruire leur quartier en ruine** P. 7

## Le Billet

d'Alain  
RémondLe poids  
des cartables

La rentrée des classes n'a pas encore eu lieu que déjà resurgit l'affaire des cartables. C'est un rituel immuable: chaque fin du mois d'août, un long cri monte des profondeurs du pays: halte au poids des cartables! Car les cartables ont un poids. Non pas en eux-mêmes, mais à cause de ce que l'on met dedans. Et ce que l'on met dedans, d'année en année, pèse de plus en plus lourd. Nos frères enfants ont le dos en compote, les vertèbres en bouillie. Ce sont des générations et des générations qui sont ainsi sacrifiées, empêchant la France de collectionner les médailles d'or aux championnats du monde d'athlétisme. À chaque rentrée, on se plaint, on se lamente, on accuse. Et la rentrée d'après, on recommence. Tout ce que l'on a trouvé, c'est le cartable à roulettes. Piètre remède, en vérité, qui se garde bien d'agir sur la cause du mal: le poids des livres. Dans neuf mois aura lieu l'élection d'un nouveau président de la République. Je le dis haut et fort: je voterai pour le candidat qui s'engagera à mettre fin à ce scandale. Et qui, surtout, expliquera comment il s'y prendra.

## LES SAINTS DU JOUR

**Saint Symphorien** (II<sup>e</sup> siècle). Jeune chrétien d'Autun (Saône-et-Loire), il refuse de se prosterner devant la statue de la déesse Cybèle et est condamné pour sacrilège et de désobéissance aux lois romaines. Il meurt décapité. On fête aussi **saint Fabrice**.

## Comment joindre la Croix:

**Abonnements ou changement d'adresse**  
« La Croix » Contact de 8h30 à 19 heures  
Tél.: 0.825.825.832.  
Fax: 0.825.825.855.  
bpcontact@bayard-  
presse.com

ou écrire à: « La Croix », TSA 30412  
59063 Roubaix Cedex 01.

**Rédaction**  
3, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08.  
Tél.: 01.44.35.68.36.  
Fax: 01.44.35.60.01.

**Courrier**  
lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

**Carnet** de 9 heures à 18 heures.  
Tél.: 01.44.35.66.06.  
Fax: 01.44.35.60.03.

**Petites annonces** de 9 heures à 18 heures.  
Tél.: 01.41.38.83.06.  
Fax: 01.41.38.83.04.

**Publicité** Tél.: 01.44.35.66.06.

**Qualité réception**  
« La Croix » administration générale,  
service qualité réception,  
3, rue Bayard, 75393 Paris cedex 08.  
(Si le journal vous arrive en retard de  
façon répétitive)

**Contacts pour les marchands  
de journaux** Tél.: 0800.29.36.87.

## L'ESSENTIEL

## MONDE

Une explosion criminelle a fait  
au moins huit morts à Moscou

■ Au moins huit personnes sont mortes hier lors d'une explosion dans un marché couvert de Moscou. Deux enfants figurent parmi les victimes et 41 personnes ont été hospitalisées, selon le ministère russe des situations d'urgence. Le procureur de la capitale a précisé que les deux détonations avaient été provoquées par un engin explosif de fabrication artisanale. Elles pourraient avoir pour « motif la concurrence commerciale ou un conflit entre des groupes criminels ». Mais le procureur n'a pas exclu la piste du terrorisme. D'après l'agence de presse Interfax, qui cite des enquêteurs, deux suspects auraient été interpellés.

Bouteflika reconnaît des « zones  
d'ombre » dans la guerre d'Algérie

■ Le président algérien Bouteflika a reconnu l'existence de « zones d'ombre » dans la guerre d'indépendance menée contre la France de 1954 à 1962 et demandé aux historiens de « faire la lumière », dans un message lu en son nom à Béjaïa (Kabylie, est d'Alger). Il n'a pas donné de détails sur ces « zones d'ombre », mais c'est la première fois qu'un chef d'État reconnaît publiquement l'existence de faits jusque-là occultés par l'histoire officielle. Le pluralisme politique et médiatique, depuis 1989, a déjà permis de parler de certains faits auparavant tenus secrets, comme la mort d'Abane Ramdane, assassiné par ses frères de combat, ou de réhabiliter de grandes figures comme Ferhat Abbas et Messali Hadj.

Huit personnes inculpées de  
conspiration terroriste à Londres

■ Huit personnes arrêtées dans l'enquête sur le complot terroriste présumé contre des avions de ligne ont été inculpées pour conspiration terroriste en vue de commettre des meurtres à bord d'avions de ligne, a annoncé hier la justice britannique. Trois autres des 23 suspects ont été inculpés d'autres faits tombant sous le coup de la loi antiterroriste. Onze personnes restent en garde à vue, et une femme a été mise hors de cause. « L'enquête est loin d'être terminée, son ampleur est immense », a souligné Peter Clarke, le chef de la section antiterroriste de Scotland Yard. Il a précisé que 400 ordinateurs et 200 téléphones portables avaient été saisis.

## FRANCE

François Rebsamen appelle des  
candidats socialistes à se retirer

■ François Rebsamen, le numéro 2 du PS, a redemandé hier, dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France*, à Dominique Strauss-Kahn et à Jack Lang de retirer leur candidature à l'investiture du PS pour la présidentielle et de soutenir celle de Ségolène Royal. Jack Lang a immédiatement écrit au premier secrétaire, François Hollande, pour dénoncer cette « fatwa », tandis que Michèle Sabban, proche de Dominique Strauss-Kahn, s'est déclarée « scandalisée » et présentera aujourd'hui au bureau national une motion de rappel à l'ordre.

## ÉCONOMIE

La Russie a réglé ses dettes  
par anticipation au Club de Paris

■ Le ministère russe des finances a annoncé hier que le pays avait remboursé par anticipation l'intégralité de sa dette envers le Club de Paris, après le versement d'une dernière tranche de 18,2 milliards d'euros à ce club de 17 pays créanciers auprès de qui Moscou s'était endetté à la fin de la période soviétique. Ce remboursement, rendu possible par les cours mondiaux élevés des hydrocarbures, est le plus important jamais enregistré par le Club de Paris. La Russie solde ainsi 95 % de la dette héritée de l'URSS. Elle doit encore 3 à 4 milliards de dollars à des pays créanciers, non-membres du Club de Paris.

Un sous-traitant d'Arcelor fait  
appel à des ouvriers thaïlandais

■ 80 ouvriers thaïlandais travaillent depuis mi-août pour un sous-traitant d'Arcelor Dunkerque. Il s'agit d'une filiale de la société italienne Danieli, un des leaders mondiaux dans la construction d'équipements et de matériels pour l'industrie et la métallurgie. Le contrat de travail des ouvriers est italien. Ce chantier devrait employer un effectif maximal de 200 Thaïlandais et s'achever à la mi-octobre. Les travailleurs dorment dans des baraquements mis à leur disposition sur le site où un bâtiment central fait office de réfectoire. L'inspection du travail, qui a visité le site « s'est dite globalement satisfaite ».



## Le touriste de l'espace japonais est recalé

Daisuke Enomoto, (Photo Maxim Marmur/AFP) qui devait partir pour la Station spatiale internationale le 14 septembre et devenir le premier touriste spatial japonais, a été exclu du vol après avoir échoué aux tests médicaux, a annoncé hier l'Agence spatiale russe. Cet homme d'affaires de 35 ans, qui a fait sa fortune dans l'Internet, devait déboursier 15 millions d'euros pour s'offrir un voyage d'une dizaine de jours dans l'espace.

## ► LE CHIFFRE

24,8

millions d'euros de transactions ont été atteints au cours des traditionnelles ventes aux enchères de yearlings à Deauville (Calvados), qui se sont terminées hier soir, selon un bilan provisoire. Les organisateurs se déclarent satisfaits. Le volume d'affaires est revenu à la normale, après une édition 2005 médiocre, avec seulement 22,9 millions de transactions. Le prix de vente moyen des bébés galopeurs, établi pour les trois premiers des quatre jours de vente, a rasséréiné les éleveurs, principalement normands, en dépassant les 103000 € contre 73420 € en 2005.

## ► L'HISTOIRE

Scandale  
au royaume  
du cricket

Pour la première fois depuis 1877, un test-match de cricket entre l'Angleterre et le Pakistan s'est terminé par un forfait. L'affaire, qui a mis la Grande-Bretagne en émoi, s'est déroulée dimanche à Londres. Les Pakistanais ont refusé de revenir sur le terrain après la mi-temps, le traditionnel « tea interval ». Les visiteurs ont en effet très mal pris d'avoir été sanctionnés par les arbitres qui les ont accusés d'avoir trafiqué la balle utilisée pour le jeu. Quand ils sont finalement revenus, ce sont les arbitres qui n'ont pas voulu reprendre le match, considérant que les Pakistanais étaient forfaits.

## SPORT

Les basketteurs français  
battent le Nigeria sans convaincre

■ L'équipe de France masculine a remporté sa deuxième victoire en trois matchs au championnat du monde de basket-ball en battant hier le Nigeria (64-53), à Sendai (Japon). Comme la veille face à la Serbie-Monténégro, les Français n'ont pas convaincu. Ils jouent demain contre le Liban et après-demain contre le Venezuela. Les Bleus sont deuxièmes de leur groupe. Les Argentins ont dominé les Vénézuéliens (96-54). Les Serbo-Monténégrins ont battu les Libanais (104-57). Classement du groupe A: 1. Argentine 6 pts; 2. France 5; 3. Liban, Nigeria, Serbie-Monténégro et Venezuela 4.

## RELIGION

Le collège des cardinaux électeurs  
compte 118 membres

■ Depuis hier et le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'Ukrainien Marian Jaworski, archevêque latin de Lviv, l'effectif des cardinaux électeurs en cas de conclave est passé à 118, un chiffre inférieur au plafond de 120 fixé par Paul VI et confirmé par Jean-Paul II. D'ici à la fin de cette année, cinq autres cardinaux (dont l'ancien archevêque de Paris Jean-Marie Lustiger) auront franchi cette limite d'âge. Benoît XVI vient de confirmer, dans un entretien à des médias allemands (*lire La Croix du 14 août*), sa volonté de réunir plus souvent des consistoires ordinaires pour la création de cardinaux et d'en profiter pour « discuter ensemble des problèmes actuels et chercher des solutions ».

La pasteur Thérèse Klipffel  
est décédée

■ Première femme à avoir présidé une Église protestante francophone, Thérèse Klipffel est décédée le 9 août à 85 ans. Née à Strasbourg, elle avait été responsable régionale puis nationale des Éclaireuses. Devenue pasteur dans l'Église réformée d'Alsace et de Lorraine, elle fut responsable de la catéchèse, membre du conseil synodal, puis présidente en 1982. Elle fut l'une des premières promotrices de la récente union des Églises protestantes d'Alsace-Moselle. Réélue en 1985 (elle accueillit Jean-Paul II à Strasbourg en 1988), elle fut vice-présidente de la Fédération protestante de France avant de prendre sa retraite en 1988, laissant le souvenir d'une femme aux convictions affirmées.

À LIRE  
DEMAIN

POLITIQUE

La rentrée  
du gouvernement

# La vente de médicaments sur Internet se diffuse en Europe

- La vente de médicaments par Internet devrait être stimulée, en Allemagne, par le verdict favorable d'un tribunal de la Sarre
- Ce mode de distribution se répand en Europe
- En Italie, le gouvernement vient d'autoriser la vente de médicaments en grande surface



DOC MORRIS.COM

La société DocMorris, installée aux Pays-Bas, vend par internet des médicaments aux Allemands.

Le récent jugement d'un tribunal de Sarrebruck fait fulminer les pharmaciens outre-Rhin. Il a en effet autorisé la société DocMorris, spécialisée dans la vente de médicaments par Internet, à poursuivre ses activités. Le tribunal a rejeté la requête d'une pharmacienne de la capitale de la Sarre qui avait demandé la fermeture du premier commerce ouvert par cette entreprise, avec l'accord de l'État régional.

Au nom du droit européen, et notamment de la liberté d'entreprise, le tribunal a passé outre la loi allemande qui prévoit qu'une pharmacie doit être exploitée par un propriétaire pharmacien – et non par une société anonyme. Au moment où se met en place une grande réforme de la santé en Allemagne, cette « première » a suscité un débat. La presse a approuvé, dans sa grande majorité, la décision judiciaire, estimant que les consommateurs en tireraient avantage et dénonçant la surprotection dont bénéficierait la profession de pharmacien.

DocMorris est une société néerlandaise créée par un Allemand non pharmacien qui a ainsi trouvé le moyen de contourner la législation de son pays. La société est implantée juste de l'autre côté de la frontière avec les Pays-Bas, à portée de services des coursiers allemands qui peuvent collecter les paquets et les distribuer en Allemagne pour un coût modique. Ouverte en juin 2000, DocMorris réalisait en 2002 un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros, selon une étude de l'OCDE datant de 2004. Les trois quarts de ses clients sont allemands, d'autant que les caisses d'assurance-maladie d'outre-Rhin remboursent les consommateurs qui s'approvisionnent de cette manière.

DocMorris est soumise au contrôle d'un département spécialisé du ministère de la santé néerlandais.

## Les contrefaçons de médicaments affectent notamment les plus pauvres

Les contrefaçons de médicaments sont une menace pour la santé trop négligée, qui affecte surtout les plus vulnérables dans les pays pauvres, affirme une étude publiée par la revue britannique *The Lancet*. Selon les autorités sanitaires américaines, un médicament sur dix vendu dans le monde serait un faux. Dans les pays riches, les contrefaçons concernent plutôt le traitement des maladies chroniques ou de confort, Viagra compris, alors que dans les pays pauvres des régions tropicales, il s'agit plus souvent d'anti-infectieux. Préconisant « un plan d'action global et pragmatique » les chercheurs jugent « urgent » d'aider les 30% de pays du monde manquant de réglementation ou de capacité de contrôle. Ils recommandent de fournir des médicaments clés à bon marché pour décourager la contrefaçon.

dais. Elle exige l'original des ordonnances pour les médicaments qui ne peuvent être vendus que sur présentation de ce document.

Sur le plan judiciaire, l'affaire ne va pas en rester là et promet encore quelques rebondissements, mais cet épisode traduit la pression croissante qui se fait sentir en Europe en faveur de la libéralisation de la vente de médicaments. Aujourd'hui, en trois clics de souris sur Google, on peut trouver de quoi soigner son rhume. Le site getpharma.com, par exemple, permet d'acheter des produits contre la maladie d'Alzheimer ou contre la tension artérielle, en passant par la pilule contraceptive et le Tamiflu censé protéger contre la grippe aviaire.

Aux États-Unis, où le phénomène est beaucoup plus important, les premières pharmacies sur Internet sont apparues dans le pays en 1999. Mais n'importe qui pouvait déjà vendre des médicaments. « Dans certains pays, l'accès aux pharmacies

Lorsqu'il est totalement libéralisé, l'achat de médicaments sur Internet se fait aux risques et périls du consommateur.

n'est pas aisé, souligne Luc Besançon, pharmacien et chargé des affaires professionnelles à l'Ordre des pharmaciens à Paris. Au Danemark, il y a proportionnellement dix fois moins d'officines qu'en France. Et aux États-Unis, certaines régions peu peuplées sont des déserts pharmaceutiques. »

L'ampleur du phénomène est difficile à évaluer. À l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, Stéphane Lange, responsable de l'unité enquête spéciale, explique qu'il observe une augmentation des sites de vente de médicaments. Philippe Kaearney, sous-directeur du commerce international à la direction générale des douanes, parle

d'un phénomène de mode plus que d'un phénomène de masse.

Pour Luc Besançon, les consommateurs français n'ont pas grand-chose à y gagner. « L'assurance sociale est très bonne avec des systèmes d'assurances complémentaires qui permettent de se faire rembourser à 100%. Même pour les produits non remboursés, il n'y a pas d'intérêt économique. La France est un des pays d'Europe où les prix des médicaments sont les moins chers. »

En France, le code de la santé publique donne aux pharmaciens le monopole de la vente au public. Une section de l'Ordre des pharmaciens travaille toutefois sur le sujet, réfléchissant à un système de commande sur Internet, le patient se déplaçant ensuite à la pharmacie pour aller chercher son produit.

Lorsqu'il est totalement libéralisé, l'achat de médicaments sur Internet se fait aux risques et périls du consommateur, avec les dangers inhérents à l'automédication. Les contre-indications ne sont pas toujours indiquées sur le site. Récemment, ●●●

(Suite page 4)  
MARIE JANSANA

## REPÈRES

### LA VENTE DE MÉDICAMENTS DANS L'UNION EUROPÉENNE

#### ■ Les pays les plus réglementés

Parmi ces pays, on retrouve l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la Finlande ou encore la France. Ils encadrent fortement la vente de médicaments et l'activité des pharmacies. Généralement, la publicité et le prix de vente sont régis par la loi, qui restreint également le nombre d'officines que peut posséder un pharmacien diplômé, leur implantation et l'accès à la profession (via un numerus clausus).

#### ■ En France

Le code de la santé publique cerne précisément les conditions d'exercice de la pharmacie. Seul un pharmacien peut vendre des médicaments, la délivrance entre le pharmacien et le patient doit être directe et s'accompagner d'une fonction de conseil.

La législation française, par un décret de juin 1996, interdit la publicité auprès du grand public sur les médicaments remboursés. Or il est difficile de vendre des produits en ligne sans les mentionner. Les pharmacies sont légalement réparties sur le territoire français en fonction du nombre d'habitants des communes.

La création ou le transfert d'une officine suppose l'octroi d'une licence délivrée par le préfet après avis du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens et des syndicats pharmaceutiques. Les pharmacies sont légalement réparties sur le territoire français en fonction du nombre d'habitants des communes. Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, on dénombre 23 207 officines en France, soit en moyenne une officine pour 2 600 habitants.

#### ■ Les pays les plus dérégulés

Il s'agit de l'Irlande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Dans ce groupe de pays, l'implantation de nouvelles pharmacies et leur régime juridique sont très assouplis. Un pharmacien peut y posséder plusieurs officines, ce qui a favorisé l'émergence de grandes chaînes sans que certaines zones rurales soient pour autant mieux desservies. En revanche, au sein de l'UE, seuls trois pays (Danemark, Pays-Bas et Royaume-Uni) autorisent la vente de médicaments par Internet.

## La vente de médicaments sur Internet se diffuse en Europe

●●● une Anglaise a souffert d'une grave cataracte en s'administrant des stéroïdes. Elle souhaitait se soigner d'une fatigue chronique et a failli y laisser la vue.

On trouve aussi sur le Web poudres de perlimpinpin ou véritables poisons. Jeudi dernier, Swissmedic, l'organisme suisse des médicaments, a averti des dangers à utiliser certains produits asiatiques, notamment pour perdre du poids ou contre l'impuissance sexuelle. Ces produits, souvent contrefaits et interdits dans le pays, pourraient être fatals aux personnes malades du cœur. La contrefaçon de médicaments représenterait 5 à 10 % du marché dans le monde. Des sites Internet sont parfois directement montés par des contrefacteurs pour écouler leurs marchandises.

Selon l'Ordre des pharmaciens, une étude anglaise a montré que 50 % du Viagra trouvé sur Internet était le produit de contrefaçons. Dans l'Union européenne, en 2004, 900 000 cachets de médicaments contrefaits ont été interceptés par les douanes, explique Philippe Kearney, en majorité du Via-

gra et des produits contre le tabagisme et l'obésité. «Les contrefacteurs sont assez réactifs. Cet hiver est apparu, en pleine grippe aviaire, une contrefaçon du Tamiflu.» La douane a d'ailleurs vu les contrefaçons de médicaments augmenter avec la vente sur Internet, à la fin des années 1980.

L'Organisation mondiale de la santé note que seuls 1 % des produits contrefaits interceptés dans le monde par les douanes sont de vrais produits. Il reste encore les conditions de fabrication qui laissent à désirer: placebo, produits mal dosés, effets secondaires importants. Ou encore les conditions de transport qui peuvent ne pas convenir au produit.

Internet n'est qu'un élément de la déréglementation du marché de la santé. Selon une enquête du groupe pharmaceutique de l'Union européenne de février 2006, dans les pays où elle a déjà eu lieu, l'accroissement de la concurrence et la baisse des prix souhaités n'ont pas eu lieu. Et les pharmacies qui restent délaissent les régions rurales.

MARIE JANSANA

► Casser le monopole des pharmacies privées aura été l'une des premières mesures du gouvernement Prodi, constitué en juin

## En Italie, les médicaments au supermarché

ROME  
De notre correspondante

La pilule n'est pas facile à digérer pour les propriétaires des 16 500 pharmacies privées italiennes. Les voici orphelins des grands privilèges qui faisaient leur fortune et assureraient celle de leurs descendants, titulaires ou non du diplôme de pharmacien. Le ministre chargé du développement économique, Pier Luigi Bersani, a, cet été, libéralisé le secteur par décret. Il a aussi mis fin au droit, pour une fille ou un fils de pharmacien, à prendre la succession de l'activité parentale sans être inscrit à l'ordre des pharmaciens et donc sans diplôme ad hoc.

Désormais, les grandes surfaces sont toutes autorisées à installer des «espaces santé», gérés par des pharmaciens et où le consommateur pourra acheter des médicaments, y compris sans ordonnance (1). L'objectif numéro 1 étant, à travers le jeu de la concurrence, de faire baisser les prix.

Pour l'association des consommateurs Aduc, «c'est une véritable révolution dans ce pays où les spécialités pharmaceutiques coûtent 30 % à 45 % plus cher que dans la plupart des pays de l'Union européenne». Le décret-loi Bersani impose cependant certaines limites. Il veut empêcher la concentration des propriétaires de pharmacies dans quelques chaînes de distribution. Par ailleurs, les supermarchés ont l'obligation d'embaucher au moins un pharmacien pour chaque espace.

En revanche, aucune limite n'a été fixée sur les rabais. Pour le moment, le consommateur peut s'attendre à une réduction de 20 à 30 %. Cinq hypermarchés Coop ont

obtenu un véritable triomphe commercial en ouvrant les premiers des espaces santé. La semaine dernière, la vente de médicaments, avec en tête les antalgiques et les traitements des dysfonctions gastriques ou intestinales, a représenté en moyenne 1,9 % du chiffre d'affaires total réalisé par chaque magasin, soit plus que la vente de pâtes, de riz et de farine!

Selon les déclarations du président de Coop Italia, Vincenzo Tassinari, sur les 1 300 hypermarchés Coop, 150 espaces santé seront ouverts d'ici 2007. «Nous appliquons actuellement un rabais de 25 % et nous prévoyons un chiffre d'affaires annuel de 250 000 à 300 000 euros pour chaque espace», annonce-t-il, en précisant que le groupe lancera d'ici deux ans des médicaments

**5 000 emplois de pharmacien seront créés dans les grandes surfaces au cours des prochains mois.**

génériques sous la marque Coop, «ce qui nous permettra de pratiquer une réduction de 50 % par rapport au prix des mêmes spécialités vendues en pharmacie».

Pour les pharmaciens fraîchement diplômés, la libéralisation du secteur représente un véritable espoir. D'après les estimations du ministère de la santé, 5 000 emplois seront créés dans les grandes surfaces au cours des prochains mois. Au départ, le salaire mensuel ne dépassera guère 1 600 euros, mais avec une garantie qui vaut de l'or pour les jeunes Italiens: celle d'un contrat à durée indéterminée.

ANNE LE NIR

(1) En Italie la vente des médicaments sans ordonnance représente 10 % du chiffre d'affaires annuel des pharmacies soit un peu plus de 2 milliards d'euros.



La vente de médicaments dans un centre commercial de Vicenza, en Italie, pourrait faire considérablement augmenter le chiffre d'affaires.

► Le monopole de la vente de médicaments est encadré par la loi

## Les pharmaciens français restent sereins

Les pharmaciens français ne semblent pas inquiets. Le monopole de vente de leurs officines est pour l'instant toujours protégé par l'article L4211-1 du code de la Santé publique. Parce qu'il vendait en grandes surfaces des produits d'entretien pour lentilles oculaires, le groupe Juva Santé a ainsi été condamné par la Cour d'appel de Paris le 2 mars 2005. Les juges ont estimé que le contrevenant avait «privé les consommateurs des prestations de conseil et d'assistance médicale dont ils auraient dû bénéficier auprès de professionnels qualifiés».

L'activité de vente des produits pharmaceutiques reste donc très encadrée, malgré les attaques régulières des distributeurs, grandes surfaces en tête. Michel Édouard Leclerc, patron de la chaîne de magasins, accuse les pharmaciens français (1) de tenir «une position dogmatique, pour une question d'argent». Les opposants au monopole des pharmacies s'appuient sur un avis du Conseil national de la consommation (CNC), rendu le 5 février 2005, qui proposait, «sous réserve de garanties en matière de santé», d'ouvrir à tous les circuits de distribution la vente de produits «à la frontière du médicament» comme les lotions anti-poux, l'alcool à 90° ou les autotests de grossesse, afin

«d'orienter à la baisse le niveau des prix».

Le ministre de la santé, Xavier Bertrand, a pour sa part (2) souligné que la délivrance des médicaments, produits d'entretien pour lentilles et autotests à visée médicale, devait être «accompagnée d'un conseil pharmaceutique» pour «veiller à leur bon usage» et «conseiller le patient en cas d'apparition de complications». En revanche, le ministre de la santé se disait «favorable à la sortie du

**Le ministre de la santé se dit «favorable à la sortie du monopole pharmaceutique des autotests de grossesse, cela afin d'en faciliter l'accès, notamment aux plus jeunes».**

monopole pharmaceutique des autotests de grossesse, cela afin d'en faciliter l'accès, notamment aux plus jeunes».

Danielle Paoli, pharmacienne dans le Gard et membre de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), a participé aux réunions du ministère de la santé sur l'automédication.

Selon elle, «il faut maintenir la communication avec les patients: ils ont souvent des questions sur leur santé qu'ils n'osent pas, ou ne savent pas formuler». Une jeune femme qui entre dans son officine pour un test de grossesse «pourra ainsi avoir des informations précieuses sur sa contraception», insiste la pharmacienne.

En revanche, une modification du monopole semble proche en ce qui concerne les plantes médicinales. Un décret du 15 juin 1979 énumère les 34 plantes dont la vente est aujourd'hui libre dans tout commerce. Mais cette liste restreinte doit être bientôt élargie: «Le décret et l'arrêté d'application sont en préparation», indique Pierre Fernandez, directeur général de la FSPF. «Il faut cependant être très précis, car ces plantes peuvent avoir des effets différents selon les dosages, ou même les parties de la plante utilisées», prévient Danielle Paoli. Pour les autres produits sujets à controverse, les pharmaciens restent très prudents. Selon Jean Parrot, président de l'Ordre des pharmaciens, «la législation en France nous permet de limiter les risques pour la santé publique».

CÉCILIA PANDOLFI

(1) Sur son site Internet, le 12 avril 2005.

(2) Dans une réponse au député Édouard Leveau, publiée au Journal officiel de l'Assemblée nationale le 25 avril 2006.

### Les cyberpharmacies américaines sont contrôlées

■ Les États-Unis ont ouvert leurs premières cyberpharmacies en 1999. La plupart vendent des médicaments de manière similaire aux officines habituelles, sur ordonnance. D'autres fonctionnent avec un médecin rattaché, qui soumet ses patients à un questionnaire médical. Les produits qu'elles distribuent sont le plus souvent des médicaments de «bien-être»: chute de cheveux, contrôle de poids. En plus faible proportion, il existe des pharmacies qui délivrent des médicaments qui ne nécessitent pas d'ordonnance.

Les services de santé publique ont mis en place une réglementation stricte. Les pharmacies

doivent obtenir le label Vipps (Verified Internet Pharmacy Practice Sites), elles doivent respecter les réglementations des États dans lesquels elles sont installées et dans lesquels elles délivrent leurs produits. Elles s'engagent encore à respecter la vie privée des patients, à vérifier les ordonnances ou à garantir une véritable consultation au patient. Mais comme les autres pays, les États-Unis sont soumis au difficile contrôle des sites Internet étrangers qui fournissent aux consommateurs américains des médicaments de manière illégale.

(Source OCDE)

TERRITOIRES

# La France veut gagner des km<sup>2</sup> de mer

L'ONU examine une demande de plusieurs pays, dont la France, qui veulent accroître leur domaine maritime

**D**ès aujourd'hui, la France va plaider devant les Nations unies un accroissement de son domaine maritime. À New York, la Commission des limites du plateau continental (CLPC) examine en effet une demande commune de la France, de l'Espagne, du Royaume-Uni et de l'Irlande afin de se voir attribuer une nouvelle zone maritime d'exploitation dans le Golfe de Gascogne et dans la mer Celtique. Cette zone, baptisée Bassin de l'Union, serait d'environ 80 000 km<sup>2</sup>, à charge pour les quatre États de se répartir par la suite leurs domaines respectifs. D'ici 2009, la France devrait présenter en revanche de manière autonome une quinzaine d'autres dossiers devant la CLPC, concernant notamment la Guyane, la Nouvelle-Calédonie, Kerguelen ou Crozet. Au total, la France espère conquérir un million de km<sup>2</sup> d'océan supplémentaire.

«Aujourd'hui, la France possède la seconde zone économique exclusive (ZEE) en mer au monde avec 10,2 millions de km<sup>2</sup>, indique Jean-François Bourillet, géologue à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). Juste derrière les États-Unis.» Pour autant, la ZEE française due aux côtes métropolitaines ne représente qu'un pourcentage minime de ce total. La puissance maritime française est avant tout alimentée par les possessions d'outre-mer (voir carte).



Depuis 1982, une convention des Nations unies sur le droit de la mer attribue de manière automatique à chaque territoire national une ZEE qui s'étend jusqu'à 200 milles du rivage (1). Conséquence, autour de chaque île, mais aussi de chaque «caillou» habité ou non sur lequel flotte le drapeau hexagonal, on trace au compas un cercle de 200 milles à l'intérieur duquel la France a l'apanage de l'exploitation. «Cela

comprend à la fois ce qu'on appelle la colonne d'eau, précise Jean-François Bourillet, et donc la pêche de toutes les espèces pélagiques, mais aussi le sol et le sous-sol, donc l'exploitation des minéraux.»

Cette délimitation économique (à ne pas confondre avec les eaux territoriales, de 12 milles au-delà du rivage, sur lesquels un État a droit de police) ne pose pas de problème lorsque le territoire est perdu au milieu

de l'océan. Ce n'est pas toujours le cas lorsque des États possèdent des limites maritimes communes. «Si la France a des accords bilatéraux avec l'Espagne en ce qui concerne le golfe de Gascogne, la Chine et le Japon n'ont pas pu se mettre d'accord et se disputent toujours une partie de la mer de Chine», observe Jean-François Bourillet.

Depuis 1996 et la convention internationale de Montego Bay

(Jamaïque), certains États peuvent demander d'étendre leur ZEE jusqu'à 350 milles s'ils peuvent prouver que cette zone maritime est une continuité du plateau continental. C'est-à-dire si des critères à la fois géologiques et morphologiques sont respectés et prouvés. Les géologues de l'Ifremer planchent ainsi sur les fonds océaniques français à travers la planète depuis quatre ans afin de monter les dossiers qui devront être déposés auprès des Nations unies avant mai 2009.

Ce programme, baptisé «Extraplac», a été institué par un comité interministériel de la mer en 1998 mais validé en 2002. L'enjeu ne concerne pas la pêche car celle-ci ne demeurera exclusive que dans les 200 milles initiaux. En revanche, les États pourront développer l'exploitation des richesses énergétiques du sous-sol. «Un autre enjeu n'est pas encore estimé, explique Jean-François Bourillet, c'est celui de la biodiversité. Dans les grands fonds, on connaît à peine 10 % des espèces. Ce sont surtout des bactéries qui pourraient avoir une importance majeure dans les biotechnologies...» Le budget du programme Extraplac, financé par le ministère de l'industrie, atteint 18 millions d'euros. Soit 18 euros le kilomètre supplémentaire espéré!

MICHEL WAITROP

(1) Un mille marin est égal à 1 852 m.

## PORTRAIT

Joseph Kabila  
assoit sa notoriété

**Président de la République démocratique du Congo depuis janvier 2001, Joseph Kabila a obtenu le meilleur score lors du premier tour de l'élection présidentielle. Il affrontera, le 29 octobre, son vice-président et ancien opposant Jean-Pierre Bemba au second tour.**

STUART PRICE/AFP

Le président Joseph Kabila et le vice-président Jean-Pierre Bemba s'opposent le 29 octobre lors d'un second tour de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo (RDC). Peu après minuit dimanche, la Commission électorale indépendante (CEI) a annoncé les résultats provisoires du premier tour qui s'était déroulé le 30 juillet: le chef de l'État sortant est arrivé en tête avec 44,81 % des suffrages, devant l'ex-rebelle Bemba (20,03 %). La situation était calme hier dans la capitale congolaise, après des échanges de tirs nourris dans la soirée de dimanche qui auraient fait cinq morts. Même si Joseph Kabila n'a pas obtenu la majorité absolue, il paraît bien placé pour le second tour. Un premier pas important pour ce jeune dirigeant qui avait succédé à 30 ans, en janvier 2001, à son père as-

sassiné. Né le 4 juin 1971 dans un maquis rebelle, Joseph Kabila fréquente l'école française de Dar-Es-Salam en Tanzanie lors de son exil. Puis rejoint son père, en octobre 1996, pour prendre part à la première guerre du Congo où il participe à la chute de Mobutu en 1997. C'est lors de cette période qu'il suit l'apprentissage des armes aux côtés de James Kabarebe, chef de l'état-major de l'armée rwandaise. Depuis son arrivée à la présidence du pays, le jeune Kabila doit toujours faire face à des combats qui perdurent dans l'est du Congo. Ses détracteurs lui reprochent de brader les ressources du pays aux profits d'entreprises privées étrangères en laissant mourir les biens publics. D'autres le suspectent de ne pas être le fils légitime de Kabila père, mais celui d'un ancien camarade de guerre.

Mais il séduit la jeunesse par sa modernité. Rapidement, il a abandonné son image de militaire pour adopter l'habit du politicien. Contrairement à ses prédécesseurs, il a su s'ouvrir au monde et a également appris à utiliser les médias. Pour preuve, la retransmission en direct en juin dernier de son mariage avec Olive Lembe di Sita. Après cinq années au pouvoir, le bilan de Joseph Kabila semble avoir convaincu les électeurs. Et celui qui déclarait, quelques mois après son accession à la présidence, que «le peuple [doit] être le passage pour accéder au pouvoir» pourrait bien remporter les premières élections libres organisées depuis 1960 dans son pays, dont il a lui-même défendu avec ardeur l'organisation.

ÉMELINE HÉNIQUE

## PROLIFÉRATION

L'Iran poursuit activement  
son programme nucléaire

Un haut responsable iranien a annoncé hier le démarrage prochain d'une usine de production d'eau lourde, un matériau utilisé dans les usines d'enrichissement du plutonium

L'Iran va poursuivre son programme nucléaire «avec force», a déclaré hier le guide suprême de la République iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, selon la télévision d'État. «Dans le dossier nucléaire et d'autres dossiers, avec l'aide de Dieu, de la patience et de l'effort, l'Iran poursuivra son chemin avec force et en recueillera les fruits», a-t-il affirmé. Cette déclaration semble sonner le glas des espoirs occidentaux d'une suspension du programme d'enrichissement d'uranium iranien. «Les puissances oppressives et à leur tête les États-Unis craignent le développement des pays musulmans», a ajouté le numéro un iranien devant des participants à une conférence sur l'unité islamique, qui se déroule actuellement à Téhéran.

**En rejetant toute suspension, l'Iran court le risque de sanctions au Conseil de sécurité des Nations unies. Mais il menace si c'est le cas de rompre toute coopération avec l'AIEA, l'agence spécialisée de l'ONU.**

L'Iran avait annoncé qu'il répondrait le 22 août à une offre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine) et de l'Allemagne visant à ce qu'il suspende son enrichissement d'uranium. Dans sa résolution 1696 adoptée le 31 juillet, le Conseil de sécurité avait donné un mois à Té-

Avant-hier, le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Hamid Reza Assefi, avait déjà prévenu: «La question de la suspension est un retour au passé et n'est pas au programme de la République islamique, avait-il affirmé. Quatre ou cinq pays ne peuvent pas décider pour le reste du monde.»

héran, faute de quoi il envisagerait des sanctions.

Le groupe des six pays avait proposé par ailleurs le 6 juin à Téhéran une offre de coopération dans les domaines nucléaire et économique, mais en la liant à une suspension de l'enrichissement d'uranium, un cycle de transformation physique et chimique qui permet d'obtenir le combustible pour une centrale nucléaire, mais aussi de produire le matériau nécessaire pour acquérir la bombe atomique. L'Iran assure que son programme nucléaire a des visées exclusivement civiles mais les grandes puissances craignent qu'il le détourne à des fins militaires.

Téhéran a annoncé qu'il remettrait demain aux Européens une réponse «complète et écrite». Mais il ne ralentit en rien ses efforts pour maîtriser différentes technologies nucléaires. Mohammad Saidi, vice-président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique a ainsi annoncé hier le démarrage «dans un avenir très proche», sans doute deux semaines, d'une usine de production d'eau lourde, destinée au fonctionnement du réacteur nucléaire d'Arak, qui est en

construction. L'eau lourde y serait utilisée comme liquide modérateur d'un réacteur expérimental, qui devrait être achevé en 2009.

Or l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a demandé à l'Iran de suspendre cette construction, car elle craint que la production de plutonium du réacteur soit utilisée pour la fabrication de bombes atomiques.

En rejetant obstinément toute suspension, l'Iran court le risque de sanctions au Conseil de sécurité des Nations unies. Mais il menace si c'est le cas de rompre toute

coopération avec l'AIEA, l'agence spécialisée de l'ONU. Les inspecteurs de l'AIEA surveillent depuis plusieurs années différents sites nucléaires officiels, mais l'Iran a cessé en janvier dernier l'application du protocole additionnel au Traité de non-prolifération (TNP), qui permettait un contrôle renforcé des installations.

La seule note d'optimisme hier est venue de Bruxelles, où après une conversation téléphonique avec Ali Larijani, responsable du dossier nucléaire iranien, le Haut représentant de l'Union euro-

péenne pour la politique étrangère, Javier Solana, a déclaré que les deux parties étaient «ouvertes» à la poursuite des contacts sur le nucléaire iranien. Il a évoqué «des contacts supplémentaires dans le but de rétablir la confiance dans la nature purement civile du programme nucléaire iranien».

Au siège de l'AIEA, à Vienne, on n'excluait pas une «réponse ambiguë» des Iraniens, pour obtenir quelques appuis dans les pays émergents et pour continuer de gagner du temps. «L'Iran ne veut pas de confrontation avec la communauté internationale maintenant», expliquait un diplomate. Mais l'expert en non-prolifération Mark

Fitzpatrick estime que la marge de manœuvre de l'Iran se rétrécit. «Le 31 août, l'AIEA va constater qu'il n'y a pas suspension et le Conseil de sécurité va passer à la phase d'une résolution pour des sanctions. Nous allons vers l'escalade», a estimé ce membre de l'Institut d'études stratégiques (IIS) à Londres.

Dans ce contexte, Téhéran a sans doute apprécié des fuites hier dans la presse japonaise qui indiquaient que Tokyo n'appliquerait pas un embargo qui viserait les exportations pétrolières de l'Iran.

J.-C. P. (avec AFP)



Le site nucléaire iranien d'Arak, photographié par satellite en février 2004 (à gauche) et en mars 2005. Ces clichés, témoignant d'une surveillance constante, permettent de distinguer l'implantation de l'unité de production d'eau lourde.

SPACE IMAGIN/INTA SPACE TURK/AFR

## George Bush s'exprime sur l'Iran, le Liban et l'Irak

■ **Concernant l'Iran**, le président américain George W. Bush a demandé hier, lors d'une conférence de presse, que le Conseil de sécurité de l'Onu décide rapidement de sanctions si ce pays n'a pas accepté de suspendre l'enrichissement d'uranium à l'expiration de l'ultimatum du 31 août.

■ **Au sujet du Liban**, il a appelé au déploiement rapide de la FINUL renforcée dans le sud du pays. «C'est un besoin urgent», a-t-il expliqué. La communauté internationale doit désigner maintenant la direction de cette nouvelle force

internationale, lui donner de solides règles d'engagement et la déployer aussi rapidement que possible pour garantir la paix». Selon lui, le Hezbollah devait être désarmé «au bout du compte» mais qu'il fallait commencer par sécuriser le sud du Liban. Il a de nouveau souhaité que la France envoie plus de soldats et a annoncé le déblocage d'une aide «de plus de 230 millions de dollars» (178 millions d'euros).

■ **Pointant l'Irak**, il s'est dit hier «inquiet» du risque d'une guerre civile dans ce pays. Mais il a refusé un retrait accéléré des troupes américaines.

**BOMBARDEMENTS** Dans les ruines de leurs immeubles, ils essaient de récupérer des effets personnels

# Les habitants du sud de Beyrouth reviennent, déterminés à reconstruire

**BEYROUTH**  
De notre correspondant

Lorsque l'on pénètre dans Chiah, l'un des nombreux quartiers de la banlieue sud de Beyrouth, une forte odeur de détritus putréfiés et de soufre prend à la gorge. La plupart des gens qui déambulent dans les rues portent un masque sur le visage qui les protège en même temps des épais nuages de poussière soulevés par les pelleuses qui déblaient les gravats d'immeubles en ruines.

Partout des hommes s'affairent sous un soleil de plomb pour déblayer les décombres d'habitations réduites en poussière, aux commandes d'un engin, au moyen d'une pelle ou directement avec les mains. «*Reculez, reculez*», enjoint un agent des Forces de sécurité intérieures à la foule de badauds qui s'étaient massés devant des amas de béton, restes d'un immeuble qui s'élevait il y a quelques semaines encore le long de l'avenue Hadi-Nasrallah, du nom du fils du chef du Hezbollah tombé en «martyr» en 1997.

Épargné durant les trois premières semaines de la guerre, Chiah a été dans les derniers jours du conflit au Liban la cible de terrifiants bombardements aériens israéliens qui avaient fait de nombreuses victimes. Aussi rapidement qu'ils avaient quitté leur maison quelques heures après ces attaques, les habitants de ce quartier sont de retour en masse depuis mercredi dernier. Partout dans les rues des groupes de jeunes, des familles donnent l'impression de se promener. Si le premier jour du cessez-le-feu on avait pu voir des déplacés en

pleurs devant les ruines de leurs maisons, 48 heures plus tard, ces derniers semblaient reprendre leur vie quotidienne comme si de rien n'était.

Longeant les rues où gisent des bris de verre, des passants photographient avec leur téléphone portable des immeubles éventrés où l'on distingue encore au travers de trous béants une armoire de vêtements, les placards d'une cuisine ou les carreaux d'une salle de bain. Tous les dix mètres, des employés de la municipalité manient leur mini-pelleuse avec précision au milieu des amas de béton. Une équipe d'ouvriers remplace à la chaîne les rideaux de fer boursoufflés des devantures de boutiques avec une habileté déconcertante. Tous donnent le sentiment qu'il est urgent d'effacer les traces des ravages provoqués par les bombardements aériens.

À quelques pas de là, Hassan, sa femme et leurs deux enfants regardent hébétés ce qui reste

de leur immeuble. «*Il faisait dix étages. Maintenant il fait dix centimètres, lâche l'homme d'un ton désabusé. Notre appartement était au dernier étage, c'est celui-ci.*» Et d'indiquer en pointant du doigt des blocs de béton juchés sur les décombres. Eux seuls semblent s'y retrouver dans ce tas de ruines d'où sa femme vient d'extraire quelques serviettes de bain qu'elle plie soigneusement avant de les ranger dans

**Tous donnent le sentiment qu'il est urgent d'effacer les traces des ravages provoqués par les bombardements aériens.**

un sac en plastique. «*On est venu récupérer des souvenirs*», dit-elle ironiquement.

En s'enfonçant plus en avant en direction du quartier général du Hezbollah aujourd'hui rayé de la carte, les membres de la milice chiite se font de plus en plus visibles. La barbe taillée, vêtus d'un treillis militaire, ils parcourent les rues en scooter,

communiquant entre eux à l'aide d'un talkie-walkie. Au début de la rue 70, un barrage a été dressé. Des militants du parti de Dieu, kalachnikov sur l'épaule, filtrent les entrées. «*Ne filme pas mon visage, dirige ta caméra vers le haut*», s'exclame l'un d'eux à l'adresse d'un badaud imprudent qui tente de capter des images derrière la barrière.

Passé ce check-point, c'est un spectacle de désolation qui saisit les visiteurs. Des pâtés d'immeubles entiers ont été pulvérisés, formant des clairières de béton sur lesquelles flotte bien en évidence le drapeau jaune et vert du Hezbollah. Devant les ruines de sa fabrique, Hussein Naamé explique posément que «*ces destructions ne sont pas un problème. On va reconstruire, étape par étape, grâce au Hezbollah, au gouvernement et aux autres pays arabes. On peut attendre un an s'il le faut.*» En retrait, une jeune femme en cheveux se montre moins confiante dans les capacités de l'État à leur venir en aide, déclarant que «*ici, c'est le Hezbollah qui fait la plus grosse partie du travail.*»

À côté du club de sport Orient Palace dont il ne reste plus que l'enseigne, deux femmes vêtues de noir des pieds à la tête s'aventurent sur les gravats de leur maison. Impassibles, elles sondent les débris de béton et de fer à la recherche d'improbables affaires intactes. Puis redescendent, quelques livres déchirés sous le bras, avant de continuer leur chemin. Imperturbables.

**EMMANUEL VILLIN**

Sur [www.la-croix.com](http://www.la-croix.com)  
Retrouvez notre dossier spécial sur la guerre au Liban

## La rentrée scolaire est fixée au 9 octobre

■ La guerre de cet été entre Israël et le Hezbollah aura peu d'incidence sur la rentrée scolaire au Liban, qui débutera avec seulement une dizaine de jours de retard, le 9 octobre, a indiqué hier le ministre de l'éducation nationale, Khaled Kabbani. Selon le Haut Comité des secours, qui dépend du bureau du premier ministre, il ne reste plus que 32 écoles occupées par 1 184 réfugiés alors que 142 397 étaient recensés dans 879 écoles, le 14 août, jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. La crainte d'une reprise des combats restait toutefois vive hier. L'aviation israélienne a effectué des survols intensifs au-dessus du territoire libanais, notamment les banlieues sud et nord-est de Beyrouth, la région au sud de la capitale, et la région frontalière. Le chef de gouvernement, Fouad Siniora, a adressé une lettre de protestation au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

► La France réclame des précisions sur les modalités de l'intervention des forces d'interposition

## «La France craint un face-à-face avec le Hezbollah et la Syrie»

### ENTRETIEN

**Bertrand Badie**  
Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (1)

**Pourquoi la France hésite-t-elle à prendre le commandement de la nouvelle Finul au Liban qui, selon la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies, doit superviser le déploiement de l'armée libanaise dans le sud du Liban et le retrait israélien ?**

**Bertrand Badie:** Parce que la résolution 1701 est mal faite. Elle n'ouvre pas de perspective politique et ne dit pas quel serait le mandat de cette force. Pourquoi des interventions de l'ONU en Haïti, en Albanie ou au Timor ont-elles bien marché dans le passé ? Parce qu'elles permettaient de façon claire l'usage de la force par les casques bleus. Or, au sujet de la force d'interposition au Liban, il n'y a pas d'accord au Conseil de sécurité sur cette question, qui se pose pourtant de façon aiguë : s'il

ya une violation du cessez-le-feu, que devra faire la Finul ?

D'autre part, il y a dissension au sein de l'Union européenne. La France se sent isolée, et elle l'est. Elle craint un mauvais coup au Liban qui se retournerait contre elle. Elle peut compter sur des alliés comme la Finlande, la Suède, l'Espagne, la Grèce et l'Italie, mais les autres pays européens sont sur des positions différentes. La France est en minorité et c'est pourquoi elle a réclamé une réunion du Comité politique et de sécurité de l'Union européenne, qui se déroulera demain à Bruxelles.

**– Pourquoi la France, qui s'est démenée pour l'envoi d'une force internationale, donne-t-elle aujourd'hui l'impression de freiner ?**

– Elle est prise au piège des deux résolutions auxquelles elle a trop activement participé. La plus récente, la 1701, adoptée il y a dix jours, n'avait de sens que s'il y avait un accord politique interne entre le Hezbollah et le gouvernement libanais et un accord politique

minimal entre le Liban et Israël pour jeter les bases d'une coexistence provisoire. Or, ces objectifs n'ont pas été atteints. Et Paris se retrouve à devoir participer à une

force sans avoir les garanties qu'un accord politique la rende fonctionnelle.

La seconde résolution, la 1559, adoptée il y a deux ans, prévoyait le retrait des troupes syriennes du Liban et le désarmement des milices dont le Hezbollah. Mais celui-ci refuse. La France craint un face-à-face avec le Hezbollah, et même avec la Syrie. Elle craint une vengeance de celle-ci car l'an dernier l'armée syrienne a effectivement été obligée de quitter le Liban.

**– La France remet-elle en question les opérations de maintien de la paix ?**

– Je ne crois pas que l'embarras de la diplomatie française sur ce dossier signifie une volonté de prendre du champ par rapport aux interventions de l'ONU. La France s'est beaucoup investie dans le multilatéralisme. Elle en a besoin en Côte d'Ivoire ou au Congo. L'échec de l'unilatéralisme français en Côte d'Ivoire n'a été sauvé que par la multilatéralisation de cette intervention.

Par contre, l'année 2006 semble une année noire pour l'ONU : la résolution du conflit du Kosovo est dans l'impasse ; le Timor a mal tourné au printemps dernier ; sans parler de toutes les opérations de dévoiement que constitue l'évolution des interventions en Afghanistan ou en Irak.

La conjoncture est à la méfiance, mais pour la France il s'agit moins de se désengager que de prendre des précautions. Au Moyen-Orient, c'est encore le multilatéralisme onusien qui a le moins mal marché.

**RECUEILLI PAR AGNÈS ROTIVEL**

(1) Lire *L'Impuissance de la puissance*, Fayard, Paris 2002.

### PERSPECTIVES

## Les Togolais signent un accord politique

### ► LES FAITS

Le gouvernement, les partis politiques et des représentants de la société civile togolais ont signé dimanche à Lomé un «*accord politique global*» destiné à mettre fin aux violences politiques que connaît leur pays depuis plus de dix ans. Le texte avait été paraphé vendredi à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Le président burkinabé, Blaise Compaoré, était l'hôte et le médiateur du dialogue intertogolais depuis le 8 août. «*Le dialogue politique avait débuté en avril dernier, puis avait été relancé en juillet, toujours sans succès. L'idée de l'accord signé dimanche est de former un gouvernement d'unité nationale qui puisse entreprendre un certain nombre de réformes*», expliquait hier un diplomate occidental en poste à Lomé.

### ► LE CONTEXTE

L'accord a été signé en présence du président burkinabé et de Faure Eyadéma, son homologue togolais. Celui-ci a succédé à son père, le général président Eyadéma Gnassingbé, mort le 5 février 2005, après trente-huit ans passés à la tête de ce petit pays de l'Ouest africain, peuplé de 4 millions d'habitants. Tentant dans un premier temps de prendre la présidence sans passer par les urnes, Faure Eyadéma y avait vite renoncé face aux pressions internationales. Il remportait alors, le 24 avril 2005, avec 60 % des voix, une élection présidentielle entachée d'irrégularités et de violences. Un rapport des Nations unies a estimé que ces violences ont fait plus de 400 morts et des milliers de blessés. En juin 2005, Faure Eyadéma nommait au poste de premier ministre Edem Kodjo, un opposant modéré, qui avait occupé la même fonction auprès de son père de 1994 à 1996.

### ► L'AVENIR

L'Union des forces de changement (UFC), le parti de l'opposant historique Gilchrist Olympio, a finalement accepté de signer à Ouagadougou après avoir trouvé un accord avec le gouvernement sur la composition de la commission électorale nationale indépendante (Céni) qui veillera au bon déroulement des élections législatives à venir, ainsi que sur les conditions d'éligibilité à la présidence et la réforme de l'armée. La signature du document pourrait permettre une reprise de la coopération de l'Union européenne, rompue depuis 1993 et le début des violences politiques. Depuis cette date, plusieurs accords politiques ont été signés mais n'ont jamais été appliqués. «*Je ne dérogerai pas à mes responsabilités et mettrai tout en œuvre pour que se réalise ce contrat politique*», assurait dimanche Faure Eyadéma.

**PIERRE COCHEZ**

**JUSTICE** L'ancien président irakien doit répondre du «génocide contre les Kurdes»

## Second procès de Saddam Hussein



Saddam Hussein (debout à droite) dans le box des accusés hier à Bagdad.

Le deuxième procès de Saddam Hussein s'est ouvert hier à Bagdad. L'ancien dictateur irakien y est accusé de «génocide» contre la population kurde, mené à travers plusieurs campagnes baptisées «Anfal» (butin de guerre, selon une sourate du Coran), qui auraient fait jusqu'à 100 000 morts en 1988.

Son cousin Ali Hassan Al Majid, dit «Ali le chimique», est poursuivi du même chef d'accusation pour y avoir utilisé des gaz de combat. Cinq autres anciens responsables irakiens, parmi lesquels d'anciens directeurs du renseignement militaire et l'ex-ministre de la défense, sont accusés, eux, de graves violations des droits de l'homme dans ce dossier. En revanche, l'événement le plus terrible de cette offensive, le massacre d'Halabja, une ville où 5 000 personnes périrent gazées en mars 1988, fera l'objet d'un procès spécifique.

À l'ouverture du procès, les sept coaccusés n'ont pas voulu plaider coupable ou non coupable. Après avoir refusé de s'identifier, Saddam Hussein s'en est pris au juge présidant le Haut tribunal pénal irakien, le chiite Abdallah Al Ameri. «Vous êtes ici au nom de l'occupant, pas au nom de l'Irak. Mon nom est connu du monde entier», a-t-il déclaré d'une voix forte, avant de se présenter comme «Saddam Hussein, président de la République d'Irak et commandant en chef des forces armées». Le juge a considéré qu'il s'agissait d'un plaider non coupable.

Le procureur Mounkithé Al Faroun a ensuite énuméré les huit campagnes successives de l'opération Anfal, entre le 22 février et le 6 septembre 1988, menées avec l'utilisation d'armes chimiques, de l'artillerie lourde et de frappes aériennes, ainsi que l'établissement de camps de détention pour soumettre le Nord kurde. Le procureur a également montré à la cour des photos de charniers et de fosses communes. Au moins 3 000 villages ont été détruits pendant ces campagnes qui,

en outre, ont provoqué un déplacement massif de populations.

Ces campagnes avaient été présentées par l'ancien régime comme une opération de contre-insurrection en temps de guerre contre l'Iran. Saddam Hussein ayant accusé les Kurdes de soutenir l'ennemi iranien, il s'agissait pour lui d'écraser les séparatistes kurdes et de vider de ses populations kurdes la zone longeant la frontière iranienne.

Contrairement au premier procès jugeant Saddam Hussein sur le massacre de 148 villageois chiites à Doujaïl en 1982, le président du tribunal a refusé cette fois que des avocats non irakiens soient auto-

**Au moins 3 000 villages ont été détruits pendant ces campagnes qui, en outre, ont provoqué un déplacement massif de populations.**

risés à plaider. Deux avocats arabes de l'équipe de défense de l'ancien dictateur irakien, un Égyptien et un Jordanien, ont donc dû quitter le tribunal. Cette interdiction a provoqué la colère de Saddam Hussein qui s'est exclamé, en tapant du poing sur le box des accusés: «Pourquoi violez-vous la loi? J'ai engagé ces avocats pour qu'ils me conseillent. En leur donnant une chance de parler, vous pouvez améliorer la situation en Irak.»

Le procès devrait durer jusqu'en décembre, à moins qu'il ne soit interrompu par l'annonce du verdict concernant le premier procès de Saddam Hussein sur le massacre de Doujaïl. La peine de mort avait été requise et selon la loi irakienne, elle doit s'appliquer 30 jours après que la sentence a été prononcée.

CATHERINE REBUFFEL

### EN BREF

#### Les Maoris ont un nouveau roi

Les Maoris, population de Nouvelle-Zélande (15 % des 4,1 millions d'habitants), se sont choisis hier un nouveau monarque, lors des funérailles de leur reine Te Arikinui Dame Te Atairangiakahu, décédée la semaine dernière à l'âge de 75 ans après quarante ans de règne. Dans un geste marquant son accession, son fils aîné, Tuhetia Paki, s'est assis sur le trône de bois sculpté situé à côté du cercueil de sa mère. La dépouille de Dame Te Ata devait être par la suite transportée en canoë sur le fleuve Waikato pour être enterrée dans la montagne Taupiri, où reposent les rois maoris. Le fils de l'ancienne monarque, âgé de 51 ans, prendra alors officiellement la succession. La «royauté» maorie a été fondée en 1858 pour faire contrepoids à la monarchie britannique et tenter d'opposer dans le nord du pays une résistance à l'occupation des terres indigènes par les colons.

► **TPI. Carlaz Del Ponte fustige la Serbie.** Le procureur du Tribunal pénal international, Carla Del Ponte, a fustigé hier les autorités serbes pour «leur refus inexorable» d'arrêter Ratko Mladic, s'exprimant au procès de sept Serbes de Bosnie, poursuivis devant le TPI pour le massacre de Srebrenica en 1995. Pour elle, l'ex-chef militaire des Serbes de Bosnie, le général «Mladic devrait être devant un tribunal» pour répondre de l'accusation de crimes de guerre durant la guerre de Bosnie.

► **INDONÉSIE. Exécution reportée.** L'exécution des trois principaux auteurs des attentats de Bali de 2002 a été reportée sine die, les avocats des condamnés ayant interjeté un appel de dernière minute, a annoncé hier un responsable indonésien. L'avocat des condamnés, Qadhar Faisal, a indiqué que l'appel se fondait sur la contestation de l'application rétroactive d'une loi antiterroriste.

► **ÉGYPTE. Accident de train.** Cinquante et un Égyptiens, en majorité des hommes qui allaient travailler au Caire, ont péri hier dans la collision entre deux trains circulant sur la même voie ferrée au nord de la capitale. Les deux trains se rendaient au Caire, l'un en provenance de Mansoura et l'autre de Benha, respectivement à 130 km et 50 km au nord de la capitale. Il y a eu aussi près de 140 blessés.

► **CHILI. La mine d'Escondida repart lentement.** La production a redémarré à la mine de cuivre d'Escondida au Chili (de 40 à 60 % de sa capacité), après une reprise des négociations avec les grévistes ce week-end, a indiqué hier une porte-parole du groupe anglo-australien BHP Billiton, principal actionnaire du site. Minera Escondida a annoncé aussi un triplement de son bénéfice net à 2,9 milliards de dollars au premier semestre.

### ANNONCES LÉGALES

#### 75 PARIS

##### PRESTIGIUM

SAS au capital de 37 000 €  
Siège social: 66 bis, avenue Jean-Moulin 75014 PARIS  
RCS PARIS B 441286002

Par décision du 28 juillet 2006, l'actionnaire unique a décidé de transférer le siège social du 66 bis avenue Jean-Moulin 75014 PARIS au 5 esplanade Compans-Caffarelli - Bâtiment B - 31000 TOULOUSE à compter du 1er août 2006 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. La société sera désormais immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, le Président

Aux termes d'un acte SSP à PARIS en date du 17/08/06, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes:

Dénomination: SCI ST JOSEPH

Forme: SCI

Capital: 100 000 € apport en numéraire divisé en 1 000 parts de 100 €

Siège social: 22, rue Copernic 75116 PARIS

Objet: Exploitation des biens immobiliers, la gestion, l'administration et la mise en valeur de tous immeubles dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'apport ou toute autre opération.

Gérant: M. Joseph ADOMAYROR, 22, rue Copernic 75116 PARIS

Durée: 99 ans

Clauses relatives à la cession de parts: parts sociales librement accessibles entre associés, (agrément dans tous les autres cas) il est donné par la collectivité des associés (ou par la gérance)

La société sera immatriculée au RCS de PARIS.

##### CELEONET

SARL au capital de 7 500 €  
Siège social: 55, rue Boissonnade 75014 PARIS  
RCS PARIS 450734744

L'assemblée générale du 1<sup>er</sup> mai 2006 a nommé en qualité de gérant avec effet de ce jour Monsieur Yann SZKOLNIK demeurant 108 av. Blanqui 75013 PARIS, en remplacement de Madame Delphine SZKOLNIK, démissionnaire.

#### 92 HAUTS-DE-SEINE

Avis est donné de la constitution de la société suivante:

Dénomination: PROMELCOM

Forme: EURL

Capital: 500 €

Siège social: 9, rue de Sèvres, Appt. 533 - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Objet: commercialisation sous toutes ses formes et développement informatique.

Gérant: M. Fabien MELET demeurant 9, rue de Sèvres, Appt. 533 - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, nommé pour une durée indéterminée

Durée: 99 ans

la société sera immatriculée au RCS de NANTERRE.

Avis est donné de la constitution de la société suivante

Dénomination: LES PORTES BLANCHES

Forme: SCI

Capital: 2 000 €

Siège social: 53 rue Jules-Michelet 92700 COLOMBES

Objet: Acquisition, administration, aménagement, entretien, exploitation de tous locaux, immeubles ou terrains

Gérant: M. Abdelkhalil TITOUNI demeurant 53 rue Jules-Michelet 92700 COLOMBES

Durée: 99 ans

Immatriculation: RCS de NANTERRE

Tribunal de grande instance de NANTERRE, jugement du 4 avril 2006, à la requête de:

- Monsieur Michel Louis TURPIN, né le 17 avril 1936 à MOULINS (03) et de

- Madame Marie Clérinda Louise POIRIER épouse TURPIN, née le 11 octobre 1934 à ST-HYACINTHE (PROVINCE DE QUEBEC/CANADA)

demeurant ensemble 8 rue de la Carrière-Marlé - 92340 BOURG-LA-REINE, mariés le 8 décembre 1961 à MONTREAL (CANADA).

La chambre du conseil du tribunal de grande instance de NANTERRE a homologué l'acte reçu par Maître Jean LIOUSSOU, notaire) PARIS (75), le 29 juillet 2005, par lequel les époux TURPIN-POIRIER ont déclaré adopter le régime de la communauté universelle tel qu'il est régi par l'article 1526 du Code civil avec ses clauses particulières.

Maître Romain AUBANEL  
Avocat à la Cour.

### CARNET

#### Décès

■ Amiens - Rouen. Jean et Françoise (†) Bouthors-Huré, Marie-Magdeleine et Georges Lafarge-Bouthors, Pierre et Françoise Bouthors-English, René et Édith Bouthors-Coste, Béatrix et Dominique Salomé-Bouthors, Monique et Francis Binard-Bouthors, Michel et Élisabeth Bouthors-Levasseur, ses frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants font part du retour à Dieu du **P. Marcel Bouthors, sj** décédé à Rouen le 18 août 2006 dans sa 78<sup>e</sup> année et la 59<sup>e</sup> année de sa vie religieuse. Les obsèques auront lieu le mercredi 23 août 2006, à 10 heures, en la cathédrale de Rouen.

■ Mgr Laurent Ulrich, archevêque de Chambéry, les prêtres de Savoie et les prêtres du Prado ont la tristesse de vous faire part du décès de **M. l'abbé René VÉROT**, ancien vicaire épiscopal de Chambéry, survenu le 17 août, dans sa 81<sup>e</sup> année, la 57<sup>e</sup> année de son sacerdoce.

#### TRANSMISSION DU CARNET

Par courrier:  
3, rue Bayard,  
75008 Paris.

Par téléphone  
de 9 h à 18 h  
au 01.44.35.66.06

Par Fax: 01.44.35.60.03

Les textes doivent parvenir avant 10 h 30 pour une parution le lendemain.

LA LIGNE: 13,64 € TTC.  
Remise de 10 %  
à nos abonnés.

### SPORT

► **FOOTBALL. Lyon dans le rythme.** L'Olympique lyonnais a rejoint l'Olympique de Marseille et Le Mans en tête du championnat de France de Ligue 1, avec 7 points, en s'imposant dimanche à Bordeaux (2-1) grâce à un but marqué par Sylvain Wiltord à la 86<sup>e</sup> minute de la partie. Dans l'autre en match décalé de la 3<sup>e</sup> journée, Toulouse a battu Nice (1-0). Toulouse est 11<sup>e</sup> avec 4 points, tandis que Nice est 19<sup>e</sup> et avant-dernier avec 1 point. Prochaines journées les 26 et 27 août.

► **NATATION. Les Américains en forme.** L'Américain Brendan Hansen a battu son propre record du monde du 200 m brasse en 2 mn 8 s 50 (contre 2 mn 8 s 74 le 5 août dernier), dimanche à Victoria (Canada), lors de la dernière journée des championnats Pan Pacifiques. Son compatriote Michael Phelps a lui amélioré son record du monde sur 200 m 4 nages en 1 mn 55 s 84 (contre 1 mn 55 s 94 en 2003). En tout, les Américains ont battu 5 records du monde lors de ces championnats.

► **TENNIS. Numéros 1 sur le retour.** L'Américain Andy Roddick, ex-numéro 1 mondial, a effectué son retour dans le clan des dix meilleurs joueurs mondiaux - en passant du 12<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> rang du classement ATP - grâce à sa victoire dimanche au tournoi de Cincinnati (États-Unis) face à l'Espagnol Juan Carlos Ferrero (6-3, 6-3). Martina Hingis, qui devait disputer hier la finale du tournoi de Montréal, va également réintégrer le «top 10» pour la première fois depuis octobre 2002.

► **ITALIE. La Juventus de Turin en appelle à la justice.** Le club de football, relégué en 2<sup>e</sup> division avec 17 points de pénalité en raison de son implication dans le scandale des matches truqués du Calcio, a décidé de se tourner vers le tribunal administratif (TAR) du Latium pour obtenir une peine réduite. Le TAR pourrait se réunir le 6 ou le 7 septembre pour examiner cette requête, alors que le championnat doit normalement redémarrer le week-end du 9-10 septembre.

#### REMISE DE 50 %

pour vos annonces de Fiançailles Mariages Naissances Baptêmes

Tél.: 01.44.35.66.06

**SOMMAIRE**

- **Science & éthique : la mouche** P. III
- **Raconte-moi l'homme (6/9)** P. IV-V
- **Une balade italienne (19/20)** P. VI
- **Culture** P. VII-VIII

# Un été dans la Croix

## LYCÉES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER (2/5)

# L'école franco-allemande de Shanghai en pleine expansion

Niché dans le nouveau district de Qingpu, le flamboyant Eurocampus, sorti de terre l'an passé, s'est déjà agrandi pour accueillir à la rentrée 2 100 élèves français et allemands

**SHANGHAI**

De notre envoyée spéciale

**V**ous tendez une adresse gribouillée en caractères chinois sur un bout de papier. Le taxi fonce. Trois quarts d'heure plus tard, il s'arrête devant le parking de l'école franco-allemande, en bordure de l'ancienne concession française de Shanghai. Ce n'est plus la bonne adresse. Et l'aiguille de votre montre galope. Le chauffeur s'affole, attrape un plan de la ville, puis un autre. Dépit, il demande finalement sa route à une jeune Chinoise qui sort du bâtiment. Localiser l'Eurocampus, le nouvel établissement scolaire des Français et Allemands vivant à Shanghai, est un vrai casse-tête pour les taxis du coin. «*Et pour cause, il y a un an, la route qui y mène n'existait même pas*», glisse, amusée, Rose-Marie Marchais, la tonique directrice du nouveau campus, qui pilotait auparavant le lycée français de Londres.

À peine surgi de terre, en septembre dernier, l'établissement comptait déjà 850 Français et 650 Allemands, soit sa capacité d'accueil maximale. Et tout au long de l'année, la liste des inscriptions pour la rentrée 2006-2007 n'a cessé de s'allonger. «*On prévoit plus d'un millier d'élèves pour la seule partie française. Et l'Allemagne croît à la même vitesse. Beaucoup de sociétés se sont implantées. Et nous accueillons, outre notre clientèle d'expatriés, de plus en plus d'enfants d'entrepreneurs ayant créé une PME dans la région*», explique Rose-Marie Marchais. Que faire? Refuser du monde? Gonfler les classes? «*Nous souhaitons coller au plus près des besoins. Et les classes sont prévues pour 15 (en maternelle) ou 25 élèves (dans le primaire et le secondaire), car nous travaillons en partenariat avec les Allemands, qui estiment que l'enseignement est de meilleure qualité avec de petits effectifs.*»

Seule solution: pousser les murs. Dès janvier, l'Euroboard, l'organe de décision

franco-allemand, auquel sont étroitement associés les parents d'élèves, demandait une étude d'extension. Le mois suivant, des groupes de travail se réunissaient pour définir avec précision les nouveaux besoins: 2 100 élèves, soit 600 de plus que l'an passé, devaient pouvoir être accueillis cette année. À cette fin, il fut décidé de créer 12 classes supplémentaires, de multiplier le nombre de bus (garés sur le parking en face du campus), d'agrandir la cantine et la bibliothèque ou encore d'adapter les installations sportives... Les nouvelles classes seront finalement construites sur le terrain

de sport, lequel sera déplacé un peu plus loin, à proximité du nouveau centre d'art. Celui-ci regroupera, au rez-de-chaussée, des salles de musique, un labo photo et un auditorium-théâtre, et, à l'étage, quatre salles pour exposer les œuvres artistiques des chérubins. Les travaux, évalués à cinq millions d'euros, ont démarré en mai dernier et seront achevés pour septembre.

D'autres nouveautés sont au programme. Les lycéens utiliseront pour la première fois le livre d'histoire commun franco-allemand, coédité par le français Nathan et l'allemand Klett. La cour de récréation se sera aussi métamorphosée. Le nouvel aménagement a été imaginé, l'an passé, par les élèves du cours préparatoire. Exposée dans le hall, la maquette du projet, intitulé «*Vivre ensemble*», prévoyait une piscine, des grottes pour se cacher ou encore un kiosque chinois. Après révision des ambitions, la cour s'enrichira tout de même de nouvelles structures de jeux et d'espaces de plantations.

L'état des infrastructures actuelles ferait déjà pâlir d'envie les responsables de n'importe quel établissement européen. Le très moderne bâtiment en briques grises et orange, conçu par les architectes allemands

**En septembre dernier, l'établissement comptait déjà 850 Français et 650 Allemands.**

Gordon Brandenfels et Dietmar Berner pour 20 millions d'euros, s'étend sur 44 000 mètres carrés. Une grosse partie de la surface est dédiée aux installations sportives. Un immense terrain de football voisine les espaces dédiés au handball, au ping-pong ou à l'athlétisme. «*Tout est aux normes. On peut préparer les Jeux olympiques!*», sourit la directrice du campus.

À l'intérieur, la douce harmonie du jeu des matériaux charme aussitôt l'œil. Le grand hall, tapissé de baies vitrées, est dominé par une «*piazza*» en bois. C'est ici que se déroulent les spectacles de fin d'année ou des manifestations plus ponctuelles telles que ce récent «*défilé de mode utopique*».

(Lire suite page suivante.)

AUDE CARASCO

**Les parents aux commandes**

■ Les parents d'élèves peuvent être élus pour deux ans au sein du comité de gestion. Placé sous la houlette de l'Euroboard, l'organe décisionnel franco-allemand, ce comité veille à «*permettre à l'équipe éducative d'assurer un enseignement de qualité*», dispose d'un «*rôle d'employeur*» pour la centaine de salariés et «*gère les moyens matériels et*

financiers» du campus. Le fonctionnement de l'établissement est simplifié par la similitude du montage des écoles françaises et allemandes à l'étranger: elles dépendent des pays d'appartenance, notamment pour la préparation du bac ou l'organisation pédagogique et administrative. Les frais de scolarités sont en partie financés par l'école.



La salle de ping-pong de l'école de Shanghai. Une grosse partie de la surface est dédiée aux installations sportives.

## L'école franco-allemande de Shanghai en pleine expansion

●●● D'élégantes colonnes blanches et des ponts en verre rythment l'architecture intérieure et extérieure du campus. Au rez-de-chaussée, la cantine, jaune et rouge, est organisée comme un self. Le cuisinier, un Alsacien, consensus franco-allemand oblige, est réputé pour ses choucroutes.

C'est l'heure de la récréation. Le campus fourmille de gamins, de tous âges, se déplaçant par petits groupes. Spontanément, beaucoup s'apostrophent par des «hi!» ou «hello!» anglais. Adrien, 17 ans, est l'un des plus anciens. Ses parents l'ont inscrit en CM1-CM2 dès que l'école française a ouvert, en 1997. Elle était alors hébergée par sa cousine allemande, qui avait déjà reçu l'autorisation des autorités chinoises. Les cours se déroulaient dans une villa. «Nous étudions dans une chambre. Et la cantine était dans le salon», se souvient Adrien, souriant grand gaillard aux cheveux longs. Des cours furent aussi donnés dans un hôtel, avant que l'école

s'installe dans le vieux Shanghai, puis, l'an dernier, dans le nouveau district de Qingpu. Élève de terminale ES (économique et sociale), Adrien s'est envolé pour aller passer son bac à Pékin en juin dernier. Cet été, il a préparé le concours d'entrée à Sciences-Po. Ses atouts ne sont pas des moindres. Adrien parle anglais, espagnol et chinois. Il a aussi été initié à la philosophie, à la culture et à la poésie du pays d'accueil. Comme la plupart des enfants scolarisés dans l'établissement, Adrien est un fils d'expatrié. Les parents d'élèves sont très impliqués dans l'organisation et le fonctionnement. Élu au comité de gestion, Antoine Lopez, père de Daniel, 8 ans, et André, 6 ans, est chargé des «ressources humaines». Inimaginable en France, il a son mot à dire pour le recrutement des futurs enseignants. C'est

son employeur, un groupe de chimie, qui prend en charge les frais de scolarité. «Quand une entreprise envoie son salarié à l'étranger, sa famille est obligée de suivre. La femme et les enfants sont perdus. L'entreprise en a conscience et prend de plus en plus de frais à sa charge. C'est dans l'intérêt de l'employé, donc de l'entreprise», pense-t-il, tout en faisant remarquer que «les entreprises cherchent de plus en plus de personnes sur place, pour ne plus avoir à payer les avantages des expatriés». Il évalue les frais de scolarité annuels entre 5000 et 8000 € l'année. «C'est l'école internationale la moins chère de Shanghai», assure-t-il. Des bourses existent. Une trentaine de dossiers ont été déposés auprès du consulat français pour la rentrée.

AUDE CARASCO

### Scission dans l'école française

■ Trop loin, l'Eurocampus! Le matin, à l'heure de pointe, il n'est pas rare de mettre une grosse heure pour traverser la ville. Dans ces conditions, le déménagement de l'école française n'a pas fait que des heureux. Certains parents ont organisé une pétition. Ne parvenant pas à contrecarrer le projet, ils ont décidé de créer deux classes, l'une de maternelle, l'autre de classe préparatoire, dans le centre-ville. Pour inviter les élèves à intégrer l'Eurocampus par la suite, l'équipe pédagogique a décidé d'adapter les horaires des cours en fonction des embouteillages.

► Installée depuis deux ans à Shanghai, cette jeune Nantaise se réjouit d'entamer sa carrière dans des conditions de travail idéales

# Marie Forrestier, une enseignante épanouie

Marie Forrestier, jolie blondinette vêtue d'une petite robe noire, enseigne pour la deuxième année à l'école française de Shanghai. Sa classe, toute colorée de bleu et de jaune, est celle des CM1. Au mur, la carte de la France métropolitaine est aussi grande que celle du monde. La plupart de ses élèves sont français, mais il y a aussi quelques franco-chinois et un enfant de parents argentins. Comme sa vingtaine de collègues français, Marie Forrestier se sait privilégiée, tant par la qualité de l'équipement et les conditions de travail que par le niveau des élèves et l'ambition du projet pédagogique. «Nous sommes

très stimulés au niveau des projets. Il se passe toujours quelque chose dans le campus. On attend beaucoup de nous. Mais c'est très dynamisant!»

Au cours de l'année scolaire écoulée, elle s'est beaucoup impliquée dans un projet «sciences». «Il s'agissait de créer des objets en mouvement. Nous avions quelques mois pour les imaginer et les fabriquer. Toutes les classes, de la maternelle au CM2, y participaient. Et une grande exposition a été organisée en avril dernier.»

Le parcours de Marie Forrestier n'a rien d'original. Après des études de lettres et de sciences de l'éducation, la jeune femme a suivi son compagnon à Shanghai. Elle a contacté l'école. Par chance, une nouvelle classe venait de s'ouvrir. Et on avait besoin de ses services. La jeune femme se plaît à Shanghai, même si sa ville, Nantes, et la nature lui manquent de temps à autre. Sur le plan professionnel surtout, elle

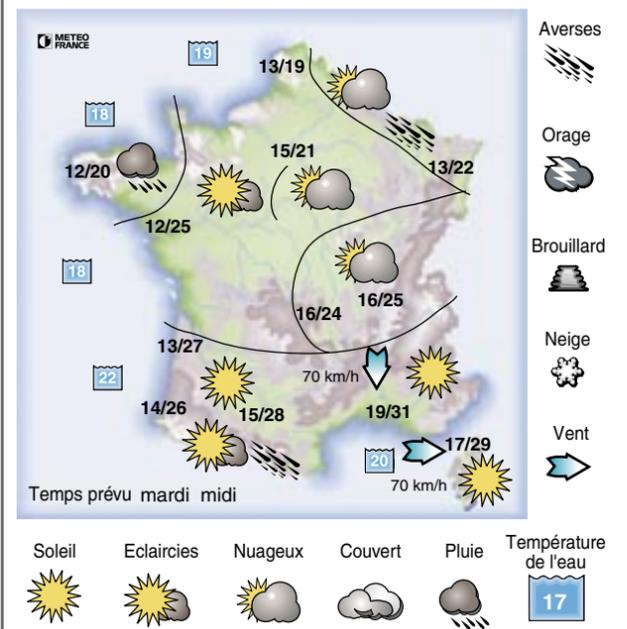
sait ce qu'elle va perdre en retournant enseigner en France. «Il y a une telle différence d'enthousiasme ici. Élèves et enseignants semblent si ouverts, avoir un tel désir de connaissances et d'enrichissement mutuel.»

Il faut dire que la stimulation est omniprésente. Partout dans le campus, des affichettes proposent de créer des équipes de rugby ou des groupes de musique. En parcourant les étages, la présence de coins «salon» entre les petites classes attire l'œil. Ces espaces, explique-t-on, sont prévus pour donner des cours particuliers à un élève, dès que l'enseignant s'aperçoit qu'il ne suit plus. Pas étonnant, avec un tel soutien, que tous les élèves décrochent leur bac avec jusqu'à «40 % de mentions bien et très bien».

A. C.

DEMAIN  
Istamboul

## MÉTÉO



### AUJOURD'HUI

### Plus de soleil au sud

Du nord de la Seine au Nord-Est, le ciel sera très nuageux avec quelques averses près des frontières belges et quelques pluies le matin vers l'Est. De la Vendée à la Gironde jusqu'au Massif central et au Centre, des éclaircies reviendront l'après-midi. Du Sud-Ouest aux Alpes jusqu'au pourtour méditerranéen, le soleil sera prédominant avec quelques averses sur les Pyrénées. Il fera 13° à 15° au lever du jour et 21° à 28° l'après-midi du Nord au Sud.

### DEMAIN

### Pluies faibles au Nord-Ouest

De la Bretagne aux côtes de la Manche le ciel sera couvert avec quelques pluies faibles. De la Vendée aux Charentes jusqu'à l'Île-de-France et au Nord, le ciel deviendra très nuageux. Du Sud-Ouest au Nord-Est les nuages et les belles éclaircies alternent. Des Alpes au pourtour méditerranéen, le soleil sera prédominant. Il fera 12° à 14° au lever du jour et de 22° à 27° l'après-midi.

## MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

### Problème 3913 d'Arthur Gary

**Horizontalement.** – I. Ont passé des nuits sous les ponts et étaient sans domicile fixe... – II. Libérera. – III. Possède. Des habitudes. – IV. Exercices. Faute de liaison. – V. Le même en plus court. Idiote. – VI. Défavorisée. Élimée et à éliminer. – VII. Grande antilope africaine. La couverture des Français. – VIII. Préposition. Ville des ficelles picardes. – IX. Il aide à un certain maintien. L'Europe de la recherche astronomique. – X. Groupes fermés. Le dernier est souvent... fin.

**Verticalement.** – 1. Récompensées. – 2. Peine d'argent. Sur le calendrier. – 3. Arbustes d'Éthiopie. Pronom réfléchi. Actinium. – 4. Soudé. Ne révélait pas. – 5. Crème glacée anglaise. – 6. Fait des détours. Réfuté. – 7. Capacités. – 8. Île de France. Mets de veau. Se laisse en cas de célébrité. – 9. En abondance et serré. Site écossais (loch). – 10. Étudiées attentivement. Bas de gamme.

### Solutions du n° 3912 d'Arthur Gary

**Horizontalement.** – I. SALISSANTE. – II. AVANTAGEES. – III. COUD. CRU. – IV. RIRES. ETRE. – V. IRE. BEER. – VI. ALITEES. – VII. ICERES. AS. – VIII. CI. NET. CLE. – IX. ETAT. ENOUE. – X. NUAGES. BUTS.

**Verticalement.** – 1. SACRIFICES. – 2. AVOIR. CITE. – 3. LAUREAT. AN. – 4. INDE. LENTE. – 5. ST. SBIRE. – 6. SAC. ETETE. – 7. AGREEES. N.B. – 8. NEUTRE. COU. – 9. TE. SALUT. – 10. ESSES. SEES.

# Science & Éthique

**LES PETITES BÊTES DE L'ÉTÉ (6/6)** Souvent gênant, dangereux dans certaines régions du globe, l'insecte le plus familier des hommes a pourtant son utilité

## La mouche, meilleure ennemie de l'homme

Elle résiste à tout. Aux millions d'années qui passent, aux insecticides... La mouche poursuit l'homme depuis la nuit des temps. «On comptabilise entre 120 000 et 140 000 espèces différentes, soit 10 % de la biosphère», explique Christophe Daugeron, maître de conférence au Muséum d'histoire naturelle et coresponsable du département «Systématique et évolution». «Le premier fossile de diptère (insecte à deux ailes) remonte à 225 millions d'années», continue le spécialiste. Grâce à une faculté d'adaptation impressionnante, l'insecte est partout où l'être humain est présent. «Si elle côtoie notre environnement, c'est qu'elle y trouve tout ce dont elle a besoin pour vivre et se reproduire», commente Christophe Daugeron. Seulement voilà, si la mouche apprécie la tiédeur des habitations, elle s'accommode tout autant de l'environnement d'une mare, d'un troupeau de bétail ou... d'une benne à ordures. Des fréquentations qui lui valent une «sale» réputation auprès de ces colocataires humains.

Pourtant, à première vue, l'animal n'est pas plus effrayant qu'un autre de ses cousins insectes. Un petit corps trapu de 8 mm, des yeux rouges à facettes, étrangement proémi-

nents, et une seule paire d'ailes associée à des balanciers. «Ce dispositif est très au point. Il permet à l'animal d'atteindre une vitesse surprenante en vol», poursuit Christophe Daugeron. La petite bête est équipée de muscles puissants qui lui permettent de produire jusqu'à 300 battements d'ailes par seconde, voler à 7 km/h et de parcourir jusqu'à 10 km en une seule journée. Armée d'une petite trompe rétractable utilisée pour aspirer la nourriture, l'insecte a également un odorat à la pointe de la technologie animale qui lui permet de détecter une odeur à plusieurs kilomètres. Pratique pour repérer aliments, excréments ou... cadavres.

L'insecte régurgite fréquemment une partie de son repas et transmet ainsi des microbes à nos aliments. Une pratique peu hygiénique qui a déjà fait des ravages dans nos rangs. «Aujourd'hui, il n'y a plus de craintes à avoir. L'homme a une hygiène de vie telle qu'elle empêche la mouche de transmettre des bactéries. Ce qui n'était pas le cas il y a quelques années», rassure le spécialiste du Muséum d'histoire naturelle. La mouche de nos contrées européennes, la *Musca domestica*, a donc cessé d'être une menace. Ce n'est malheureusement pas le cas pour

certaines de ses sœurs qui font des ravages dans d'autres régions du globe.

Un petit corps bleu et des yeux rouges, si la Lucilie bouchère se rapproche physiquement de sa cousine européenne, elle est en revanche beaucoup plus dangereuse. Ce n'est pas un hasard si son appellation scientifique, *Cochliomyia hominivorax*, signifie dévoreuse d'homme en latin.

**La drosophile transporte la bactérie indispensable à la fabrication du... vinaigre.**

À peine l'accouplement achevé, la femelle, assoiffée de sang, a la faculté de parcourir plusieurs kilomètres en quête d'une plaie, animale ou humaine, dans le but d'y déposer ses œufs. Une offrande mortelle puisque, vingt-quatre heures après, l'éclosion se déclenche et donne naissance à de petites larves aussi carnassières que leur mère.

À la fin des années 1980, la Lucilie bouchère envahit la Libye. En quelques mois, l'insecte fait des ravages dans le bétail et s'attaque même aux êtres humains. Un vaste plan d'éradication est lancé. Il met en application une technique mise au point vingt ans plus tôt par des Américains, qui consiste à lâcher

dans la nature des mâles stériles. En effet, les femelles ne s'accouplent qu'une fois, et si elles rencontrent un partenaire incapable de les féconder, elles pondront des œufs qui n'arriveront jamais à terme. Finalement, l'animal a été éradiqué en 1992 grâce à l'importation de plus d'un milliard de mâles stériles.

Le même procédé a été utilisé en Afrique noire pour venir à bout d'un autre fléau: la maladie du sommeil. Ce trouble médical survient à la suite de la piqûre d'une buveuse de sang: la tristement célèbre mouche tsé-tsé. À l'aide de sa trompe piqueuse équipée d'un dispositif semblable à des dents, l'animal transmet le parasite mortel en multipliant ses proies. Dans un premier temps, les victimes sont atteintes de fièvres, de fatigue et développent des ganglions au niveau du cou. Dans un second temps, le système nerveux est touché, entraînant des troubles psychiatriques. Le malade tombe dans un sommeil proche du coma. Il peut mourir d'une infection bénigne ou d'une défaillance cardiaque.

La mouche, menace pour l'homme. Certes. Mais la petite bête s'avère également d'une aide précieuse dans différents domaines. «La mouche *Drosophila* est aussi célèbre que les souris dans les laboratoires

de recherches. En particulier parce qu'elle se reproduit très vite et qu'il est donc plus évident d'étudier ses mutations génétiques», explique le maître de conférence. En 1995, elle a même permis à trois scientifiques, Edward B. Lewis, Christiane Nüsslein-Volhard et Eric F. Wieschaus, d'obtenir le prix Nobel de médecine pour avoir découvert, chez elle, des gènes du développement.

Et l'insecte n'a pas fini de nous étonner. En effet, en médecine légale, ce sont ses larves qui permettent, en dernier recours, aux légistes de déterminer l'heure de la mort. Que les mouches soient irrésistiblement attirées par les cadavres pour y pondre leurs œufs, la police scientifique s'en félicite. Concrètement, chaque type d'insecte montre son nez à un moment bien déterminé. Le rythme de ces apparitions successives détermine la chronologie précise des événements. À travers cette science, appelée entomologie légale, la mouche est devenue une véritable alliée des enquêteurs.

La mouche est également capable de soigner l'être humain. Une fois de plus, ce sont les larves qui agissent. «Quand une blessure est gravement infectée, les médecins se sont rendu compte que, dans certains cas, la seule chose à faire, en raison par exemple de la résistance aux antibiotiques, est de déposer des larves sur la plaie», détaille encore Christophe Daugeron. La larve s'attaque alors aux chairs nécrosées et nettoie l'infection. «Beaucoup de gens ont une mauvaise image de la mouche. C'est vrai que cet insecte peut faire des ravages, mais il fait également montre de son utilité.»

ÉMELINE HÉNIQUE

Publicité

## ÉNERGIE, DES DÉFIS DE PLUS EN PLUS GRANDS

# Pour l'énergie au meilleur prix



Nous assurons depuis plus de cent ans la gestion des services d'utilité publique destinés aux entreprises, collectivités, professionnels et particuliers dans l'énergie et l'environnement. Dans un marché de l'énergie en pleine mutation, nous entendons nous allier à un partenaire industriel majeur, pleinement complémentaire et partageant nos valeurs, pour **VOUS proposer**, au meilleur prix, des offres toujours plus innovantes, répondant au mieux à vos besoins en gaz naturel et électricité.

**Devenir le n°1 européen : vos attentes sont au cœur de notre projet**

# SUEZ

## RACONTE-MOI L'HOMME (6/9)

# Une véritable aspiration à être consommateur

Pour Bernard Perret, le phénomène le plus marquant de la période récente est la mondialisation de l'imaginaire. «Avec la télévision, et maintenant Internet, les idées, les images et les désirs circulent massivement et rapidement», explique-t-il. Et tous ont en point de mire le même modèle de consommation

## ENTRETIEN

**Bernard Perret**  
Économiste et ingénieur

L'homme moderne est-il condamné à être mondial?

**Bernard Perret:** La mondialisation n'est pas une donnée nouvelle. Le développement des échanges commerciaux internationaux s'est largement amorcé au XIX<sup>e</sup> siècle. Il a connu un coup d'arrêt avec les deux guerres mondiales, pour reprendre ensuite très fortement. La nouveauté tient à la multiplication et à la complexification des formes d'interdépendance à travers la finance, la communication et la montée des périls écologiques. Le phénomène le plus marquant de la période récente est la mondialisation de l'imaginaire. Avec la télévision, et maintenant Internet, les idées, les images et les désirs circulent massivement et rapidement. Les habitants de la planète ont en point de mire le même modèle de consommation. Pour les élites, c'est une aspiration réaliste. Pour 90 % des gens, cela n'est pas le cas. D'où une immense frustration. Qui conduit à une intensification des flux migratoires, notamment en provenance de l'Afrique. La question qui nous revient est brutale: «Pourquoi auriez-vous droit à tout cela, et pas nous?» Ces Afri-

cains qui débarquent sur les plages de Ténériffe, parfois surdiplômés, qui affrontent des épreuves incroyables pour atteindre l'eldorado, nous montrent la face dramatique de la mondialisation des désirs. Certains fuient la pauvreté ou des problèmes politiques. D'autres sont attirés parce que nous représentons comme possibilité de mieux vivre, de liberté de choisir sa vie.

– **Ces mouvements migratoires n'ont-ils pas toujours existé?**

– Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'immigrant européen était accueilli à bras ouverts aux États-Unis. Mais le monde était encore à explorer et à mettre en valeur. Aujourd'hui, l'enjeu est de s'intégrer au monde des nantis, dont le mode de vie est porté à la connaissance de tous. Une télévision est la première chose que l'on achète, dans un bidonville. Avant le nécessaire pour vivre décentement. La frustration est l'un des visages de la mondialisation. Un autre visage est la peur, la prise de conscience du fait que nous sommes reliés les uns aux autres par des menaces qui nous concernent tous et qui nous rendent solidaires. Ces menaces sont aussi bien le terrorisme que la grippe aviaire et, surtout, le réchauffement climatique. La manière dont les Chinois développent leur économie nous concerne directement. Pas seulement parce que nous achetons

leurs produits à bas coûts. Mais parce que leurs industries vont rejeter dans l'atmosphère d'énormes quantités de gaz carbonique au cours de ce siècle!

– **Le chômage est-il inéluctable dans notre société moderne?**

– La mondialisation est un facteur d'enrichissement, mais aussi d'aggravation de la précarité et des inégalités, parce qu'elle crée des marchés plus étendus, plus instables et plus concurrentiels. Cela dit, mondialisa-

tion ou pas, le chômage est toujours lié à l'ampleur et à la rapidité des changements économiques, même si certains pays s'en tirent mieux que d'autres. Les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, avec un taux de chômage très faible, constituent de ce point de vue une exception. La croissance était alors

tirée par la production industrielle de masse, qui créait de nombreux emplois d'ouvriers spécialisés. La transition entre l'emploi agricole et l'emploi industriel s'est opérée sans difficulté. Avec le passage au stade post-industriel, une économie fondée sur les services et l'immatériel, la transformation de l'emploi s'effectue dans des conditions plus difficiles. Pour des raisons multiples, qui tiennent notamment à l'inadaptation des formations et à la dévalorisation de certaines tâches, l'ajustement se fait mal entre l'offre et la demande de travail. Chacun peut le constater: malgré le niveau élevé du chômage, il existe d'importants besoins mal satisfaits, notamment dans l'artisanat et les services à la personne.

– **L'homme moderne est-il enchaîné à une consommation qui seule entraînerait la croissance?**

– Nous sommes drogués à la croissance. Elle apparaît comme l'unique facteur du progrès, du mieux vivre. Or, elle se heurte à des contradictions notamment écologiques. Et sa capacité à produire du bien-être peut être mise en doute. Observons ce paradoxe: il existe une forte demande de services collectifs – santé, sécurité, etc. Or, dans le même temps, on dépense beaucoup d'argent et d'imagination pour susciter de nouveaux désirs, pour nous convaincre d'acheter des voitures, des parfums ou des ordinateurs. Il faudrait ap-

prendre à raisonner en termes de qualité de la vie. On pourrait vivre mieux en s'organisant différemment, sans accumuler des objets de consommation dont on ne sait plus comment se débarrasser. Cela aurait pu être une des grandes idées de la loi sur les 35 heures.

– **Quel bilan tirez-vous de ces 35 heures?**

– J'ai fait partie de ceux qui défendaient l'idée d'une réduction du temps de travail, estimant qu'elle pourrait enclencher un processus de démonétarisation de la vie sociale et une véritable réflexion sur la qualité de la vie, d'autres manières de concevoir les loisirs, l'organisation des services publics et sociaux. La réalité est différente: le temps gagné a été confisqué par la consommation marchande. Les temps de loisirs deviennent le terrain d'un développement des inégalités et d'un individualisme sans frein.

– **L'homme moderne est-il plus matérialiste?**

– La monétarisation de la vie sociale ne prouve pas que les gens sont plus matérialistes. Comme le chante Alain Souchon, «on a soif d'idéal». Les gens ne demandent qu'à s'enthousiasmer, à vivre au-delà de l'utilitaire. Mais nous ne sommes plus capables d'opposer à l'argent des valeurs collectives qui soient suffisamment fortes pour orienter et réguler la vie sociale. Peut-être parce que nous vivons à l'époque des illusions perdues, dont l'effacement de l'idéal marxiste est l'illustration la plus frappante. Quant au déclin des pratiques religieuses, il n'est pas sans relation avec le rouleau compresseur du consumérisme qui marginalise ce qui ne rentre pas dans sa logique. L'homme moderne a des idéaux, mais il ne parvient pas à les faire exister durablement au plan collectif. La Coupe du monde de football ou les JMJ sont des événements où l'enthousiasme et l'idéalisme se révèlent soudain comme des potentialités inemployées. Les gens savent bien que ce veau d'or auquel ils sacrifient tout – ce monde consumériste et matérialiste auquel on leur demande d'adhérer parce qu'il n'y a pas d'autre projet collectif – ne fait pas sens. Ils voient bien que c'est de moins en moins une promesse de bonheur.

– **Ne voit-on pas tout de même des gens s'engager sur des projets communs?**

– Certes, on observe une certaine vitalité associative. Mais les engagements sont généralement plus temporaires, moins durables qu'avant. On assiste à un déclin des grandes organisations, comme les Églises, les syndicats ou les partis politiques. La «société civile» est plus fragile. Or, sans durée, on ne peut rien construire ni transmettre. L'institution est nécessaire à

l'existence d'un monde commun, un monde dans lequel des valeurs autres que les valeurs utilitaires du monde économique peuvent prendre corps et se transmettre. La monétarisation favorise l'autonomie, mais au prix d'un appauvrissement des relations sociales, réduites à leur dimension utilitaire. L'argent permet de s'assurer le concours des autres sans rien leur devoir en tant que personnes. Dans un supermarché, les personnes qui ont produit et transporté les biens ne sont pas présentes. L'échange marchand ne crée aucun lien social.

– **L'homme moderne n'y a-t-il pas gagné en liberté?**

– Le développement des échanges monétaires est synonyme d'émancipation, il a permis le recul de certaines formes de domination et d'aliénation, comme on le voit avec la généralisation du travail féminin. Il va de pair avec la possibilité de choisir – un style ou un lieu de vie, les gens avec qui l'on veut vivre, etc. Les possibilités concrètes de choisir ont été incroyablement développées dans notre société. Mais, on ne dit pas assez que cette liberté profite surtout à certains. Non seulement elle a pour effet d'affaiblir notre monde commun, mais elle est aussi très inégalitaire. Les gens les plus riches et les plus cultivés bénéficient à plein d'une société plus ouverte, que ce soit en termes de vie privée

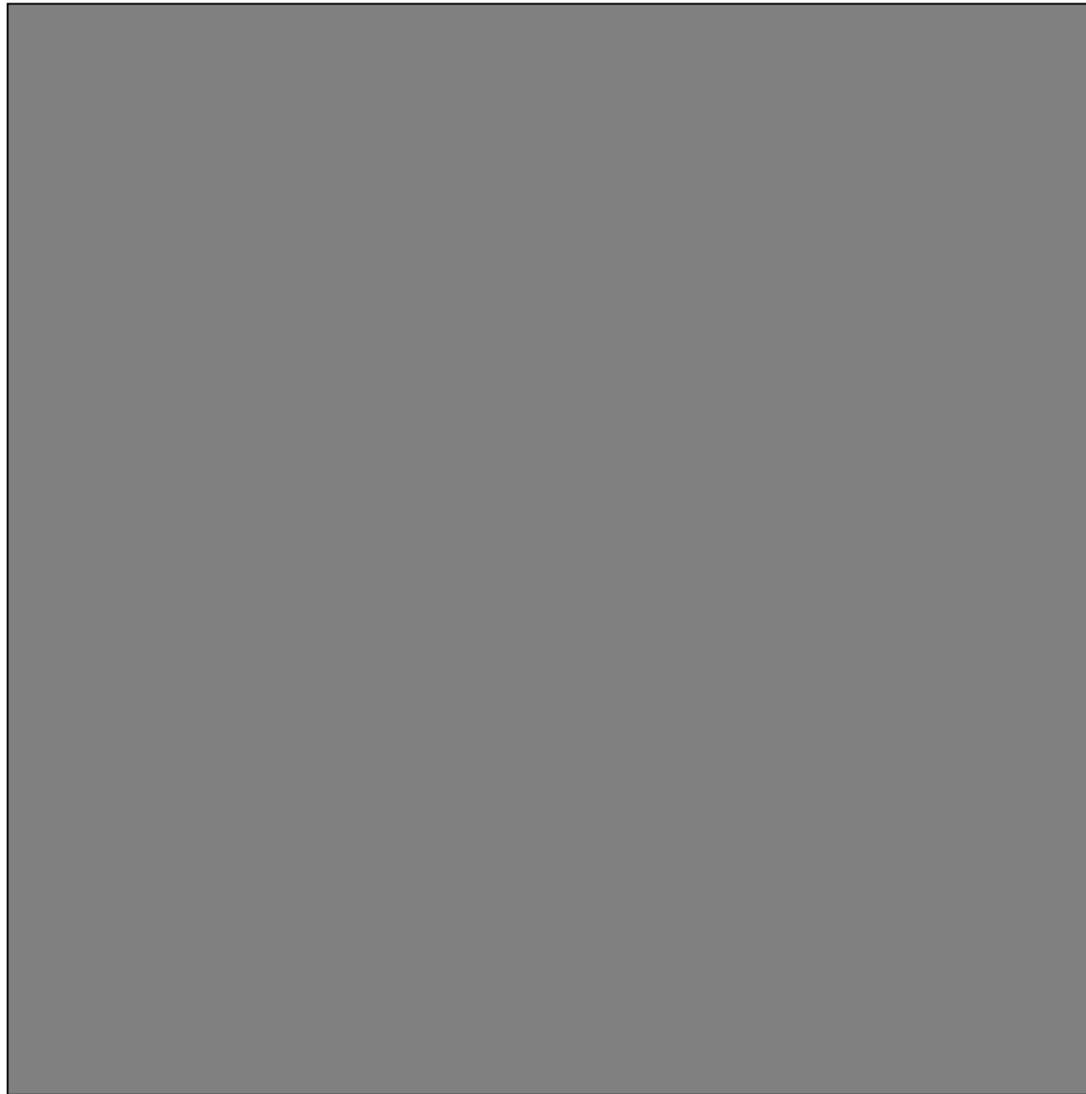


PHOTO: THIÉRIE/STUDIO ANNAPO

ou de consommation. En revanche, les pauvres et les exclus en subissent les conséquences négatives. La protection qu'ils trouvaient dans les réseaux fortement structurés comme les syndicats ou les paroisses s'affaiblit. L'exclusion n'est pas seulement un phénomène économique, mais présente une dimension sociocultu-

«Il est inopérant d'opposer au capitalisme des valeurs hédonistes et individualistes, car ces valeurs sont en phase avec le développement des rapports marchands.»

relle importante. L'État ne peut à lui seul pallier ce déficit de médiations sociales.

– **L'homme économique prend-il le pas sur l'homme politique?**

– L'affaiblissement du politique est en partie lié à sa soumission à l'économie. Pour un gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, la seule manière d'agir efficacement

est de développer la consommation et de faciliter l'activité des entreprises. Les altermondialistes ont raison de dénoncer l'accroissement des inégalités, la domination excessive de la logique financière et la destruction de l'environnement. Mais ils ne veulent pas voir que la logique du système est liée, pour le meilleur et pour le pire, à l'émancipation de l'individu. Ils sont à la fois anticapitalistes et libertaires, ce qui est contradictoire. Il est inopérant d'opposer au capitalisme des valeurs hédonistes et individualistes, car ces valeurs sont en phase avec le développement des rapports marchands. En revanche, il faut opposer au capitalisme un souci du collectif, le sens de la responsabilité, de la limite, le respect des institutions, une volonté de créer du collectif et de l'organiser sur une base autre que la logique marchande. Même si le blairisme n'a pas tenu toutes ses promesses, il y a dans la doctrine du New Labour l'esquisse d'une voie moyenne, d'un nouveau compromis entre l'individualisme, la liberté économique et une reconnaissance du rôle des institutions, de la société civile et des valeurs collectives.

– **L'argent corrompt-il?**

– L'argent est à sa place quand il s'inscrit dans des règles et des valeurs qui lui résistent. Dans l'ancien monde industriel, le fonctionnement de l'entreprise reposait sur une reconnaissance de la compétence technique, du travail bien

fait, de la loyauté et de la solidarité des travailleurs. La domination de l'argent n'était pas totale. Il n'était qu'un ingrédient parmi d'autres de la vie sociale. Sur les marchés villageois, les gens participaient à des transactions qui n'étaient pas seulement économiques. Le marché était «encastré» dans la vie sociale comme l'avait bien analysé l'économiste Karl Polanyi. Le problème vient quand le marché s'émancipe et se déconnecte du social. Prenons l'exemple du sport. Il y a trente ans, on pouvait encore se glorifier d'être un amateur. Aujourd'hui, amateurisme signifie manque de sérieux, dilettantisme. L'argent joue un tel rôle dans la carrière des sportifs et le déroulement des compétitions qu'il en vient à menacer l'esprit du jeu. La plupart des économistes ne voient pas le problème, ils estiment que la monétarisation est un moteur de la croissance et que c'est donc une excellente chose. Cet utilitarisme est suicidaire. La question des limites du pouvoir de l'argent est cruciale pour toutes les sociétés.

**RECUEILLI PAR PIERRE COCHEZ**

**DEMAIN**  
Sylvie Vauclair

Retrouvez Bernard Perret sur le même thème, dans le film «Raconte-moi l'homme» disponible à partir du 24 août 2006 sur le site [lejourduseigneur.com](http://lejourduseigneur.com)

## CITATIONS

«On nous modèle des préférences»

■ «La théorie économique considère les valeurs comme données. À l'époque où elle a pris naissance, du temps d'Adam Smith, David Ricardo ou Alfred Marshall, c'était une hypothèse raisonnable, parce que l'on avait encore des croyances morales solidement établies. Comme le mécanisme du marché a étendu sa domination, il est de plus en plus difficile d'entretenir la fiction selon laquelle nos comportements sont guidés par un ensemble donné de valeurs étrangères au marché. Publicité, marketing, et même packaging ont pour mission de modeler des préférences et non, comme le prétend la théorie du laissez-faire, d'apporter simplement une réponse à la demande. Ne sachant plus très bien à quoi s'en tenir, on compte de plus en plus sur l'argent et le succès comme critères de valeur.»

**George Soros**  
Ce financier américain, né en Hongrie en 1930, est autant connu pour ses coups spéculatifs que pour son engagement contre l'apartheid ou en faveur de l'Europe centrale.

«La pensée n'est pas l'affaire de sens que dans la mesure où le monde et les hommes qui l'habitent sont dans un état inachevé, fragmentaire et expérimental.»

**Michael Oakeshott**

«Des espoirs terrestres n'ont de sens que dans la mesure où le monde et les hommes qui l'habitent sont dans un état inachevé, fragmentaire et expérimental.»

**Jürgen Moltmann**  
Théologie de l'espérance.

## BIBLIOGRAPHIE

■ *La Logique de l'espérance – une approche anthropologique de la foi chrétienne*, à paraître aux Presses de la Renaissance, le 7 septembre 2006.

■ *De la société comme monde commun*, Éd. Desclée de Brouwer, 2003.

■ *35 heures, le temps du bilan* (avec Denis Clerc, Bernard Brunhes et Dominique Média), Éd. Desclée de Brouwer, 2001.

■ *L'Évaluation des politiques publiques*, Éd. La Découverte, 2001.

■ *Les Nouvelles frontières de l'argent*, Éd. Seuil, 1999.

■ *Pour un nouveau contrat social* (en collaboration avec G. Roustang, J.L. Laville, B. Eme, D. Mothé), Éd. Desclée de Brouwer, 1996.

■ *L'Avenir du travail*, Éd. Seuil, 1995.

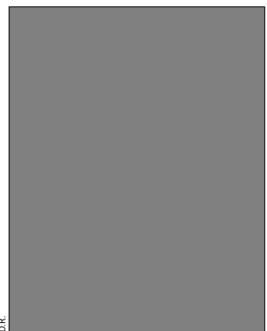
■ *L'Économie contre la société* (avec Guy Roustang), Éd. Seuil 1993, réédité en poche en 2001.

**PORTRAIT** Bernard Perret, polytechnicien à la double carrière administrative et de réflexion économique, se définit comme un «passeur» qui «interroge les savoirs»

## Un économiste de formation inspiré par le fait religieux

Ce polytechnicien de 55 ans a réussi à conduire une double carrière, l'une dans la haute administration, l'autre dans la réflexion économique. Diplômé de l'École polytechnique en 1974, puis de l'École nationale de la statistique et des études économiques en 1976, il n'a passé qu'un an de sa carrière à l'Insee. «Même si le terme est prétentieux, j'aime à me définir comme un passeur, qui essaie d'interroger les savoirs les uns par rapport aux autres. Ma formation initiale est celle d'un économiste. J'ai eu ensuite le souci d'aller voir ce que faisaient les sociologues, puis je suis passé à l'anthropologie, pour faire ensuite rebondir ma réflexion sur le fait religieux.»

Ce fait religieux a baigné sa jeunesse, lui, qui est issu d'un milieu familial proche de l'Action catholique ouvrière. «Je suis resté assez



Bernard Perret.

fidèle à cette tradition. En prenant acte de son recul et de sa naïveté initiale.» Sur la difficulté pour ces chrétiens de gauche de transmettre leur foi aux générations suivantes,

Bernard Perret constate que «les chrétiens de gauche ont probablement sous-estimé le pouvoir de transmission des institutions. Or, ces chrétiens se sont souvent situés contre l'institution.»

Sur l'Église d'aujourd'hui, il est «frappé de la pénétration des valeurs et des attitudes conformes au souffle conciliaire et portées justement par les chrétiens de gauche». Le milieu familial de Bernard Perret a aussi participé à la création du PSU de Michel Rocard. Bien longtemps après, celui-ci, installé à Matignon, le nommera rapporteur du Conseil scientifique de l'évaluation des politiques publiques. Bernard Perret se spécialise ainsi dans la méthode de l'appui aux politiques d'évaluation. Une spécialité qu'il continue à pratiquer aujourd'hui, au conseil général des Ponts et Chaussées, dont il est un des ingénieurs en chef.

**L'Italie vue par les photographes italiens**

Cette semaine: **Paolo Verzone**

«Slow Food» est un mouvement fondé en 1989 et dont le siège est à Bra, dans le Piémont. Son but: lutter contre la standardisation des goûts et travailler pour la sauvegarde des traditions culinaires locales en développant un modèle d'agriculture moins intensif et

riche en biodiversité. Slow Food est aussi le titre et le thème du reportage du photographe turinois Paolo Verzone, né en 1967 et membre de l'agence Vu, qui s'est intéressé au mode de vie des habitants d'un village «Slow Food» du Piémont, et à ses paysages.

# Une balade italienne

## (choses aperçues et souvenues)

Turin, le 3 juillet.

**V**ous arrivez d'où? Cuneo! Les cloches de la vieille cathédrale viennent de sonner les huit coups, hier soir, quand le portier de l'hôtel Regina hoche la tête d'un air connaisseur. Il a environ 30 ans, le visage bronzé d'un alpiniste, un collier de pierres indiennes autour du cou. Mais je m'avise qu'entre Cuneo et Pinerolo il n'y a guère qu'une soixantaine de kilomètres et une bouffée d'orgueil me pousse à lui préciser la route que j'ai suivie, les cinq cols, les deux cent cinquante-quatre kilomètres, les cinq mille mètres de dénivellation qui visiblement le laissent de marbre. En revanche, il s'extasie sur la chambre, un lit de pensionnat orné d'une tête de lit en velours vert sombre adouci par des rinceaux jaune miel et entre deux tentures de tulle un ventilateur monumental qui brasse l'air chaud mais entrave toute tentative d'accéder à une fenêtre dont les volets s'entrouvrent sur une cour où repose un autocar à capot rond des années cinquante.

Le dîner, la *passaggiata*, tout a un goût enchanteur qui tient aussi au plaisir du projet accompli. En même temps, je reconnais la pointe de mélancolie qui vient se suspendre au-dessus de ma tête comme si le petit nuage de Minerve s'était déjà dissipé. Il y a une part de vague à l'âme à savoir que c'est fini, presque

fini. Je n'ai pas envie de rentrer me coucher, je préfère marcher dans les rues qui gardent la trace de lumière dorée du crépuscule, partager la douceur du soir avec les passants volubiles.

Ce matin seulement, je découvre sur une maie encombrée de prospectus un livre d'or à peu près entièrement consacré à la nuit passée ici par Coppi le 10 juin 1949. Trois photographies y sont collées. Coppi à table. Coppi à côté de son vélo dans la cour avant le départ entouré par des dizaines de personnes posant autour de la voiture de la Bianchi. Coppi devant l'hôtel, entre le patron et la patronne, Margherita et Michele Rossolo à tout jamais grandis par la présence du héros, une petite fille de dos, en robe à col, un ruban dans les cheveux, qui lève les yeux vers Achille. Un article immortalise son repas composé de poivrons et d'agnolotti (à ne pas confondre avec les raviolis). Il laisse aussi à la postérité le nom – Mariani – et les paroles du chauffeur: un brindisi à Coppi. Je demande ce que brindisi vient faire ici. Il paraît que le mot signifie «tchin-tchin», du geste brindare.

Bartali a dormi ailleurs, s'il a dormi. Buzzati n'y va pas de main morte. Hector en prend pour son grade, il est le vaincu, crépusculaire, relégué dans les oubliettes de l'histoire, soumis tour à tour aux puissances maléfiques et aux ravages du temps. À 35 ans, c'est la force de l'âge, sauf

**Par Bernard Chambaz (19/20)**



► [Sur la-Croix.com](http://sur-la-croix.com)  
Retrouvez les précédents épisodes du feuilleton de l'été

pour les champions. Pour un peu, il devrait se couvrir la tête de cendres. Buzzati lui reproche de s'être rendu sous prétexte qu'il l'a vu sourire, lui reproche surtout l'amertume qu'il suscite pour nous rappeler notre sort commun.

À neuf heures, je repars, pour les soixante-huit kilomètres d'une étape contre-la-montre paradoxale dans la mesure où je n'ai disputé que des étapes contre-la-montre. Il y a trois semaines je partais de Palerme en roulant sur un tapis de pétales violets, aujourd'hui je quitte Pinerolo sous un dais de nuages blancs. Faute d'indications précises, j'improvise un bref vagabondage piémontais: descendre jusqu'à Saluzzo puis remonter jusqu'à Carignano. Descendre et remonter, si on veut, car le pays est tout plat. Par jeu, je me fixe un objectif. 32 km/h de moyenne, c'est le seul nombre entre 22 et 33 que je n'ai pas atteint pendant ces trois semaines.

À l'aller, je vais trop vite pour ne pas deviner un léger vent dans le dos, et je me doute que j'aurais le même, dans le nez, au retour. La route est droite. On peut en retenir

un embranchement pour les vallées vaudoises où les populations réformées ont survécu aux dragonnades, la bourgade Cavour, un nouveau S. Martino, inépuisable comme la liste des miracles qu'il accomplit, détourner la grêle d'un champ, transformer le feu en rosée, et même ressusciter un enfant. Ici une moissonneuse crache son petit rouleau de blé, là une barque s'échoue sur la rive du Pô. À l'entrée de Saluzzo, je compte 33 km/h de moyenne. Pour le retour, je ne dois pas lambiner. Je m'applique, je repasse le Pô vingt kilomètres en aval, je roule à travers la mosaïque des paysages agricoles et des paysages industriels, rien de très fascinant. Mon esprit vaque. Je ne sais plus pourquoi, je me rends compte que mes initiales, bc, se prononcent en italien bici, ou vélo. Plutôt que souscrire au dogme désastreux de la prédestination, je trouve ça rigolo. À l'entrée de Carignano, je suis toujours à 32 km/h. Je suis content. C'est bien la seule raison.

Il est onze heures. Je suis désœuvré. On entre dans Turin par un boulevard dont l'entrée est pourvue d'un panneau d'interdiction aux piétons, vélos, motocyclettes et charrettes. Pourtant pas de charrette de foin à l'horizon ni d'équipage de rémouleur comme chez Vittorini, pas d'homme maigre prêt à aiguiser une épée et à considérer qu'il ne faut pas offenser le monde. La ville a une beauté particulière qui tient à ses façades et ses cours, une tonalité moins éclatante que les maisons romaines et florentines, mais comme un écho des hautes montagnes toutes proches. À midi, je m'assieds à une terrasse de café sous les arcades, je commande par ordre décroissant un affogato al caffè, un cappuccino, un caffè macchiato. Comme on est lundi, j'ai bonne conscience de me dispenser du musée égyptien, de ses statues de pharaons, ses sarcophages, ses momies, ses rouleaux de papyrus qui sont des Livres des morts moins incertains que la relique du Saint Suaire et mieux conservés que les jambes de Bartali. En bas d'une

page intérieure du *Corriere della Sera*, j'apprends qu'un petit-fils de Garibaldi est mort à Dachau, naufragé parmi les naufragés.

Au bout d'une demi-heure, mon corps réclame son dû. Je me remets en mouvement, je flâne devant l'étagère des maillots grenat du «Toro» endeuilés depuis l'accident d'avion qui décima la grande équipe du Torino quelques jours avant le départ du Giro 1949 (à Turin on bénit le taureau, qui a l'énergie nécessaire au commencement de tout, y compris l'alphabet, puisque la première lettre, apu en akkadien comme aleph en phénicien et en hébreu, représentait une tête de taureau). Je m'attarde devant les vitrines des magasins de chaussures, j'entre à l'Upim où les soldes atteignent 70 % et je m'offre un chandail qui sera italien comme tous mes chandails, j'entre dans les librairies, on ne se refait pas. À force, je crains qu'on ne trouve ridicule le cliquetis de mon armure de livres. Même si mon vélo rose n'a pas la noblesse de Rossinante.

Le calcul des probabilités me laissait peu de chance de dormir à l'hôtel Regina de Coppi et à l'hôtel Roma où Pavese s'était donné la mort, par humilité, juste après avoir noté sur la dernière page de son journal que dans son métier il était devenu roi. Le hasard m'y a conduit. Le soir, je redescends au café voisin où les moustiques attaquent malgré la défense passive des bougies de citronnelle. Quand je passe devant la gare centrale, une bannière a été déployée à mon intention «Turin capitale du livre (avec Rome)». Quatre citations l'illustrent. La première est de saint Augustin et dit à peu près que quiconque n'a pas voyagé n'a pas lu. La dernière est de Pirandello. Je retrouve l'olivier sarrasin et les lucioles qui m'avaient accueilli à l'aéroport de Punta Raisi. Décidément, tout tend à démontrer que la boucle est bouclée.

(À suivre)



**TERRE ENTIÈRE**  
CULTURE • VOYAGES • PASSION

**Croisières et voyages culturels**  
**Pèlerinages et itinéraires spirituels**

Catalogues annuels et groupes sur mesure

Renseignements et inscriptions : 01 44 39 03 03

**www.terreentiere.com**

Publicité

## Culture

## PORTRAIT

Laurent Suiffet,  
le tango savoyard

**Jusqu'au 25 août, la station savoyarde du Val-Cenis, à la frontière italienne, résonne d'accents inédits grâce au premier festival de tango, organisé par Laurent Suiffet. Ce passionné de généalogie a trouvé dans le chant et la danse venus d'Amérique latine le lien naturel avec ses ancêtres, émigrés en Argentine et en Uruguay.**

LA MAISON DE VAL-CENIS

Expert comptable de profession, Laurent Suiffet, 43 ans, n'est pas un émérite danseur de tango. Seulement un « bon chanteur ». Ce n'est donc pas là qu'il faut chercher les origines du « premier festival de tango de Val-Cenis » dont il est l'organisateur depuis dimanche... Puisqu'il est question de généalogie, la référence s'impose d'elle-même : elle est le trait d'union entre ce Savoyard, originaire de Lanslebourg en Haute-Maurienne et l'expression artistique née sur les rives du rio de la Plata.

« J'ai commencé à établir l'arbre généalogique de ma famille à l'âge de 12 ans et je n'ai pas tardé à constater un certain nombre de lacunes », raconte-t-il avant de donner l'explication. Dès 1860, plusieurs membres de la famille Suiffet ont émigré vers l'Amérique du Sud au même

titre que de nombreux habitants de ces contrées montagnardes, convaincus par des « recruteurs » de quitter leurs terres surpeuplées pour aller habiter et travailler sur les étendues désertes d'Argentine et d'Uruguay.

Retrouvant leurs traces grâce aux registres paroissiaux que lui a confiés son oncle, curé de la paroisse, Laurent Suiffet a convié, en 1998, certains « cousins » à un vaste rassemblement familial de 400 convives. Début d'une relation amicale avec les Sud-Américains de la quatrième génération – le cousin de son arrière-grand-père, conducteur de diligence ! – qui s'est propagée dans les villages voisins. En 2002, soixante-quinze Savoyards se rendaient à Rosario en Uruguay pour rencontrer les descendants de leurs ancêtres...

À la faveur de ses nombreux voyages, Laurent Suiffet a naturellement fait connaissance avec le tango « omniprésent dès votre arrivée à l'aéroport ». « Non le tango musette des thés dansants, mais celui interprété par de vrais artistes », s'amuse l'organisateur de ce premier festival latino-savoyard. Pour l'occasion, des danseurs réputés ont fait le voyage de l'Italie voisine pour initier population locale et touristes. Le soir, à 18h30, un « tango aperitivo » réunit professeurs et élèves, donnant à la Savoie des allures de Buenos Aires. Jusqu'au grand concert et bal de clôture avec le Susana Blaszk Quintet, les montagnes n'en ont pas fini de frissonner aux accents langoureux...

BRUNO BOUVET

Jusqu'au 25 août. Rens. : 04.79.05.23.66.

## EXPOSITION

Picasso, héritier  
du génie espagnol

Madrid propose une confrontation passionnante, en deux lieux, entre l'œuvre du peintre et ses illustres prédécesseurs, le Greco, Rembrandt, Velazquez, Manet...

PICASSO, TRADITION  
ET AVANT-GARDISME

aux Musées du Prado  
et Reina Sofia à Madrid  
De notre correspondante

Lorsque Pablo Picasso pénètre pour la première fois dans le Musée du Prado en 1895, il n'a que 14 ans. Le choc devant les tableaux des maîtres espagnols impressionne le futur grand peintre du XX<sup>e</sup> siècle. À tel point que, deux ans plus tard, lorsqu'il intègre comme élève l'Académie des beaux-arts de San Fernando, à Madrid, Picasso réalise des copies de Velazquez. Plus d'un siècle après, Picasso rentre à nouveau au Prado, cette fois-ci par la grande porte, faisant ainsi souffler un vent de modernité à la pinacothèque de Madrid, à travers trente-quatre toiles. On ne pouvait rêver mieux pour célébrer les 125 ans de sa naissance (en 1881) et les 25 ans du retour en Espagne de son célèbre *Guernica* (lire ci-contre). Cette exposition « Picasso, tradition et avant-gardisme », est en fait double, une première historique en Espagne, partagée entre le Musée du Prado et le Musée Reina Sofia, situé à quelques minutes de marche. Celui qui fut directeur entre 1936 et 1939 du Prado se confronte ainsi avec Velazquez, le Greco et Goya... dont il s'est inspiré tout au long de sa carrière.

La promenade à travers le temps débute par quelques œuvres de sa période bleue (1901-1904), où l'on note déjà l'influence du Greco. *La Vie*, remplie d'empreintes religieuses,

évoquant le suicide d'un ami, renvoie au peintre de Crète des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Picasso appartient à cette première génération d'artistes modernes qui redécouvrent et admirent le Greco. Quelques exemples de la période rose (1905-1906), comme *Le Meneur du cheval nu*, témoignent de l'influence de la « géométrisation » de l'espace. Expérimentant cette technique à partir de 1906, Picasso enchaînera sur le cubisme. *La Femme à l'éventail* ou *L'Aficionado* illustrent parfaitement ce nouveau mouvement.

Cette exposition sera précieuse au visiteur peu familier de l'œuvre de Picasso : il y découvrira que son génie s'est souvent essayé aux natures mortes, avec ses jeux sur l'espace, la lumière et les volumes. Les commissaires ont choisi de présenter des tableaux de Melendez et Zurbaran, du Siècle d'or, qui tranchent puissamment avec une nature morte de Picasso, *Instruments de musique sur une table*, quasi surréaliste. Mais ce dernier revient aussi au classicisme dans

les années 1920. *Venus et Adonis*, de Paolo Véronèse côtoie *L'Idylle* et *La flûte de Pan*, témoignage le plus significatif de cette période qui puise aux sources méditerranéennes. *Los Borrachos* de Velazquez regardent de manière amusée les *Trois musiciens*, où Picasso s'est représenté, aux côtés de Max Jacob et d'Apollinaire, en costume d'Arlequin, bel hommage aux années de bohème, où les couleurs gaies ajoutent à l'insouciance du moment.

Vient ensuite une rencontre essentielle et saisissante. *Les Ménines* de Velazquez sont restées accrochées à leur place ! Mais elles observent de loin les ménines revues et corrigées par Picasso. Cinq tableaux sur ce thème, en provenance du Musée Picasso de Barcelone, ont été rassemblés. Entre août et décembre 1957, Picasso se met à peindre une série de cinquante-huit tableaux. Les cinq œuvres choisies permettent de suivre son évolution : une première approche, en blanc et noir, reste similaire à l'original mais, très vite, Picasso tend vers la géométrie, les teintes vives pour exploser en un véritable kaléidoscope.



Les Ménines de Velazquez (à g.) corrigées en 1957 par Picasso ci-dessus.

La figure et le corps féminins envahissent tout son travail. La proximité de *La Maja desnuda* de Goya avec son *Grand nu*, une femme de couleur blanche sur fond vert, surprend et captive l'œil. Manet, Delacroix, Poussin,

**Avec « Les Fusillés », Goya proclame que les victimes sont les vainqueurs moraux. Un message que Picasso comprend parfaitement dans « Guernica ».**

David, Rembrandt font également partie des « anciens » auxquels Picasso a voulu rendre hommage.

Si cette première partie de l'exposition, au Prado, regorge de couleurs, deux ou trois toiles de Picasso, comme le *Nu couché*, annoncent la seconde section, au Reina Sofia, plus noire, plus grinçante, centrée autour de *Guernica*. « *Au Prado, nous avons voulu montrer la gaieté de la peinture à travers la connexion de Picasso avec les classiques. Au Reina Sofia, en revanche, le thème est plus*

*dur* », commente Carmen Giménez, l'une des commissaires.

Pour la seconde et probablement la dernière fois, *Les Fusillés du 3 mai* de Goya est sorti du Prado pour ce voyage jusqu'au Reina Sofia. *L'Exécution de l'empereur Maximilien* de Manet et *Le Massacre en Corée* de Picasso complètent la série. « *La grande contribution de Goya, avec Les Fusillés, fut de proclamer que les victimes sont les vainqueurs moraux, message que Picasso comprend de manière extraordinaire dans Guernica. Ainsi se construit la personnalité artistique d'un créateur mais aussi la grandeur de l'histoire d'un peuple, qui saisit l'importance de la victoire morale face à la force physique* », insiste Francisco Calvo Serraller. Un message toujours contemporain.

VALÉRIE DEMON

Jusqu'au 10 septembre au Musée du Prado : du mardi au dimanche de 9 heures à 20 heures. Fermé tous les lundis. Gratuit le dimanche.

Musée Reina Sofia : du lundi au samedi de 10 heures à 21 heures et le dimanche de 10 heures à 14h30. Fermé tous les mardis. Gratuit samedi après-midi et dimanche.

Rens. : 00 34 91 320 28 00.

## «Guernica» reste à Madrid

■ Ce n'est qu'en 1981 que *Guernica* a pu rentrer en Espagne, depuis le Musée d'art moderne de New York. Pablo Picasso désirait que son œuvre la plus connue, réalisée sur la demande du gouvernement de la République pour le pavillon d'Espagne lors de l'Exposition universelle de Paris de 1937, ne retourne dans son pays natal qu'une fois la démocratie installée. « *Jamais ce tableau ne bougera du musée Reina Sofia, il est trop fragile* », assure sa directrice, Ana Martínez Aguilar, repoussant ainsi les demandes répétées du gouvernement basque pour l'exposer temporairement à Guernica, la ville basque bombardée en 1937 par les Allemands de la légion Condor.

**CONCERTS** La 40<sup>e</sup> édition du Festival de la Chaise-Dieu est assombrie par la disparition du chef Bernard Fabre-Garrus

## La musique sacrée, applaudie à travers les larmes

LA CHAISE-DIEU  
De notre envoyé spécial

En ce samedi 19, deuxième jour d'un festival qui veut célébrer avec faste son quarantième exercice, Jean-Michel Mathé, directeur général, annonce au public réuni dans la petite église de Chamalières-sur-Loire que le concert va se dérouler « dans des conditions difficiles ». Bernard Fabre-Garrus, responsable depuis 1991 de l'ensemble A Sei Voci, actif dans le répertoire vocal renaissant et baroque, a succombé le matin même dans son hôtel à un arrêt cardiaque. Il avait soixante-deux ans. Les musiciens ont cependant tenu à maintenir le concert malgré leur manifeste émotion.

Philippe Le Corf, qui avait préparé le concert avec son chef, en assure la direction. Aussi conservatrices et contemplatives que sont audacieuses et virtuoses ses cinq cent cinquante-cinq sonates pour clavier, les pièces d'église de Domenico Scarlatti ne manquent pourtant ni d'intensité ni de couleurs. La messe brève *La Stella* et le *Magnificat*, méconnus, s'effacent derrière le miraculeux *Stabat Mater* où l'ombre et la lumière se disputent le premier rôle comme dans une peinture de Caravage. A Sei Voci en offre une lecture soignée que fera cependant oublier, le lendemain, dans l'abbatiale de la Chaise-Dieu, Rinaldo Alessandrini et son Concerto Italiano.

Par la valeur individuelle des voix (netteté de l'émission, maîtrise du vibrato) et le niveau collectif de cet ensemble (en l'occurrence de dix chanteurs), cette formation connaît peu de rivales dans le répertoire baroque italien (on lui doit d'exceptionnels enregistrements des madrigaux de Monteverdi). Inscrit dans un programme dévolu au Carême à Naples, le *Stabat Mater* de Scarlatti saisit par sa douloureuse

**Un rendez-vous renommé, d'une qualité plus régulière qu'auparavant.**

théâtralité, ses effets étonnants de questions-réponses et son étourdissant entrelacs de lignes mélodiques.

Réunissant une quarantaine de concerts en deux semaines, le Festival de la Chaise-Dieu en distribue un quart dans le département de la Haute-Loire (plus Ambert). « Nous ne dépasserons pas ces frontières », précise Jean-Michel Mathé, pilote depuis trois ans de ce festival renommé, qui ne manque ni d'idées (profiter de la réouverture du théâtre du Puy-en-Velay en 2007, ouvrir une salle de 400 places dans les bâtiments conventuels) ni d'enthousiasme (« le festival peut

s'enorgueillir de s'autofinancer à 70 % »).

Sans bouleverser la programmation, il en repousse les bornes chronologiques et lui assure une qualité plus régulière qu'auparavant. L'aventure vers des territoires peu fréquentés récompense souvent la curiosité mais ne peut pas toujours pleinement satisfaire. Aussi la visite de la chapelle impériale à Vienne au XVII<sup>e</sup> siècle guidée par Françoise Lasserre et son ensemble Akademia manquait-elle un peu d'éloquence pour pleinement convaincre.

Le *Memorie dolorose* de Johann Heinrich Schmelzer, évocation de la Passion vécue par la Vierge, et le *Stabat Mater* de Caldara méritaient cependant de sortir du silence, tout comme la grande *Messe en la majeur* et les motets de Giacomo Antonio Perti (1661-1756), par A Sei Voci, l'ensemble italien D.S.G. et le chœur régional d'Auvergne, dirigé par Blaise Plumettaz (autre programme conçu par Bernard Fabre-Garrus). Partagés entre l'affliction noueuse et l'exaltation claironnante, les motets pour l'Ascension de la Vierge empruntent un langage que ne renierait pas le théâtre. Il faut souligner l'homogénéité de l'ensemble, pourtant constitué d'éléments distincts, et la belle tenue du chœur - amateur - d'Auvergne.

PHILIPPE VENTURINI

Jusqu'au 31 août; tél: 04.71.00.01.16.

### EN BREF

#### L'informatique séduit les seniors

■ Les plus de 50 ans représentent près du tiers de la population, mais ils sont encore peu nombreux à posséder un ordinateur. Le gouvernement a lancé une série de mesures pour les inciter à s'initier aux nouvelles technologies. Depuis mars dernier, la Délégation aux usages Internet propose une gamme de matériel informatique et de services de formation dans le dispositif « Internet accompagné ». Sur le site seniorplanet.fr, plus de la moitié de l'audience est âgée de 50 à 64 ans, et 17 % de son public a plus de 65 ans. La société Ordissimo a, elle, créé une gamme d'ordinateurs simples d'usage. En effet, selon une étude du Crédoc, 43 % des Français hésitent encore en 2005 à acheter un ordinateur... par peur des complications techniques.

► **THÉÂTRE.** Lucien Pascal, ancien de la Comédie-Française, est mort le 12 août à Paris. Sa famille a annoncé samedi son décès, à l'âge de 100 ans. Lucien Probst, de son vrai nom, fut régisseur puis directeur de scène de la Comédie-Française. Il avait épousé en 1934 une merveilleuse comédienne de la même maison, Gisèle Casadesus, et avait eu quatre enfants, tous devenus artistes. Une messe sera célébrée à Saint-Roch, le 18 septembre.

#### AGENDA

##### TULLE

► **EXPOSITION.** Les œuvres d'Henri Guérin sont exposées à l'église Saint-Pierre-des-Carmes. Vitraux, tapisseries, gouaches, dessins d'un des plus grands artistes verriers en France. Une inspiration puisée dans la contemplation de la nature et de la création où l'expérience artistique est nourrie de sa foi chrétienne.

Jusqu'au 17 septembre. Face au pont des Carmes.

Du lundi au vendredi de 14 à 18 heures.

Rens.: 05.55.26.91.05 et sur [www.henri-guerin.com](http://www.henri-guerin.com)

##### NEXON (Haute-Vienne)

► **CIRQUE.** Nouvelle édition du festival « La route du cirque ». Quatre chapiteaux dans le parc du château ainsi que la salle Georges-Méliès sont investis pour accueillir six compagnies.

Jusqu'au 26 août. Rés.: 05.55.58.10.79.

et sur: [www.cirquenexon.com](http://www.cirquenexon.com)

##### PÉRIGUEUX (et alentours)

► **MUSIQUE.** Le Festival Sinfonia ouvre sa 16<sup>e</sup> édition, dont le thème est un hommage aux grands maîtres du baroque, de Bach à Mozart. Quatorze concerts dans différents lieux du Périgord, avec Hervé Niquet, Jordi Savall, Patrick Bismuth, Benjamin Allard...

Du 26 août au 3 septembre. Rens.: 05.53.04.78.49.

et sur [www.francefestivals.com](http://www.francefestivals.com)

##### DOUARNENEZ

► **CINÉMA.** 29<sup>e</sup> festival de cinéma consacré cette année aux peuples des Balkans. Une cinquantaine de fictions et documentaires pour découvrir l'histoire tumultueuse, les passions, la musique et l'humour des Bosniaques, Serbes, Macédoniens, Kosovars, Albanais...

Jusqu'au 26 août. Rens.: 02.98.92.44.79.

Programme et lieux sur [www.kerys.com/festival](http://www.kerys.com/festival)

**DÉCÈS** La directrice des « Échos » avait imposé sa force de caractère dans un univers masculin

## Jacqueline Beytout, « homme de presse » au féminin

Elle ne détestait pas qu'on l'appelât « baronne » ou « patronne rouge » mais aimait, par-dessus tout, qu'on la qualifiât d'« homme de presse ». Décédée samedi à l'âge de 88 ans, Jacqueline Beytout, propriétaire et directrice de la publication du quotidien *Les Échos* de 1963 à 1989, appartenait, sans nul doute, à la catégorie des maîtresses femmes qui se saisissent du pouvoir, sans faiblir, et tracent un destin unique avec autorité.

Née en février 1918 d'un père d'origine alsacienne et d'une mère attachée d'ambassade en Turquie, élevée à Marseille, elle ne se destinait pas à devenir un personnage marquant de la presse française. Elle enseigne le français au Caire avant de se consacrer à l'humanitaire, après en avoir donné la promesse à son deuxième mari, riche entrepreneur danois installé au Sénégal, décédé après dix-sept mois seulement de vie commune. En 1951, elle crée la fondation Vigo-Petersen, première étape d'un engagement qui lui vaudra

d'être décorée du titre de grand officier de la Légion d'honneur en 2003 pour son action à la vice-présidence de l'Organisation panafricaine de lutte contre le sida.

En 1963, elle prend les rênes du quotidien *Les Échos* dont elle a fait l'acquisition, à égalité, avec son troisième époux, Pierre Beytout, dirigeant du laboratoire pharmaceutique Roussel-Uclaf. En deux ans, elle règne sans partage sur le journal, défendant l'indépendance du titre avec ardeur et le conduisant sur la route de la prospérité. En 1986, elle nomme à sa tête son petit-fils, Nicolas Beytout (aujourd'hui directeur de la rédaction du *Figaro*) et quitte ses fonctions, un an après la vente des *Échos*, au groupe britannique Pearson. À l'occasion de cette cession, menée contre l'avis des plus hautes autorités de l'État, elle avait manifesté cette liberté d'esprit et de ton qu'elle continuait à exprimer dans ses activités, dans l'édition comme dans le bénévolat.

BRUNO BOUVET

Publicité

Retrouvez dans

la documentation catholique

les textes essentiels de l'Église



4,50 € le numéro (+ 1 € de frais de port)

### Discours et homélies de Benoît XVI pour la V<sup>e</sup> Rencontre mondiale des Familles à Valence

Déclarations du cardinal J-P. Ricard, de Mgr J-L. Bruguès et de la COMECE sur le respect de la vie humaine

(N°2363)

Le prochain numéro (N°2364) comprendra un dossier sur la violence au Proche-Orient :  
- Déclarations et communiqués après l'intervention militaire d'Israël au Liban.  
- Conférence de Mgr Youhanna Golta sur les relations des chrétiens d'Orient avec l'islam.

En vente en librairie religieuse. Pour commander : la documentation catholique  
3 rue Bayard - 75008 Paris - (Tél 01 44 35 61 67) Abonnement : 0 825 825 831 (0,15 € la min)

LA QUESTION DU JOUR

## Pourquoi n'instaure-t-on pas un permis de louer ?

**Patrick Doutreligne :**

« Ses effets pervers sont trop nombreux. »

**L'incendie survenu dimanche à Roubaix, qui a causé la mort de six personnes dont un enfant, relance le débat sur la mise en place d'un permis de louer. Instaurée en Belgique, cette autorisation atteste la salubrité des logements avant leur location. Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé Pierre, explique qu'il s'agit là « d'une fausse bonne solution ».**

« Intellectuellement, le permis de louer est une idée plaisante. Ce certificat conditionne, en effet, la mise en location d'un logement à un contrôle technique préalable réalisé par les services de la mairie. Le tout afin de lutter contre l'insalubrité. Dans les faits, ce système comprend de nombreux effets pervers. Car on sait pertinemment que les mairies sont incapables d'inspecter tous les logements mis en location sur tout le territoire. Si le permis de louer voyait le jour, les communes le délivreraient sans contrôle effectif des habitations. Il sera dès lors plus difficile pour un locataire de faire jouer la responsabilité de son bailleur, en cas de problèmes survenus dans l'appartement. Ce dernier se protégerait derrière son

certificat, voire renverrait la faute sur son locataire. L'adoption du permis de louer risquerait par ailleurs d'inciter au développement d'un marché parallèle dans l'immobilier. Pour échapper au contrôle éventuel de la mairie, les propriétaires de logements indignes loueraient officieusement leurs biens à des foyers misérables n'ayant d'autres choix que d'accepter. Ces effets pervers sont déjà notables en Belgique. Ceci explique que les parlementaires aient préféré retenir l'idée d'une simple déclaration de mise en location lors du vote final de la loi Engagement national pour le logement (ENL) en juillet. Cette déclaration est beaucoup moins contraignante puisqu'elle prévoit que les communes de plus de 50 000 ha-

bitants demandent aux bailleurs de leur assurer par courrier la décence du logement loué. Mais c'est avant tout en militant pour que la législation existante soit véritablement appliquée que nous lutterons le plus efficacement contre le logement indigne. La loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU), votée en 2000, précise d'ores et déjà les conditions de décence à respecter avant toute mise en location. C'est une très bonne loi. Pour la voir véritablement appliquée dans les faits cependant, il serait nécessaire de renforcer les pouvoirs de police du maire. C'est à cette condition seulement que des contrôles effectifs seront réalisés dans les logements les plus vétustes. »

RECUEILLI PAR MARIE BOËTON

## PRÉCARITÉ

# Toujours pas de solution pour 300 expulsés du squat de Cachan

Les 300 personnes n'ayant pas bénéficié de mesure d'hébergement d'urgence après leur expulsion s'entassent dans un gymnase de la ville, attendant de la préfecture des solutions de logement

Vers 9 heures hier, tout près du gymnase Belle-Image de Cachan, passent une quinzaine de fourgons de CRS. À la sortie du local, où dorment une grande partie des expulsés du plus grand squat de France, certains s'affolent. Occupants et membres du Réseau associatif éducation sans frontières (RESF) guettent l'arrivée des forces de l'ordre. Tous craignent en effet une nouvelle expulsion. Il s'agit cette fois d'une fausse alerte. Vendredi soir, la police avait délogé ceux qui campaient au pied des bâtiments de la cité universitaire. La mairie avait alors mis temporairement à leur disposition ce gymnase. En attendant la suite des événements. « Nous sommes en alerte depuis dimanche, explique Sekou Diabaté, président de l'association Initiatives et actions citoyennes pour la démocratie et le développement (IACD). Nous nous attendions à une intervention ce matin. » Sur place, la vie s'est organisée avec les moyens du bord. À l'intérieur du gymnase, des matelas et des couvertures ont été étalés pour les 200 à 300 personnes passant la nuit dans ce local inadapté. Parmi eux, beaucoup de femmes et de très jeunes enfants, certains dormant à même le sol, comme Fatoumata et ses trois petits de 2, 4



À l'intérieur du gymnase de Cachan, des matelas et des couvertures sont étalés pour 200 à 300 personnes. Les hébergements en hôtel à Orly proposés par la préfecture ne satisfont pas les familles qui ne peuvent pas payer le transport.

et 7 ans, qui viennent de s'éveiller de leur quatrième nuit ici. « C'est très dur, surtout pour les enfants », note cette maman qui vivait avec sa famille depuis deux ans et demi dans le bâtiment F qui a été évacué.

Lassitude et fatigue se lisent sur le visage de tous ceux qui traînent ce matin-là autour du bâtiment. « Entre nous, tout se passe bien, nous sommes très solidaires, assure Diakite Manadou, l'un des délégués du comité de soutien. Mais la salle est minuscule, nous ne dormons pas bien. » « Les enfants sont mal, ils refusent de manger, ont la diarrhée, dénonce Youssouf Soumaoro, un délégué du comité de soutien des « mille de Cachan ». Et les hébergements en hôtel à Orly, proposés par la préfecture, n'ont rien résolu. Les gens n'ont pas les moyens de payer le transport. Et pour se nourrir, il n'y a là-bas que des restaurants ! » Certaines familles ont préféré revenir durant le week-end à Cachan.

Assis sur un muret, des femmes s'occupent des thés servis par des bénévoles. À l'extérieur, des tréteaux ont été dressés sous une tente, et des boissons et repas chauds y sont servis dès le matin. « Des repas sont

offerts par la mairie le midi, et par le conseil général le soir, indique Françoise, une habitante de Cachan présente sur place depuis plus de 24 heures afin d'aider les occupants. Les gens gèrent très bien, tout est nickel. » De nombreuses personnes du voisinage se sont présentées spontanément pour apporter leur soutien et marquer leur sympathie. « Je suis venue voir si je pouvais aider, indique Ivana, une jeune femme découvrant la situation. On ne peut pas rester sans rien faire. »

« On sent chez les gens qu'il y a eu un traumatisme, reprend Françoise. Ils ne s'attendaient pas à une expulsion dans ces conditions. Surtout pas à la charge des CRS. » Selon RESF, quatre personnes ont été blessées lors de l'évacuation jeudi, et certains ont été très éprouvés. « Ma femme est enceinte de huit mois. Elle a dû être hospitalisée après l'évacuation, elle

était épuisée », raconte Keita, un Malien sans papiers qui vivait dans le squat depuis plus de deux ans. Vers 11 heures, une sirène de pompiers se rapproche du gymnase, et l'entrée est dégagée pour faire place aux secouristes. Un homme qui vient de faire un malaise est emmené en fauteuil roulant jusqu'au véhicule de secours. « Cela arrive tous les jours, les gens n'en peuvent plus », commente une membre de RESF. « Ces personnes se retrouvent dans des situations d'extrême précarité, souligne Richard Moyon, porte-parole du Réseau. Mais la lutte des expulsés de Cachan dépasse leur cas particulier. Elle renvoie à deux questions douloureuses : celle des sans-papiers et celle du logement. Parmi ceux-là se trouvent beaucoup de familles dont les enfants sont scolarisés depuis plus d'un an. Mais à la sous-préfecture de L'Hajj-les-Roses, de nombreux dossiers qui entraînent dans la circulaire Sarkozy ont été refusés parce que l'adresse indiquée était le squat de Cachan. C'est de la discrimination. »

FANNY TONDRE/REA

Hier encore, aucune solution ne se profilait pour les expulsés de Cachan. « Rien n'est encore prévu, déclare Bernard Tuprie, un conseiller municipal présent sur les lieux. On espère une solution préfectorale, d'autant que les classes reprennent la semaine prochaine et qu'il faudra bien libérer le gymnase. Au moins, pour le moment, les gens sont à l'abri, on ne pouvait quand même pas laisser des enfants sur les trottoirs, sous la

« Des repas sont offerts par la mairie le midi, et par le conseil général le soir. »

pluie. » Une réunion de concertation devait avoir lieu dans l'après-midi entre les élus de Cachan, la préfecture et les associations afin de dégager des solutions. Une marche de solidarité devait démarrer vers 17h30 devant la mairie de Cachan hier au mot d'ordre « Un logement, des papiers, une école. »

CYRIELLE BLAIRE

### La FCPE s'inquiète des expulsions d'enfants

■ La principale fédération de parents d'élèves, la FCPE, a condamné hier l'évacuation du squat de Cachan. La fédération a exprimé son inquiétude pour les enfants expulsés avec leurs familles « à quelques jours de la rentrée scolaire ». « Les enfants de ce squat sont éparpillés dans quatre départements, loin de leurs écoles d'affectation, pour vivre dans de nouvelles conditions de précarité et d'incertitude », a déploré l'organisation. De son côté, Arno Klarsfeld, le médiateur nommé par le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, pour faciliter l'opération de régularisation des parents d'élèves étrangers, a estimé hier que les responsables de Réseau éducation sans frontière (RESF) avaient « une responsabilité vis-à-vis des familles qu'ils ont poussées à se déclarer à la préfecture, alors qu'ils savaient qu'elles étaient hors champ de la circulaire ». L'avocat a souligné que « ces gens, qui n'étaient pas repérés par les services de police, vont maintenant avoir un arrêté de reconduite à la frontière ».

**ÉDUCATION** L'association Familles de France estime que le budget d'une rentrée scolaire pour un collégien dépasse 200 €

## Troisième année de stabilité pour le coût de la rentrée

Soit un élève qui prépare ces jours-ci sa rentrée en classe de sixième. Après passage en caisse, ses parents vont dépenser en moyenne la somme de 202,70 €. Auteur chaque année d'une enquête nationale menée par ses adhérents et des étudiants dans 42 départements, l'organisation Familles de France a rendu publics hier les résultats pour cette édition 2006. «*Belle rentrée*», s'est félicité d'emblée son président Henri Joyeux, car le coût moyen n'a évolué que de 0,31 % par rapport à l'année dernière. Une hausse modérée, inférieure à l'indice des prix de la consommation (1,9 % selon l'Insee) et qui confirme la sobriété des secteurs des fournitures et vêtements. Après quatre années de hausse depuis 2000, les rentrées 2004 et 2005 avaient en effet déjà été marquées par une remarquable stabilité des prix.

Pour calculer le panier de rentrée, Familles de France prend en compte les prix des vêtements de sport, des articles de papeterie et des autres fournitures scolaires (cartables...).

La bonne tenue des prix tient cette année surtout à la baisse des prix des vêtements (-2,6 %), selon Catherine Lefrançois, directrice de l'enquête. Le prix moyen d'un vêtement est passé en un an de 25 à 24 €. En revanche, les fournitures papetières ont fait les frais de l'augmentation du coût de l'énergie et reviennent à un prix augmenté de 2,13 % par rapport à 2005. Ainsi les classeurs, intercalaires ou papiers à dessin coûtent 5 à 6 % de plus.

**Les associations familiales affirment que la rentrée scolaire coûte beaucoup plus cher à un lycéen qu'à un élève de primaire.**

Du côté des fournitures non papetières, l'augmentation moyenne se limite à 1,2 % mais elle monte jusqu'à 3 % pour les calculatrices, ou encore 4 % pour les sacs à dos.

Familles de France étudie les divers circuits de distribution. Sans surprise, une famille qui se fournit dans des magasins spécialisés dépensera plus (270 €) que celle qui achète au supermarché (190 €) ou

dans un hypermarché (182 €). Toutefois, les magasins spécialisés ont mieux maîtrisé leurs prix (-0,55 %) que les supermarchés (+0,50%) et hypermarchés (+0,81%). L'enquête pointe par ailleurs les écarts de prix importants dans les grandes surfaces qui proposent à la fois des produits très bas de gamme et des articles sous licence très onéreux. Les écarts pour une simple gomme ou un agenda varient ainsi de 1 à 5. «*Cela rend finalement plus difficile l'exercice de trouver le bon rapport qualité/prix que dans les magasins spécialisés*», commente Catherine Lefrançois.

L'enquête de Familles de France ne fournit toutefois qu'un indice de l'évolution du coût de la rentrée d'une année sur l'autre. Le budget réel des familles dépend du nombre d'articles et du type de dépenses pris en compte. Selon d'autres méthodes de calcul – qui incluent notamment les livres et les assurances scolaires –, la Confédération syndicale des familles annonce aujourd'hui un coût moyen de 330 € pour les élèves de sixième. L'ensemble des associations familiales tombent toutefois d'accord pour reconnaître que la rentrée scolaire coûte beaucoup plus cher à un lycéen qu'à un élève de primaire. Elles réclament ainsi depuis plusieurs années aux pouvoirs publics une modulation de l'allocation de rentrée scolaire (268 € euros par enfant versés aux familles modestes) selon le niveau d'études de l'élève.

BERNARD GORCE

### Les premiers écoliers sur les bancs de l'école

Les 82 élèves du village de Mailley-et-Chazelot (Haute-Saône) ont fait hier leur rentrée scolaire. Depuis 1995, l'école suit un rythme scolaire hebdomadaire allégé. L'année scolaire débute quinze jours avant la rentrée officielle fixée au 4 septembre et, en juillet, s'achève une semaine plus tard. En France, un quart des 6665500 écoliers feront cette semaine ou la semaine prochaine une rentrée anticipée.

**TERRORISME** Deux hommes, dont l'un était connu pour ses activités nationalistes, sont morts en transportant des explosifs

## La Corse de nouveau saisie par la violence

Les corps de deux hommes âgés de 34 et 44 ans, tués par l'explosion d'une bombe qu'ils transportaient dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, ont été découverts hier près de Corte (Haute-Corse). Le parquet de Paris a ouvert une enquête en flagrance confiée conjointement à la Division nationale antiterroriste (DNAT) et à la direction régionale de la police judiciaire d'Ajaccio. Ce drame intervient après une nouvelle série d'attentats dans l'île. Les deux cadavres ont été découverts à une centaine de mètres de la RN 200, à proximité de l'aéroclub de Corte, où sont basés les hélicoptères bombardiers d'eau qui participent au dispositif estival de lutte contre les incendies. Près des corps, un autre engin explosif a été découvert. L'accident a eu lieu alors que les engins étaient acheminés à pied.

C'est l'hospitalisation, vendredi, d'un troisième homme âgé de 26 ans, présenté comme leur complice, qui a permis aux enquêteurs de remonter aux deux décès. Grièvement blessé, celui-ci avait été transporté à l'hôpital d'Ajaccio (Corse-du-Sud) par sa famille, puis rapidement placé sous surveillance policière, avant de faire l'objet d'une garde à vue.

Les trois victimes, dont l'identité n'était pas encore révélée hier après-midi, sont originaires de la région d'Ajaccio. L'un des morts était connu des services de police pour son appartenance au milieu nationaliste. Par le passé, d'autres militants nationalistes ont trouvé la mort en menant des opérations: le 22 janvier dernier, Alexandre

**Près des corps, un autre engin explosif a été découvert.**

Vincenti, 24 ans, a ainsi été déshabillé par l'explosion de la bombe qu'il s'appropriait à déposer devant le Trésor public

d'Aix-en-Provence (tentative revendiquée par le FLNC du 22-October).

L'île aura par ailleurs connu, en cet été 2006, un regain de violence terroriste. Dans la nuit de dimanche à lundi, trois attentats ont occasionné des dégâts matériels à des villas appartenant à des continentaux près de Calvi (Haute-Corse), à Coggia et près de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Précédemment, la façade de la mairie de Calvi a été endommagée par un explosif le 23 juillet et par un mitraillage le 14 août: l'édile de la ville est l'UMP Ange Santini, président en outre de la Collectivité territoriale corse et anti-nationaliste fa-

rouche. Vendredi dernier, un homme de 33 ans habitant la commune a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur ces actes. Enfin, le 9 août, l'hôtel de région d'Ajaccio – qui avait déjà essuyé un tir de roquette voilà un an – a été visé par un mitraillage: l'attentat a été revendiqué par «*Clandestini ribelli*», une signature nouvelle prise au sérieux par la police.

ANTOINE FOUCHET

### EN BREF

#### Les mirabelles arrivent avec quinze jours de retard

Pour la première fois depuis dix ans, la récolte des mirabelles de Lorraine, perturbée par la canicule de juillet et les pluies d'août, a commencé avec quinze jours de retard. Mais, promet l'association des producteurs, «*2006 est une très bonne année en volume*». 12000 tonnes de mirabelles doivent être récoltées en six à sept semaines. Seuls quelque 30 à 35 % des fruits récoltés sont vendus dans le commerce, le reste étant destiné à l'industrie de transformation (sirop, surgélation) ou aux distilleries (20 %).

#### Toujours plus d'étudiants en formations sociales

Le nombre d'étudiants suivant les formations aux professions sociales a été multiplié par plus de 2,5 entre 1984 et 2004, passant de 20000 à 53600, selon une étude des ministères de l'emploi et de la santé. «*La moitié de la progression des effectifs s'explique par le développement des formations préparant aux métiers d'aide médico-psychologique et d'auxiliaire de vie, ces deux formations représentant environ un tiers du total des élèves en 2004*», indique l'étude.

#### Les Français bloqués en Turquie attendus en France ce matin

Les centaines de voyageurs, en majorité français, bloqués en Turquie à la suite d'un différend entre leur agence de voyages et une compagnie aérienne turque, devraient être «*tous rentrés*» en France ce matin, a annoncé hier le ministère français des affaires étrangères. «*Cette situation est en cours de règlement, sous la responsabilité des agences de voyages et des tour-opérateurs concernés*», a ajouté une porte-parole du ministère. Depuis deux jours, 291 voyageurs sont retenus à Izmir (ouest) et 170 autres à Istanbul (nord-ouest), dont des Turcs résidant en France. Le nombre exact de Français reste à préciser. Dimanche, des scènes d'énervement à l'aéroport d'Izmir avaient poussé la police à intervenir. À l'origine de l'incident se trouve une agence de voyages basée dans la banlieue parisienne, Élégance, qui serait en défaut de paiement envers la compagnie aérienne Atlas Jet.

► **SYNDICAT.** Jean-Claude Mailly candidat à sa propre succession à FO. Le secrétaire général de Force ouvrière, qui a succédé en 2004 à Marc Blondel, a indiqué, dans *Le Parisien* d'hier, qu'il a l'intention de se représenter lors du prochain congrès du syndicat, qui aura lieu du 25 au 29 juin 2007 à Lille. Il a précisé qu'il défendrait «*un objectif prioritaire: développer le syndicat dans le secteur privé, en particulier dans les PME où c'est particulièrement difficile*».

► **INCENDIE.** Circulation interrompue dans le tunnel sous la Manche. L'incendie du moteur d'un camion frigorifique a interrompu hier après-midi la circulation des navettes de fret et des trains Eurostar dans le tunnel sous la Manche. Les pompiers britanniques ont rapidement éteint l'incendie, tandis que les pompiers français ont évacué la trentaine de routiers, le chef de train et le conducteur de la navette touchée par l'incendie.

► **SÉCHERESSE.** Durcissement des restrictions dans l'Hérault. La préfecture de l'Hérault a annoncé hier qu'elle allait étendre les mesures de restriction d'eau, en raison d'une situation de sécheresse «*très tendue*». Le lavage des voitures, le remplissage des piscines privées et l'arrosage des pelouses sont interdits dans la quasi-totalité du département. L'arrosage des stades n'est possible que grâce à une autorisation exceptionnelle.

► **DRAME.** Décès d'un surfeur attaqué par un requin à la Réunion. Un surfeur de 34 ans est décédé hier à l'hôpital après avoir été attaqué dimanche par un requin, qui lui avait sectionné un bras, à la hauteur de l'épaule. L'accident est survenu au sud de l'île, au lieu-dit la Pointe du Diable, un endroit où les activités nautiques sont interdites par arrêté municipal. Depuis 1990, on a dénombré 25 attaques de requins dans l'île, selon l'Observatoire marin de la Réunion.

► **ENVIRONNEMENT.** Une pollution du Rhône évitée. La préfecture a indiqué hier qu'il n'y avait «*plus aucun risque*» de pollution du Rhône après une fuite de 200000 litres de gazole, dimanche, d'une cuve de la gare de triage de la SNCF à Vénissieux. Une partie de l'essence s'est infiltrée dans le réseau d'eaux usées et a parcouru deux kilomètres jusqu'à la station d'épuration de Saint-Fons, reliée au fleuve. Des barrages de protection ont permis d'éviter le pire.

RASSEMBLEMENT

# Un prédicateur évangélique américain investit l'Ile-de-France

Habitué à prêcher en Afrique francophone, le prédicateur T.L. Osborn lance une grande campagne d'évangélisation de dix jours, à Montreuil puis à Vincennes

«**L**a France influence tout le monde francophone, et il y a besoin de prédicateurs parlant français pour évangéliser le monde francophone!» Voilà pourquoi le célèbre évangéliste américain T. L. Osborn, habitué à prêcher en Afrique francophone, a accepté l'invitation d'une cinquantaine de pasteurs évangéliques, baptistes et pentecôtistes d'Ile-de-France, majoritairement issus de l'immigration, pour prêcher le «Festival 2006» (1).

Ce festival, lancé hier soir, se déroule en deux temps. D'abord, un séminaire pour les membres des Églises évangéliques, du 21 au 26 août, au palais des congrès de Montreuil qui contient jusqu'à 6000 places. Puis une grande convention pour tous, sur l'esplanade Saint-Louis à Vincennes, du

**Ce prédicateur de 84 ans, portant perruque châtain, est connu à travers le monde pour ce qu'il appelle son ministère de «miracles de masse».**

27 au 31 août, où les organisateurs attendent plusieurs dizaines de milliers de personnes. «La proclamation de l'Évangile à Vincennes permettra la mise en pratique de l'enseignement des jours précédents», précise le pasteur Jacques Chlepko. Responsable de

l'Église évangélique de Villemomble, il est aussi trésorier de ce festival, dont le budget atteint 150000 € de logistique (location de salle, podium...), la fondation Osborn Ministry prenant en charge tous ses frais propres.

C'est William Brown, pasteur évangélique d'origine ghanéenne à Pantin, qui a lancé ce festival il y a quelques mois. Ayant eu l'occasion d'entendre le «message d'amour et d'unité» du Révérend Osborn au Ghana, il a voulu que la France – «un des pays qui a le plus de diversité et donc le plus de divisions», selon lui – entende ce message. «Si l'on a la révélation de l'amour de Dieu, ça change notre façon de voir», poursuit le pasteur Brown.

Il a donc invité le prédicateur Osborn, qui vient pour la seconde fois en France après une convention



Lors d'un appel au pardon devant une église évangélique de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis). Les Églises évangéliques espèrent accueillir des dizaines de milliers de personnes à Vincennes pour délivrer un message de paix fédérateur.

## Catholiques et évangéliques en dialogue

■ La dernière livraison de *Documents Épiscopaux*, revue d'études de la Conférence des évêques de France, est consacrée au dialogue entre catholiques et évangéliques. Rédigé par un «Groupe de conversations» français composé de six représentants mandatés de l'Église catholique et de six pasteurs évangéliques à titre personnel, il veut «aider les catholiques à dépasser le regard souvent négatif porté sur les évangéliques» en rappelant leur enracinement historique et en expliquant leurs spécificités: attachement à l'Écriture, baptême administré à des croyants, sacerdoce universel... Une dernière partie propose une classification entre Églises évangéliques indépendantes, Alliance évangélique française, Conseil national des évangéliques en France, etc. «Regard sur le protestantisme évangélique en France», *Documents Épiscopaux* n° 8/2006. Secrétariat général de la Conférence des évêques de France (106 Rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. Tél.: 01.45.49.66.36). Le numéro: 6 € (franco de port).

tsigane prêchée en 1960 à Lille, à l'invitation alors du pasteur Clément Le Cossec. «Beaucoup de miracles et de délivrances s'étaient opérés durant cette convention», affirme le magazine évangélique *Amen* de ce mois d'août. Selon les organisateurs, il est possible que «bon nombre» des Tsiganes

évangéliques, rassemblés actuellement à Grostenquin (Moselle) pour leur convention annuelle, viennent revoir l'Américain à Vincennes. Ce prédicateur de 84 ans, portant perruque châtain et ayant visiblement bénéficié d'un lifting du visage, est connu à travers le monde pour ce qu'il

appelle son ministère de «miracles de masse». Il a animé des centaines de ces conventions dans 82 pays, avec son épouse Daisy (décédée en 1995), puis sa fille LaDonna.

Selon le pasteur Francis Pfister, responsable de l'Église apostolique pentecôtiste dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris, «les Osborn ont ouvert la voie à trois grands concepts d'évangélisation»: la prière publique pour la guérison des foules dans des pays non chrétiens; l'encouragement des chrétiens autochtones à devenir missionnaires dans leur pays; la production de films d'évangélisation montrant la puissance de Dieu. «Il s'agit d'apporter à la nation française une espérance», annonce Marie-Luce Dagoma, responsable médias de ce Festival 2006. *Un message de paix et d'amour.*

CLAIRE LESEGRETAINE

(1) «Festival 2006»: tél.: 01.48.55.55.55; site: www.festival-2006.org; courriel: festival2006@wanadoo.fr

EN BREF

### La «maison de Marie», en Turquie échappe à un incendie

■ Un violent incendie de forêt qui s'était déclaré samedi dans les monts Bülbül, au-dessus d'Éphèse, et jusqu'à Kusadasi (Turquie), a pu être maîtrisé lundi. Il menaçait le site de Meryem Ana, la «maison de Marie» où la tradition situe la fin de la vie de la Vierge et qui est fréquenté par des milliers de pèlerins, tant chrétiens que musulmans; Benoît XVI doit s'y rendre lors de son voyage en Turquie fin novembre. Le sanctuaire est indemne, mais 1000 hectares de pinède ont été ravagés et un millier de touristes sont temporairement restés bloqués sur le site.

### ► ZAMBIE. Les Églises restent neutres pour la présidentielle.

La Conférence épiscopale (ZEC), l'Association évangélique (EFZ) et le Conseil chrétien de Zambie (CCS) ne soutiendront aucun candidat au scrutin du 28 septembre. Pour autant, Paul Mususu, directeur administratif de l'EFZ, a précisé que son association dénoncera «les candidats qui n'ont pas su représenter le peuple».

### ► GRÈCE. Vol d'une icône byzantine du XIV<sup>e</sup> siècle dans un monastère du Péloponnèse.

La police grecque impute le vol de cette icône de la Vierge, réputée miraculeuse, à des professionnels du trafic d'antiquité. Des recherches de grande ampleur ont été lancées.

## Méditation

### Mercredi de la 20<sup>e</sup> semaine du temps ordinaire (Matthieu 20, 1-16)

■ La parabole des ouvriers de la dernière heure a de quoi surprendre le lecteur moderne attentif à la durée du travail! Pourtant, tel n'est pas son propos. Elle ne s'étend pas sur l'activité des ouvriers, quelle que soit l'heure de leur embauche, mais montre un maître du domaine omniprésent. Il sort régulièrement, soucieux de donner à tous ce qui est nécessaire pour vivre. Au point de provoquer la récrimination des premiers embauchés – identique au murmure du peuple Hébreux au désert – devant le salaire égal donné à chacun. Le dialogue qui s'instaure à ce moment-là va révéler la «pointe» de la parabole: «Vas-tu regarder avec un œil mauvais parce que moi je suis bon?» La bonté de Dieu est déconcertante. L'amour divin va au-delà des strictes exigences de la justice. Il est accueil pour tous, à commencer par les petits et les pécheurs. Il ne se soucie pas des apparences. Il est au service de la vie. Pourtant la jalousie qu'expriment les ouvriers mécontents doit nous mettre en garde. Ne nous arrive-t-il pas de regarder les autres d'une manière superficielle et de juger à la place du maître du domaine? Dieu seul rend fécond le travail à sa vigne. En nous donnant le Christ, il nous a fait cadeau du Bon Pasteur, celui qui guide vers le Royaume: «Le Seigneur est mon berger: je ne manque de rien» (Ps 22).

JACQUES GASSIN

Autres textes: Ezéchiel 34, 1-11. Psaume 22.

## FORMATION Catholiques et protestants participent à une session sur l'autorité

# L'œcuménisme prend ses quartiers d'été en Anjou

Depuis près de cinquante ans, la Semaine œcuménique des Avents œuvre à sa façon au rapprochement des chrétiens. Créé en 1960 dans le Tarn par le P. André Fabre, ce rendez-vous annuel s'est développé ensuite, à la mort du fondateur, au centre d'accueil assomptionniste de Saint-Maur du Thoureil (Maine-et-Loire), avant de s'installer au centre spirituel de La Pommeraye, près d'Angers (1). Depuis dimanche et jusqu'à vendredi, une cinquantaine de chrétiens s'est attelée au second volet du thème lancé

l'an dernier autour de la question «Qui fait autorité dans l'expression de la foi?»

«En 2005, nous avons travaillé les aspects historiques», précise Francine Wild, présidente de l'association organisatrice. Cette fois-ci, nous allons nous pencher sur la partie dogmatique du sujet», explique-t-elle, précisant que «l'on peut participer à la rencontre de cette année sans avoir suivi la session précédente». Cette semaine d'études s'appuiera sur le travail du Groupe des Dombes *Un seul Maître. L'autorité doctrinale dans l'Église* (2).

Suscité par l'abbé Paul Couturier en 1937, le Groupe des Dombes réunit, par cooptation et à parité, des théologiens catholiques et protestants pour confronter leurs positions sur les points faisant obstacle à l'unité.

La semaine des Avents est animée par le pasteur Yves Noyer, de l'Église réformée à Saint-Malo, le P. Pierre Guilbaud, de la Faculté de théologie d'Angers, ainsi que par des membres du Groupe des Dombes, comme le pasteur Denis Vatinel ou le P. Louis-Michel Renier, ancien doyen de théologie à la Catho d'Angers. Elle attire

des délégués diocésains à l'œcuménisme, des membres de paroisses protestantes ou de congrégations religieuses, et permet d'exposer les différents points de vue et d'en débattre. «Ce rendez-vous rassemble plus de catholiques que de chrétiens d'autres confessions», reconnaît Francine Wild. Mais cette semaine d'étude et d'amitié, poursuit-elle, se vit dans «un esprit de prière et de partage».

GAUTIER MORNAS

(1) Centre diocésain de La Pommeraye: 02.41.22.35.36.

(2) Éd. Bayard 2005, 246 p., 18 €.

## CONJONCTURE

2 %

**de croissance pour le Produit intérieur brut en Allemagne cette année**, soit le meilleur chiffre depuis cinq ans, ont estimé hier le gouvernement allemand et la Banque centrale. Cette estimation est supérieure aux dernières prévisions qui tablaient sur une augmentation de 1,5 %.

## ENTREPRISES

► **TÉLÉCOMMUNICATIONS. Belgacom moins profitable.**

Le groupe belge de télécommunications a annoncé hier une quasi-division par deux de son bénéfice net au premier semestre, à 434 millions d'euros. Belgacom ne devait annoncer ses résultats semestriels que vendredi prochain, mais « *en raison du vol d'un porte-documents contenant une version préliminaire du communiqué des résultats* » et « *en raison de la nature potentiellement sensible de telles informations* », le groupe a décidé d'avancer à hier « *la publication des chiffres clés pour le premier semestre* ».

► **ALUMINIUM. Fusion en Russie.**

Le premier producteur russe d'aluminium, Roussal, et le numéro deux du secteur, Soual, vont fusionner. La nouvelle structure devrait être détenue à 75 % par le magnat de l'aluminium Oleg Deripaska, propriétaire de Roussal, et à 25 % par Viktor Vekselberg et ses partenaires, actionnaires de Soual. Ce nouveau groupe sera le premier producteur d'aluminium primaire avec une capacité de production de 3,7 millions de tonnes par an, surpassant l'américain Alcoa et le canadien Alcan. Soual comme Roussal sont des sociétés privées non cotées en Bourse.

► **AUTOMOBILE. Daimler-Chrysler devra dédommager des actionnaires.**

Le groupe automobile DaimlerChrysler a été condamné par la justice allemande à verser un dédommagement de 230 millions d'euros au total, à d'anciens actionnaires de Daimler-Benz, suite à la fusion avec l'américain Chrysler. Dans le cadre de la fusion entre les deux groupes il y a huit ans, Daimler-Benz avait forcé des petits actionnaires, pesant au total 1,8 % de son capital, à échanger leurs titres contre un paquet d'actions du nouvel ensemble. Dix-sept d'entre eux avaient porté plainte, jugeant l'offre insuffisante.

► **INFORMATIQUE. LogicaCMG lance une offre sur WM-data.**

Le groupe britannique de services informatiques a lancé hier une offre d'achat amicale de 1,3 milliard d'euros sur son homologue suédois WM-data. L'opération devrait donner naissance au numéro sept européen du secteur et au vingtième mondial en termes de chiffre d'affaires. Le nouveau groupe compterait 40 000 employés dans 41 pays, dont 8 000 en France. LogicaCMG, né en 2002 de la fusion du britannique Logica et de l'anglo-néerlandais Computer Management Group (CMG), avait déjà acquis en début d'année le groupe français Unilog pour 930 millions d'euros.

LE SITE INTERNET

En selle avec zingaro.fr

■ Bartabas n'a pas fini de surprendre. Dévoilée avec succès au Festival d'Avignon, *Battuta*, sa dernière création présentée à partir de ce soir à Namur, entraîne les spectateurs dans un nouveau voyage. Alors que *Loungta, les chevaux de vent* nous emmenait sur les contreforts de l'Himalaya, bercés par le chant grave des moines tibétains, Bartabas nous invite cette fois à suivre les pas des Tziganes. Pour découvrir cette œuvre du cavalier poète et de sa compagnie, l'internaute peut s'aventurer sur le site [www.zingaro.fr](http://www.zingaro.fr). D'un clic, les décors s'animent et le visiteur est projeté dans l'univers du théâtre équestre Zingaro. D'abord, des cloches résonnent au loin, puis les foulées d'un cheval au galop s'accroissent. Viennent le cri des oies et les cuivres entraînants d'un orchestre roumain... Puis défilent, par bribes, les ambiances et personnages des autres créations de Bartabas. Comme dans ses spectacles, Zingaro a fait de son site un espace où le son, la musique et la lumière occupent le devant de la scène. [www.zingaro.fr](http://www.zingaro.fr) propose en outre au visiteur de visionner des extraits vidéo des autres spectacles et quelques images de *Battuta*. L'internaute pourra également apprécier une galerie de photos sur Bartabas, père de Zingaro.

MARIE-AUORE  
GHIS-MALFILÂTRE

LES CHOIX DE LA CROIX

Et aussi...

► La carte aux trésors

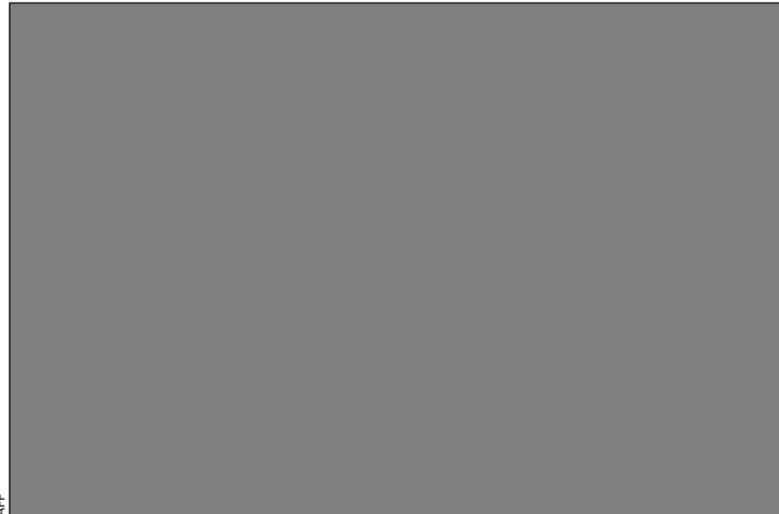
Le jeu, animé cette saison par Marc Bessou, fête en beauté son centième numéro avec une jolie escapade en hélicoptère au-dessus des châteaux de la Loire. (20h55 sur France 3)

► Une affaire de goût

Le meilleur film de Bernard Rapp, troublant et vénéneux, conclut l'hommage mérité que les chaînes du service public ont rendu, ce week-end, au journaliste cinéaste, décédé la semaine dernière. (22h25 sur France 2)

► Guerre et Paix

Diffusion bien tardive pour cet opéra magistral de Prokofiev, qui ne compte pas moins de 66 rôles chantés... (23h45 sur France 3)



La justice internationale au rapport

CONTRE TOUTE IMPUNITÉ et LES PETITS SOLDATS

Thema, Mardi, 20h40, Arte

■ Avec un titre sans appel, «Des États sur le banc des accusés», la soirée Thema ouvre le dossier de la mise en place d'une justice internationale pour instruire – et condamner – auteurs de génocides, de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Dans le documentaire «Contre toute impunité», Frédéric Castaignède tient le journal des premiers mois de l'installation, en 2003, de la Cour pénale internationale (CPI), à La Haye, aux Pays-Bas. L'institution permanente, créée en juillet 1998 et compétente sur les faits intervenus depuis le

1<sup>er</sup> juillet 2002, est confrontée à une tâche gigantesque. Ce tribunal, sorti des cartons des pionniers des droits de l'homme et dont la fondation a été adoptée par 162 États, prend enfin un visage et un corps tout au long de ces 54 minutes. À l'image du premier procureur de la CPI, l'Argentin pugnace Luis Moreno-Ocampo, que l'on suit sur son vélo dans les rues de La Haye, dans ses bureaux flambant neufs ou à la tribune. En

trois ans, le procureur a ouvert trois enquêtes sur des crimes commis en République démocratique du Congo (RDC), en Ouganda et au Darfour (Soudan). Sans État, sans police, sans armée, les magistrats de la CPI sont attendus à chaque tournant. Le réalisateur suit, sur le terrain, en République démocratique du Congo, Serge Brammertz, procureur adjoint (et depuis en charge du rapport sur la mort de Rafic Hariri au Liban) enquêtant sur les crimes commis en Ituri, dans le nord-est du pays. Ils auraient fait près de trois millions de victimes.

Dans le second volet de cette soirée, Arte rediffuse un documentaire consacré aux enfants soldats du Liberia, réalisé en 2003 et 2004 par François Margolin. Il faut avoir le cœur bien accroché pour écouter les mômes – garçons et filles – raconter les horreurs commises et subies. L'action des ONG tentant de sortir ces jeunes victimes de leurs cauchemars précoces est bien mise en valeur.

ROBERT MIGLIORINI

SÉLECTION CÂBLE, TNT...

Canal + CRYPTÉ: 20.50

Messiah 4.10. Série britannique: «L'enfer de Dante». Avec Ken Scott, Neil Dudgeon, Helen McCrory.

France 5 (soir)

20.45 Mes questions sur Niamey; 21.35 Carnets du Mexique; 22.30 Orange 2004, au cœur de la révolution européenne.

Arte (journée)

12.35 Chic; 13.05 Chine, ma vie sur la route; 14.25 Vins à la carte; 14.55 Un homme parmi les loups; 17.20 L'Everest en Deltaplane; 18.05 Guangxi, une vallée hors du monde.

TNT chaînes gratuites

TMC

18.10 Docteur Sylvestre. 20.45 Mayrig. Film français (1991) d'Henri Verneuil (2h14).

NT1

17.25 Actu BD. 20.40 Choc l'émission. Magazine présenté par Alexandre Devoise.

W9

18.15 Star Trek: la nouvelle génération. 20.45 Sami, le pion. Série française.

NRJ 12

18.30 25<sup>e</sup> sud. 20.50 Keen Eddie. Série. 22.20 Brooklyn south.

France 4

17.25 Cosmocats. 20.50 Y'a de la joie. Spectacle.

LCP Public Sénat

18.20 Hitzak. 21.00 Les aventuriers de la République. Magazine.

Direct 8

19.00 Avant tout le monde. 20.30 Le meilleur de la 8; 20.45 Fashion 8; 21.45 Ciné 8.

KTO

12.10 Saint Nicolas en Autriche. 14.20 Pascual Gallo «Flamenco». 15.10 Rythmes d'Afrique. 18.20 KTO Magazine. 19.25 Vocation. 20.40 VIP. Jean-Hugues Anglade. 20.50 Solidairement vôtre. Unis-Cités. 21.45 Suzanne Aubert.

Demain matin

7.00 Les coulisses du bonheur. 10.00 Audience générale en direct du Vatican. 12.15 Les reliques de Bari.

TF1

12.05 Attention à la marche; 13.00 Journal – Météo – Météo des plages; 13.50 Les vacances de l'amour; 14.40 Le bleu de l'océan (2/5); 16.45 New York: police judiciaire; 18.25 Crésus; 19.10 La roue de la fortune; 19.50 À vrai dire – Météo; 20.00 Journal – Résultat des courses – Météo.

20.50 Koh-Lanta.

Jeu animé par Denis Brogniart. 22.40 L'île de la tentation. Jeu animé par Céline Gérard.

Demain matin

6.45 TF1 info; 6.55 TF1 Jeunesse – Météo; 11.10 Alerte Cobra.

France 2

12.00 Tout le monde veut prendre sa place; 12.50 Millionnaire – Météo; 13.00 Journal – Météo – Consomag; 13.45 Maigret; 15.30 Nestor Burma; 17.00 Boston public; 18.40 Un gars, une fille; 18.55 Le grand zapping de l'humour; 19.45 Samantha; 20.00 Journal – Météo.

20.50 Johnny English.

Film britannique (2003) de Peter Howitt, avec Rowan Atkinson, Natalie Imbruglia, Ben Miller (1h35).

22.25 Une affaire de goût.

Film français (1999) de Bernard Rapp, avec Bernard Gireaudou, Charles Berling (1h30).

Demain matin

6.30 Télématin – Météo des plages – Point route; 8.30 Un livre (+ 17h00); 8.35 Des jours et des vies; 9.00 Amour, gloire et beauté; 9.25 KD2A; 11.15 Flash info; 11.20 Les z'amours; 12.00 Tout le monde veut prendre sa place.

France 3

11.40 «12/14». Actualités; 12.55 Inspecteur Derrick; 13.45 Keno; 13.50 Hooker; 15.35 La collection Cousteau; 16.25 Drôle de couple; 17.05 Chérie, j'ai rétréci les gosses; 17.50 C'est pas sorcier; 18.20 Un livre un jour; 18.25 Questions pour un champion; 18.50 «19/20». Actualités; 20.10 Tout le sport – Plub belle la vie.

20.55 La carte aux trésors – L'Indre-et-Loire: les châteaux de la Loire.

Jeu animé par Marc Bessou. 23.00 Keno – Météo – Journal: Soir 3. 23.35 Guerre et Paix. Opéra de Serge Prokofiev, avec Nathan Gunn, Olga Gouriakova.

Demain matin

6.00 Euronews; 6.50 Toowam; 10.35 Mercredi c sorties; 10.45 Plus belle la vie; 11.15 Bon appétit, bien sûr; 11.40 «12/14». Actualités.

France 5

12.00 Midi les zouzous; 14.05 Opération survie; 15.00 J'irai dormir chez vous; 17.00 Ram Beti, princesse du Terai; 17.55 Studio 5; 18.00 Orange 2004, au cœur de la révolution européenne.

Demain matin

7.00 Debout les zouzous; 9.15 5, rue Sésame; 10.20 Question maison; 11.10 L'école des chimpanzés.

Arte

19.00 Les tribus cachées d'Amazonie; 19.45 Arte info; 20.00 Le journal de la culture; 20.10 Arte météo; 20.15 L'Europe à vol d'oiseau – Grande-Bretagne et Irlande.

20.40 Thema – Des États sur le banc des accusés: «Contre toute impunité».

Documentaire de Frédéric Castaignède. 21.40 Les petits soldats. Documentaire de François Margolin. 22.45 Froide vengeance. Téléfilm (2005), en VF d'Eric Oosthoek.

M6

11.50 Malcolm; 12.50 Le 12.50 – Météo; 13.10 Malcolm; 13.35 Les remords d'une mère, téléfilm; 15.30 Palomino, téléfilm; 17.10 Le meilleur de Génération Hit; 17.55 Summerland; 18.50 Smallville; 19.50 Six'/Météo; 20.10 Touche pas à mes filles!; 20.35 Météo des plages; 20.40 Kaamelott.

20.50 On a échangé nos mamans.

Divertissement. 23.25 Quelle famille! «Comment surmonter une épreuve en famille».

Demain matin

7.00 Météo (+ 8h00, 9h00, 9h55, 11h45, 13h05) – M6 Music; 8.05 Tubissimo; 9.05 M6 boutique; 10.00 Starsix Music; 10.40 Kidété; 11.50 Malcolm.

France-Musique

14.00 À portée de mots: Antoine Bourseiller, metteur en scène; 15.00 Prima la musica, Festival int. de La Roque d'Anthéron; 20.00 Prima la musica, Festival Pablo Casals à Prades (J.-S. Bach); 19.30 Prima la musica, en dir. de Stockholm: Orch. du Théâtre Marinski.

Demain matin

10.00 Prima la musica: Orch. phil. de la radio de Hanovre.

France-Culture

14.30 La ronde des femmes; 15.30 Mardis du cinéma; 17.02 Radiosouvenirs; 19.00 L'université populaire de Caen; 20.00 Israël-Palestine, 1947-1974; 20.30 Grands débats contemporains: La matière, le vivant, l'humain; 23.20 Du jour au lendemain.

Demain matin

9.05 De grandes traversées: États-Unis: les nouvelles guerres culturelles.

RCF\*

13.00 Couleur nature; 13.30 Rencontre; 16.00 Promenade; 16.30 Souvenirs souvenirs; 17.03 Visages; 20.00 Biblica; 20.30/22.30 Prière monastique; 21.00 Grand Témoin; 22.00 Contre courant.

Demain matin

10.03/19.30 L'été des festivals; 10.30 Visages. \*Fréquences: 04.72.38.20.22.

Radio-Notre-Dame

14.30 Esprit de famille; 15.30 Chapelet; 16.00 Les musicales; 17.00 Messages; 18.15 Des goûts et des couleurs; 19.00 Enquête de sens; 19.30 Chrétiens dans le monde; 21.00 Génération; 22.00 Écoute dans la nuit.

Demain matin

7.25 Le grand témoin; 9.05 Le bistrot de la vie; 11.00 L'invité de Denise Dumolin.

RADIO-VATICAN

21.30 Magazine: L'Église dans le monde.

# Pour faire écho à Nicolas Hulot

Nicolas Hulot, le promoteur populaire du développement durable, a interpellé les «politiques» en leur reprochant de ne pas traduire en propositions concrètes les discours qu'ils tiennent en la matière. C'est souvent vrai. Mais, à supposer que quelques hommes (ou femmes) d'État intègrent réellement les défis écologiques et de développement dans leur programme et leur action, ils risquent de buter sur un obstacle de taille: les défis sont mondiaux et appellent des réponses mondiales, alors qu'en dépit de quelques efforts collectifs – en Europe par exemple –, chaque État est tenté de jouer sa propre partition.

Autrement dit, les risques relevant du développement durable favoriseront-ils l'esprit d'interdépendance, ou dégrèneront-ils en nouveaux conflits?

Quelques indices incitent à un certain optimisme. Le 1<sup>er</sup> août, Tony Blair, premier ministre anglais, et Arnold Schwarzenegger, gouverneur de Californie, ont participé activement à une réunion regroupant des responsables économiques engagés dans la lutte pour la réduction des émis-

**Michel Drancourt**  
Économiste

**Une politique de développement durable ne peut pas être une politique de non-croissance. La voie réaliste consiste à favoriser le «développement durable» à tous les niveaux.**

sions de CO<sub>2</sub>. Le représentant de George W. Bush avait prétexté une difficulté de calendrier pour ne pas venir. Mais la réticence de la Maison-Blanche n'empêche pas un nombre croissant d'entreprises, et notamment les multinationales qui ont une vision globale des problèmes de pollution, d'améliorer les conditions de la croissance. Certains États ont pris, comme la Californie, et prendront encore des initiatives qui gagneront ensuite de nombreux pays. On l'a vu avec la généralisation du pot catalytique. On le verra avec les réglementations drastiques prévues en matière de transport automobile.

De son côté, Bill Clinton, l'ancien président des États-Unis, a pris l'initiative de créer un consor-

tium international pour réduire la production de gaz à effet de serre. Vingt-deux villes parmi les plus peuplées du monde – dont Los Angeles, New York, New Delhi, Londres, Mexico, Le Caire – ont décidé de travailler ensemble à la mise en œuvre, chez elles, du projet.

La Chine, qui, par la rapidité de sa croissance appliquée à une masse d'hommes considérable, est en train de devenir le premier pollueur du monde, annonce des actions importantes pour corriger le tir. Les entreprises extérieures qui s'y installent sont tenues d'appliquer des disciplines qui devraient, avec les efforts de grandes firmes chinoises elles-mêmes, gagner les sous-traitants, fournisseurs et même clients.

D'une façon générale, il semble que les actions menées par les acteurs de la société civile, y compris les ONG, prennent de plus en plus compte l'exigence planétaire. Cela n'autorise pas pour autant à croire au miracle. Au niveau politique, les approches sont contradictoires. Les intégristes de l'écologie réclament un encadrement législatif, fiscal et, finalement, un dirigisme pour «changer la société» sans qu'entre eux ils soient nécessairement d'accord sur les priorités.

Les libéraux pensent que les ajustements nécessaires s'opéreront au travers de l'évolution des prix, des innovations techniques, des réponses qui seront apportées aux raretés. Les uns et les autres ne peuvent ignorer la formidable pression qu'exerce sur la demande de biens et de services la masse de la population et le désir de milliards de personnes de goûter aux satisfactions de la société de consommation.

Risque planétaire ou pas, les gens qui vivent dans la misère sont plus attentifs aux perspectives de mieux immédiat qu'aux annonces de catastrophes pour demain ou plus tard.

Comment dépasser cette contra-

diction? On constate que la prise de conscience écologique s'opère graduellement au fur et à mesure de la montée de la richesse. Une politique de développement durable ne peut pas être une politique de non-croissance. Elle n'opère pas sans règles, dont certaines sont anciennes, par exemple avec le rôle des ingénieurs des Mines en France pour contrôler le respect de normes de salubrité et de sécurité, ou celui des forestiers allemands chargés de gérer les forêts. Les règles sont de plus en plus nombreuses, et souvent s'appliquent à un ensemble de pays, comme l'Union européenne, ou à une industrie mondiale. D'autres sont à créer, par exemple pour le respect des océans, laissés pour l'heure à eux-mêmes parce qu'appartenant à tout le monde, c'est-à-dire à personne.

Mais adopter des règles ne veut pas dire promouvoir la dictature de telle ou telle version de l'écologie. La voie réaliste consiste à favoriser, par l'information, les réflexes «développement durable» à tous les niveaux de décision et de comportements. Les gouvernants peuvent agir en ce sens, mais l'essentiel dépend de chaque citoyen.

## De l'incertitude des changements climatiques

Le Conseil international pour la science (ICSU) a publié un rapport d'alerte sur l'augmentation du nombre des catastrophes naturelles depuis un siècle (*lire La Croix du 8 novembre 2005*). Ce rapport mêle les catastrophes climatiques, les tremblements de terre, les tsunamis, la «bombe démographique» etc. Il semble possible de réfléchir sur les catastrophes climatiques, bien que l'interprétation des données météorologiques soit délicate.

Par exemple, si Madame ou Monsieur Météo nous annonce que, depuis 1876, il n'avait jamais fait aussi chaud un 15 juillet que le 15 juillet 2006, ils oublient de nous dire que le 14 et le 16 juillet d'autres années ont peut-être été aussi chauds que le 15 juillet 2006. En d'autres termes, les événements exceptionnels ne peuvent pas être traités statistiquement comme les événements ordinaires.

Les séries de mesures de la température sont groupées habituellement par périodes de trente ans dans la série des «mémoriaux» de la météorologie nationale. Un calcul relativement simple permet de dire que la température moyenne annuelle d'un groupe de trente années a significativement augmenté au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

Il en va de même pour la hauteur moyenne de l'eau dans un fleuve. Mais l'affaire est bien différente quand on veut estimer le risque de voir ce fleuve se mettre en crue: une crue est un phénomène exceptionnel, et une très longue série d'années de mesures est nécessaire pour donner une idée de la fréquence des crues catastrophiques, en appliquant la «loi des grands nombres». Ainsi, Manfred Mudelsee et ses collègues (1) ont consulté les enregistrements des crues des fleuves d'Allemagne depuis l'an 1500, et ils ont seulement pu dire que la fréquence des crues n'a pas varié significativement depuis cette époque jusqu'à maintenant.

Il faut aussi s'entendre sur ce qu'est une «crue»: les statisticiens peuvent



Crue du Nil en Éthiopie en 2003. Une grande prudence doit accompagner la prévision statistique de phénomènes naturels.

**Michel Godron**  
Professeur des universités

**On a noté une augmentation des catastrophes naturelles depuis un siècle. Mais rien ne dit que les troubles climatiques ne vont pas conduire vers un nouveau point d'équilibre.**

seulement dire, par exemple, qu'une crue de 3 mètres a des chances de se produire tous les dix ans, alors qu'une crue de 5 mètres a des chances de se produire seulement tous les cent ans. De même, la prévision statistique des températures exceptionnelles ou des sécheresses catastrophiques est entachée d'une grande marge d'incertitude.

Cela dit, le retour régulier des saisons, année après année, montre que le climat de la Terre oscille

autour d'un point d'équilibre et qu'il est «régulé» par des contraintes physiques: le rayonnement solaire, l'inclinaison de l'axe des pôles, la capacité calorifique de l'air, la quantité de chaleur nécessaire pour évaporer un mètre cube d'eau, le système des courants marins tels que le Gulf Stream, etc.

La circulation atmosphérique autour du globe est un système doté de régulations. Par exemple, un été chaud entraîne à la fois une forte sécheresse sur les terres émergées et une augmentation de l'évaporation des océans, qui envoie dans l'atmosphère de l'eau qui alimentera les nuages. Ces régulations laissent les températures et les précipitations osciller autour de «points d'équilibre», et elles font revenir chaque année le cycle des saisons.

Nous ne savons pas si le réchauffement actuel va nous conduire vers un nouveau point d'équilibre. Et nous savons encore moins, malgré la puissance de nos ordinateurs, si le jeu des contraintes régulatrices n'est pas faussé par l'augmentation de la quantité de gaz carbonique et autres gaz à effet de serre que notre civilisation industrielle et mécanique envoie dans l'atmosphère.

Ainsi, le courant océanique du Gulf Stream apporte de l'eau tiède jusqu'en Bretagne, et il plonge en profondeur quand il arrive aux confins de l'océan Arctique; ensuite, il circule dans les abysses océaniques, puis il ressurgit dans les Antilles et retrouve alors sa trajectoire de surface. Ce courant joue un rôle régulateur grâce aux transferts de calories qu'il véhicule.

Mais les océanographes pensent que ce système complexe risque d'être bouleversé par le réchauffement de l'atmosphère. Pendant la période de transition, qui durera jusqu'au moment où un nouveau système de courants s'établira, les régulations seront perturbées et des accidents climatiques inattendus risquent de survenir.

Devant ces incertitudes, la seule solution raisonnable est de réduire notre consommation de pétrole et de charbon.

(1) Dans *Nature* 425/169, 2003.

COURRIER

# Proche-Orient (suite)

► **Tony Blair, fidèle à sa politique calquée sur Washington, n'est pas intervenu aux côtés de Israël de modérer sa stratégie de bombardement des villes et des infrastructures libanaises.** Il serait bien qu'il se souvienne que, pendant la Seconde Guerre mondiale, quatre années de bombes, de V1 et de V2, n'ont jamais entamé le moral et le courage du peuple anglais, contrairement à l'espoir du gouvernement allemand. Bien au contraire, ces épreuves ont renforcé la volonté de résistance de tout un pays et forgé une détermination autour de leur premier ministre, malgré « les larmes et le sang ». Comment peut-il ne pas se rendre compte que c'est ce qui va probablement se réaliser au Liban ? Plus ce pays subira de violence, plus la haine contre Israël se renforcera et plus difficile sera la recherche d'une sortie de ce conflit.

J. POIRIER  
(Savoie)

► **Dans le numéro du 31 juillet 2006, vous présentez, en première page: Cana, «l'horreur et l'indignation».** Je suis bien d'accord avec vous pour estimer ce bombardement inadmissible, mais je m'étonne que seul Israël soit critiqué. J'ai fait la seconde Guerre Mondiale comme artilleur, et je n'ai jamais vu une batterie de canons s'installer au milieu d'un village pour se protéger des réactions de l'ennemi.

HENRI GRELU  
(Yvelines)

► **Bien sûr, la riposte d'Israël contre le Hezbollah est disproportionnée mais il faut reconnaître que la situation politique et militaire du Liban est tout à fait particulière.** Il y a deux armées au Liban : une « officielle » avec peu de moyens, et une « parallèle », non officielle : celle du Hezbollah, avec de très gros moyens. Les responsables du Hezbollah manipulent une partie du peuple libanais, mais ils sont eux-mêmes manipulés par les responsables syriens et iraniens et cela donne ce qui se passe au Proche-Orient. Les médias m'apprennent que le Hezbollah a monté et organisé

son « armé » au cœur des villes et des villages pour se protéger des ripostes éventuelles en faisant fi de la population civile, ce qui explique les bombardements des villes et villages par Israël et le déplacement des populations. L'aspect « humanitaire » n'intéresse absolument pas le Hezbollah ; seul compte le but à atteindre : la destruction de l'État d'Israël.

Je crois qu'il serait bon et urgent que l'on insiste « à temps et contre-temps » sur le désarmement total du Hezbollah.

YVES EYMARD

► **Ceux qui ont vécu en terre d'islam savent bien comment y vivent les chefs religieux et politiques.** Ils y maintiennent un mode de vie moyenâgeux : organisation de la vie politique de

type féodal, despotisme du chef de famille, statut inférieur de la femme et souvent polygamie, fatalité face aux inégalités, droits de l'homme peu respectés... Malgré le contrôle étroit de l'ensemble des médias par les gouvernants, l'augmentation du nombre des paraboles de télévision ouvre le monde islamique à la modernité. Cette ouverture entraîne inévitablement la mise en cause de ces pouvoirs anachroniques et immobiles qui bloquent toute évolution. Pour retarder l'échéance, maintenir leur domination et conserver leur mode de vie, les fondamentalistes musulmans recherchent la confrontation violente avec cet Occident qui propage cette modernité honnie. En effet, la confrontation violente exacerbe les passions et retarde la prise

de conscience : elle détourne les esprits des problèmes quotidiens... Les fondamentalistes utilisent tous les prétextes, les suscitent souvent, pour dresser le monde musulman contre l'Occident. Ainsi ils font mine de se lamenter de la faiblesse actuelle de l'ensemble musulman qui a été, pendant plusieurs siècles, le maître du monde. Ils accusent l'Occident d'être la cause du déclin. Au lieu de prôner l'adaptation au monde moderne, ils prêchent le ressentiment et l'attente de la revanche. (...) Les actions concrètes conduites par la France chez elle (effort d'intégration des jeunes musulmans, renforcement de la laïcité), et à l'extérieur (dialogue, coopération, tolérance) sont cohérentes avec cette analyse. Les pays musulmans sont ainsi invités

à nouer de nouveaux liens apaisés avec le monde qui les entoure. Si la haine envers le « mécréant » diminue, la « culture du Jihad » apparaîtra anachronique. Par contre on peut légitimement s'interroger quant au résultat de la politique américaine. Bien sûr, après le drame du 11 septembre 2001, George Bush a raison de faire face à ce terrorisme qui menace le monde occidental. Cependant, cette intervention en Irak et le soutien un peu trop marqué à Israël ne s'accordent-ils pas, sans le vouloir, avec la stratégie de la confrontation violente choisie par les féodaux islamistes, qu'ils soient chiïtes ou sunnites ? Est-ce bien la bonne méthode pour faire évoluer les sociétés musulmanes vers la démocratie, la tolérance et le respect de l'autre ?

PAUL SAINT-BÉZARD  
(Eure-et-Loir)

## TRIBUNE DES LECTEURS

# Modifier les principes politiques

Comme de nombreux Français responsables, écœurés par la politique et les politiciens, je pense qu'il existe des principes de base à mettre ou remettre en place.

1) La politique ne doit plus être une profession mais un service citoyen, rendu pour le bien du pays : or ce n'est évidemment pas le cas lorsque l'on voit, dans tous les partis, les querelles pour le pouvoir. Pour ce faire, il est important :

a. Que les hommes politiques soient élus sur un programme précis dont ils auront à rendre compte annuellement et publiquement, en respectant une loi d'équilibre budgétaire (un programme politique est un engagement et un engagement non tenu doit être sanctionné, y compris financièrement comme cela existe dans le monde économique) ;

b. que le cumul des mandats soit interdit ainsi que leur renouvellement au-delà de deux fois, de façon à éviter la professionnalisation de la politique.

2) Ces hommes politiques devraient être issus, pour au moins deux tiers, du monde économique, le tiers restant provenant de l'ENA ou grandes écoles similaires, tant il est vrai qu'il est important

d'avoir comme dirigeants des gens intelligents, mais aussi et surtout des gens éclairés et pleins de bon sens (dirigeants et cadres habitués aux réalités de la vie économique). L'Histoire a prouvé que dans les moments difficiles, notre pays a su faire appel avec bonheur à des gens de ce profil !

3) Comme le général de Gaulle en son temps, nous pensons qu'il faut garder un exécutif fort et performant, avec un programme qu'il appliquera (contre la « rue » s'il le faut), pondéré par le Parlement, mais en prenant soin de ne pas revenir aux dérives de la IVe République, ce qui reste un danger permanent en France si on élargit trop les compétences du Parlement.

4) Avoir le courage de diminuer les impôts et abolir l'ISF qui est un impôt inéquitable et mal perçu, afin de rétablir la confiance. Ces impôts continuent à faire fuir les Français fortunés à l'étranger et sont donc une cause sérieuse d'augmentation du chômage.

5) Transformer la législation sur le travail en levant le carcan des lois et en libéralisant : abolir les 35 heures, au minimum pour tous ceux qui le souhaitent, revoir les conditions d'attribution de l'allocation chômage et contrôler ceux qui

en sont bénéficiaires par des agents « neutres » devant en référer devant une commission paritaire en cas de besoin (représentant employeurs et employés à 50 %).

6) Réglementer, par contre, les grèves et les conditions dans lesquelles elles peuvent s'exercer, et le nombre des fonctionnaires, rémunérés en fonction de leur efficacité et de la rapidité avec laquelle ils s'exécutent de leurs tâches.

7) Oser transformer l'éducation nationale, les programmes et méthodes scolaires, pour permettre aux jeunes, normaux ou en difficulté, d'affronter le monde du travail avec le maximum de chances : il est impensable de payer des chômeurs longue durée et, dans le même temps, ne pas trouver de salariés pour la restauration, l'hôtellerie, la boucherie, les entreprises de maçonnerie, plomberie, etc. D'où la nécessité de mettre en place des formations efficaces, de préférence privées, responsables et rémunérées en fonction du résultat, tenues de proposer des gens qualifiés selon les besoins des entreprises.

8) Opter, et y sensibiliser les Nations unies, pour une meilleure solidarité avec les pays en difficulté, de façon à ce qu'ils puissent mettre en place une politique économique

locale, avec contrôle impératif de l'utilisation des fonds, qui permettra à ces populations de vivre dans des conditions plus humaines, en gardant sur place leur élite ; qui évitera que nous soyons toujours confrontés, et de façon récurrente, à des immigrés qui, par besoin et malgré le dépaysement, viennent s'installer chez nous en augmentant le chômage et nos charges.

Toutes ces modifications demandent du courage pour être mises en place, mais rien n'empêche (et cela aurait pu être proposé pour le CPE) de tester ces innovations ou changements, en limitant par exemple leur effet à une période probatoire de deux ans.

Les notions de « gauche » et de « droite » intéressent de moins en moins toute une frange « éveillée » de l'opinion. Conscients d'être mal gouvernés par des gens capables mais timorés et peu « sensés », ces Français « éveillés » voteront soit pour des extrêmes, ce qui est grave, par dépit et pour que ça change, soit pour un homme désintéressé, avec un charisme politique, qui aura su leur parler « vrai » et leur proposer des solutions de « bon sens » telles que celles exprimées ci-dessus.

URBAIN HUBAU  
(Aisne)

## Chronique

# Aimer, ça s'apprend !

Gérard Guitton  
Franciscain

Une petite phrase politique m'interroge en ce moment. Elle parle d'amour. Mais de quel amour ? En effet, le ministre de l'intérieur a déclaré récemment à propos des immigrés sur notre territoire : « Si certains n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter. » On peut, évidemment, formuler beaucoup de critiques à l'égard d'une telle phrase. Je me contenterai, quant à moi, de remarquer qu'il y a

le verbe « aimer » et pour ma part, j'apprécie toujours quand on me parle d'amour. Alors ma réponse est simple : « Monsieur le Ministre, vous invitez à quitter la France les étrangers qui ne l'aiment pas. C'est bien. Mais vous-même, par vos directives et l'action de la police, avez-vous permis à ces étrangers de voir grandir en eux le désir de l'aimer, notre France ? La façon dont ils sont accueillis à leur arrivée à nos frontières leur donne-t-elle envie d'aimer ce pays des droits de l'homme issu d'une si ancienne civilisation judéo-chrétienne ? Et l'accueil de l'étranger tient une place de choix dans les textes bibliques de nos deux religions. »

L'amour est un sentiment qui ne se commande pas. On ne peut pas aimer de force. L'amour, pour être réel, doit toujours être vécu dans une atmosphère de vraie liberté. Celui qui ne se sent pas libre dans la vie qui lui est imposée, ne peut développer de vrais sentiments d'amour. C'est déjà une première réflexion au sujet de

l'amour pour notre pays. Ceux dont parle le ministre se sentent-ils vraiment libres là où ils ont atterri ? Ensuite, l'amour est un sentiment qui s'apprend et n'est pas forcément spontané. Ainsi j'élargis la phrase du ministre en l'appliquant à la vie à notre niveau. Est-ce que nous apprenons l'amour aux immigrés et aux étrangers que nous côtoyons ? Est-ce que nous leur donnons envie d'aimer la vie qu'ils trouvent en arrivant chez nous ? Est-ce que nous leur donnons les moyens de l'aimer ? Dans notre façon d'aborder les étrangers, dans notre façon de leur parler, de leur ouvrir notre porte, leur donnons-nous envie d'aimer notre terre, ses habitants et nos communautés ? Aimer son pays, c'est bien, apprendre aux autres à l'aimer, c'est encore mieux. Et saint Jean nous dit que l'amour vrai et sincère conduit à Dieu (1 Jn 4, 7). Finalement, une petite phrase qui nous interroge tous, et qui pourrait nous entraîner très loin dans nos engagements.

Chaque jour dans La Croix, le texte d'un écrivain voyageur



PHILIPPE LOPARELLI/TENDANCE FLOUE

**Gérard de Nerval**

# Mort en Adriatique

**N**ous descendons l'Adriatique par un temps épouvantable; impossible de voir autre chose que les côtes brumeuses de l'Illyrie à notre gauche et les îles nombreuses de l'archipel dalmate. Le pays des Monténégrins ne dessine lui-même à l'horizon qu'une sombre silhouette, que nous avons aperçue en passant devant Raguse, ville tout italienne. Nous avons relâché plus tard à Corfou, pour prendre du charbon et pour recevoir quelques Égyptiens, commandés par un Turc qui se nomme Soliman-Aga. Ces braves gens se sont établis sur le pont, où ils restent accroupis le jour et couchés la nuit, chacun sur son tapis. Le chef seul demeure avec nous, dans l'entrepont, et prend ses repas à notre table. Il parle un peu l'italien et semble un assez joyeux compagnon.

La tempête a augmenté quand nous approchions de la Grèce. Le roulis était si violent pendant notre dîner, que la plupart des convives avaient peu à peu gagné leurs hamacs.

Dans ces circonstances, où après maintes bravades la table d'abord pleine se dégarnit insensiblement, aux grands éclats de rire de ceux qui résistent à l'effet du tangage, il s'établit entre ces derniers une sorte de fraternité maritime. Ce qui

## L'auteur

■ Comme Flaubert, Gérard de Nerval, pseudonyme de Gérard Labrunie (1808-1855), entreprit de se rendre vers les pays d'Orient pour soigner des troubles cérébraux naissants. Lui qui s'était fait connaître dès l'âge de 18 ans par ses premières *Élégies* et sa brillante traduction du *Faust* de Goethe, subit sa première crise de folie en 1841. Un an plus tard il s'embarquait pour l'Égypte via les îles grecques. À son retour il mit huit ans à écrire son *Voyage en Orient*, sans doute l'un des plus beaux et des plus copieux livres de ce type où il raconte cet étrange accident en mer.

n'était pour tous qu'un repas devient pour ceux qui restent un festin, qu'on prolonge le plus possible. C'est un peu comme la poule au billard; il s'agit de ne pas mourir.

Mourir!... et tu vas voir si l'allusion est plaisante. Nous étions restés quatre à table, après avoir vu échouer honteusement trente convives. Il y avait, outre Soliman et moi, un capitaine anglais et un capucin de la Terre sainte, nommé le père Char-

les. C'était un bonhomme qui riait de bon cœur avec nous et qui nous fit remarquer que ce jour-là Soliman-Aga ne s'était pas versé de vin, ce qu'il faisait abondamment d'ordinaire. Il le lui dit en plaisantant.

– Pour aujourd'hui, répondit le Turc, il tonne trop fort.

Le père Charles se leva de table et tira de sa manche un cigare qu'il m'offrit fort gracieusement.

Je l'allumai, et je voulais encore tenir compagnie aux deux autres; mais je ne tardai pas à sentir qu'il était plus sain d'aller prendre l'air sur le pont.

Je n'y restai qu'un instant. L'orage était encore dans toute sa force. Je me hâtai de regagner l'entrepont. L'Anglais se livrait à de grands éclats de gaieté et mangeait de tous les plats en disant qu'il consumerait volontiers le dîner de la chambrée entière (il est vrai que le Turc l'y aidait puissamment). Pour compléter sa bravade, il demanda une bouteille de vin de Champagne et nous en offrit à tous; personne de ceux qui étaient couchés dans les cadres n'accepta son invitation. Il dit alors au Turc: «Eh bien! nous la boirons ensemble!»

Mais en ce moment le tonnerre grondait encore, et Soliman-Aga, croyant peut-être que c'était une tentation du diable, quitta

la table et se précipita dehors sans rien répondre.

L'Anglais, contrarié, s'écria: «Eh bien! tant mieux, je la boirai tout seul, et j'en boirai encore une autre après!»

Le lendemain matin, l'orage était apaisé; le garçon, en entrant dans la salle, trouva l'Anglais couché à demi sur la table, la tête reposant sur ses bras. On le secoua. Il était mort!

– Bismillah! s'écria le Turc. C'est le mot qu'ils prononcent pour conjurer toute chose fatale.

L'Anglais était bien mort. Le père Charles regretta de ne pouvoir prier comme prêtre pour lui, mais certainement il pria en lui-même comme homme.

Étrange destinée! cet Anglais était un ancien capitaine de la Compagnie des Indes, souffrant d'une maladie de cœur, et à qui l'on avait conseillé l'eau du Nil. Le vin ne lui a pas donné le temps d'arriver à l'eau.

Après tout, est-ce là un genre de mort bien malheureux?

On va s'arrêter à Cérigo pour y laisser le corps de l'Anglais. C'est ce qui me permet de visiter cette île, où le bateau ne relâche pas ordinairement.

**DEMAIN**  
Paul Bourget